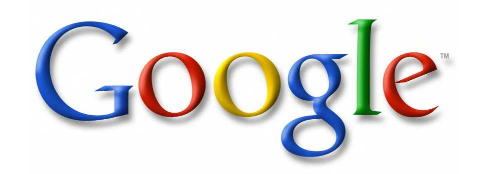


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

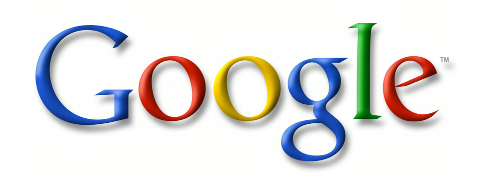
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

825,489


PROPERTY OF
University of
Michigan
Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

HISTOIRE

DE LA

SOCIÉTÉ FRANÇAISE

AU XVIII[e] ET AU XIX[e] SIÈCLE.

PARIS. — IMPRIMERIE DE W. REMQUET ET Cie,
rue Garancière, n. 5, derrière Saint-Sulpice.

HISTOIRE

DE

LA SOCIÉTÉ

FRANÇAISE

AU XVIIIe ET AU XIXe SIÈCLE

PAR

M. Étienne MALPERTUY.

PARIS

COMPTOIR DES IMPRIMEURS-UNIS,

Ve Comon, éditeur,

QUAI MALAQUAIS, N. 15.

1854

DC
33.4
.M26

9.552

PRÉFACE.

Je traversais, au mois d'août 1849, un admirable pays de montagnes. Je voyageais à pied. Le spectacle que j'avais sous les yeux répondait parfaitement à la nature de la pensée qui m'accompagnait ce jour-là : un silence solennel régnait sur toute cette contrée sauvage, déserte, et en faisait ressortir toute l'imposante tristesse. Pas une voix ne s'élevait de la terre : par moments, des profondeurs bleues du ciel, descendait le cri perçant et inquiet d'un épervier en quête d'une proie. Un

léger vent chaud m'apportait de temps en temps la forte odeur des plantes aromatiques que le brûlant soleil d'août grillait sur le versant des montagnes.

J'éprouvais un bonheur infini à marcher au milieu de cette nature silencieuse et tranquille. Je venais de quitter Paris encore ému de la journée du 13 juin 1849. La France, depuis dix-huit mois, était sous le coup de la révolution de Février. Chacun peut se rappeler qu'à cette époque le désordre qui avait été balayé dans la rue était encore très-fortement retranché dans les esprits. Une anarchie morale, la pire de toutes, menaçait de dissoudre la société française. Loin de préparer un dénoûment salutaire à une telle situation, le temps ne faisait que compliquer les choses qui pouvaient le rendre impossible. Jamais l'histoire n'avait donné le spectacle d'un plus grand chaos politique. Les partis se ruaient sur les partis; les systèmes se heurtaient contre les systèmes; les livres combattaient les livres; le bon sens de celui-ci se colletait avec la folie de celui-là; les idées les plus extravagantes s'exprimaient avec un sans-gêne effrayant: il ne restait plus en France qu'un sentiment de tristesse mêlé de terreur.

Et lorsque du fond de ces paisibles montagnes ma pensée se reportait vers Paris où, depuis quel-

ques mois, j'avais vu passer tant d'événements tumultueux, sinistres ou terribles, j'avais peine à comprendre que ce fût le même globe qui, d'un côté, portât tant de fureurs, et, d'un autre côté, manifestât tant de sérénité. Là-bas, l'homme inondait la terre de sang; ici, Dieu la couvrait d'herbe, et je me faisais cette question : De quel côté Dieu a-t-il placé pour l'homme le vrai sens de la vie? L'a-t-il mis dans l'agitation? L'a-t-il mis dans le repos? En d'autres termes, lequel des deux a le mieux compris l'existence, ou du représentant du peuple qui s'agite à cette heure à la tribune, ou de ce berger que je vois, là-bas, couché sous un arbre? Je n'hésitai pas un seul instant à croire que c'était l'heureux pâtre occupé pour le moment à donner raison à cette sage pensée de Pascal : *J'ai souvent dit que tout le malheur des hommes vient de ne savoir pas se tenir en repos dans une chambre.*

Je marchais toujours et je commençais à apercevoir dans le lointain les toits de tuile rougeâtre du bourg où je me rendais. Je me retournai encore une fois pour jeter un dernier regard sur le groupe de montagnes que je venais de traverser, lorsque je vis venir derrière moi un jeune homme qui arpentait la route à grands pas et en chantant.... Pardonnez-lui, tranquilles échos des montagnes!....

Il chantait le chant de la révolution de février : *Mourir pour la patrie !* Cet air me rappelait si vivement Paris, la révolution et tous ses lamentables épisodes, que je ralentis aussitôt le pas pour laisser passer le malencontreux chanteur et mettre entre lui et moi une distance dont la marche accélérée du jeune voyageur me donnait la prompte perspective. Je ne sais s'il devina ma pensée, mais, arrivé près de moi, mon homme cessa brusquement de chanter.

— Je vois, me dit-il en m'abordant assez gaillardement, que vous descendez à Saint-***. J'y vais aussi, et, si vous voulez, nous ferons route ensemble.

Je jetai un regard rapide sur le personnage et j'acceptai sa proposition. Mon nouveau compagnon de route avait une figure intelligente et dans le regard quelque chose de décidé et de grave en même temps. Son costume simple et propre annonçait qu'il appartenait à la classe aisée des paysans.

— Est-ce la première fois, me dit-il, que vous venez dans notre pauvre pays de montagnes ?

— C'est la première fois. Je viens voir un ami qui demeure à Saint-***.

— Je suis de cet endroit. Si vous le désirez, je

vous conduirai jusque chez la personne que vous allez voir.

Je lui dis le nom de mon ami.

— Ah ! vous connaissez M. *** ? s'écria-t-il avec une vivacité qui m'étonna.

Je lui en demandai aussitôt la raison.

— Mais c'est le réactionnaire le plus violent de ce pays, me répondit-il avec un accent qui me donna à l'instant même la mesure de l'opinion politique de mon jeune compagnon de route.

— Je vois, lui dis-je en souriant, que vous n'êtes pas du même parti que M. ***.

— Dieu m'en garde ! reprit-il vivement. Comme je ne cache mon opinion à personne, je ne sais pas pourquoi j'en ferais un mystère avec vous. Moi, je suis démocrate-socialiste.

Je crus m'apercevoir, à la manière prompte et franche dont il trahissait son opinion, qu'il espérait que j'agirais de mon côté avec la même franchise. Mais je ne me sentais nullement d'humeur à descendre, ce jour-là, dans l'arène politique, heureux que j'étais d'avoir laissé mon drapeau accroché à tous les buissons des tranquilles chemins que je venais de traverser. J'allais donc amener la conversation sur le terrain des banalités, lorsqu'un regard jeté sur ce paysan me fit tout à coup changer

de résolution. En examinant ce jeune homme, qui par son costume appartenait à la race campagnarde, qui sur sa physionomie intelligente portait le cachet d'une certaine éducation, et qui par son opinion touchait à une limite aussi extrême, il me parut curieux et utile de savoir comment ce paysan, qui vivait dans un pauvre bourg perdu dans les montagnes, avait pu, lui aussi, être atteint de la maladie politique qui courait à cette heure sur la nation française. A en juger par la franchise de son début, je ne doutais pas qu'il ne me fût très-facile d'apprendre toute l'histoire de mon jeune démocrate.

— Je vous avoue, lui dis-je, en lui montrant de la main le grandiose paysage qui se déroulait sous nos yeux, que si, comme vous, j'avais le bonheur de vivre dans ce pays, je me garderais bien de me bourrer l'esprit d'une opinion politique quelconque.

— Je vous comprends; vous voulez me dire que, nous autres paysans, nous ferions bien mieux de labourer et d'ensemencer nos terres que de nous casser la tête des mille choses qui se passent à Paris. Mais l'un n'empêche pas l'autre : on peut avoir son opinion sans devenir pour cela un mauvais laboureur. Quant à moi, je n'ai jamais com-

pris pourquoi nous autres, gens de la campagne, nous passerions sur terre, silencieux, tête basse, essoufflés par la peine, comme nos bœufs dans le sillon, tandis que d'autres hommes, nos semblables, accapareraient les biens et les honneurs de ce bas-monde en prenant les meilleurs rôles et en faisant grand bruit sur la terre.

— Là est votre erreur, lui répondis-je en secouant la tête. Ce ne sont pas ceux qui font le plus de bruit sur cette terre qui la possèdent le mieux. Voyez. En ce moment, nous passons le long d'un pré. A entendre toutes ces pies qui caquettent au haut de ces arbres, tous ces merles qui sifflent dans les broussailles, tous ces grillons qui crient dans l'herbe, on les croirait les bruyants possesseurs de la prairie. Mais non; le vrai propriétaire de ces gras pâturages est là-bas, immobile, silencieux sous l'ombre de ce hêtre; c'est ce bœuf dont rien ne trahit la présence. Ce tableau est l'image de la vie. L'homme ne possède l'existence qu'autant qu'il sait vivre en silence, et, comme le bœuf de cette prairie, ruminer en paix l'aliment de chaque jour.

— Je n'entends rien à cette philosophie rêveuse, reprit brusquement le jeune paysan. Moi, je suis fait pour l'action, et je me regarderais comme un

misérable si, à cette grande époque de régénération sociale, je ne me mettais pas aussi à l'œuvre pour aider à ses efforts. L'homme aujourd'hui doit à son opinion son âme et son bras. La révolution n'est pas finie ; il faut encore abattre quelques vestiges ridicules ou insolents de l'ancien régime. Il faut que les hommes ne fassent plus devant Dieu qu'une seule et même figure. La république démocratique et sociale finira par donner à chacun l'égalité des droits, l'égalité des biens, et les hommes, qui n'auront plus rien à s'envier, ne se battront plus entre eux....

— Je connais, dis-je en interrompant le fougueux démocrate, les idées que vous exprimez avec tant de chaleur. Je vous avoue que je tiens moins à vous les entendre développer qu'à savoir comment elles ont pu vous venir dans la tête, étonné que je suis de les retrouver dans le langage d'un paysan de ces contrées.

Alors mon compagnon de route me raconta qu'il était le fils d'un cultivateur aisé du bourg de Saint-*** ; qu'il avait été pendant six ans au collége communal ; qu'il en était sorti à dix-huit ans ; qu'il était revenu à son village où, pendant cinq longues années, il avait mené la vie la plus oisive ; mais qu'enfin la révolution de février ayant éclaté,

il s'était jeté avec ardeur dans le mouvement révolutionnaire. A ce récit, je reconnus bien vite que j'avais sous les yeux une de ces fausses existences si communes dans notre siècle. Né dans une condition modeste, mon compagnon de route avait reçu une de ces éducations incomplètes qui laissent toujours l'homme à moitié chemin, parce qu'elles ne lui donnent pas assez de valeur pour pouvoir monter, et qu'elles lui donnent trop d'orgueil pour pouvoir descendre. Ce jeune homme avait tout étudié superficiellement; cette demi-science est pire que l'ignorance: il vaut mieux ne rien voir que de voir les choses à moitié. Sorti du collége, il avait eu honte de mettre la main à la charrue de son père: il était déclassé. Dédaignant les rustiques travaux, il s'était jeté sur les livres et il avait dû lire toutes les œuvres qui parlaient à son oisiveté, à son orgueil, aux tristesses de sa vie insignifiante. Comme il n'avait su trouver aucune position en ce monde, il l'accusait d'être mal fait. Il s'était alors mêlé à cette foule d'hommes demi-savants, oisifs, déclassés, qui, dans notre société moderne, se tiennent sans cesse collés à la porte du hasard. La révolution de Février avait ouvert tout à coup cette porte encombrée, et une masse d'individus

s'était précipitée vers l'issue inopinément ouverte, comme une masse d'eau, la digue une fois rompue, roule où elle peut.

Nous étions arrivés à l'entrée du bourg de Saint-*** ; là, mon compagnon de route me montra la maison de l'ami que j'allais voir et me dit adieu. Je ne sais pourquoi je fus tout triste de le quitter aussi vite. J'échangeai avec lui un regard sympathique et je lui serrai cordialement la main.

Quelque temps se passa et le souvenir de cette rencontre ne pouvait s'effacer de mon esprit. Plus je pensais à ce petit événement, si simple en apparence, plus je me demandais avec effroi quel pouvait être l'avenir d'une société qui nourrissait des éléments destructeurs jusque dans les calmes demeures des villages. A côté de la charrue et du sillon, ces deux fortes images du travail et de l'ordre, j'avais trouvé un paysan oisif qui poussait contre cette société un cri de rébellion. Au milieu des champs si voisins de Dieu, j'avais rencontré un être orgueilleux et insoumis au sort qui foulait aux pieds l'antique résignation de ses rudes et pieux ancêtres. De ces impressions si profondes, je passai peu à peu à l'idée d'étudier notre société moderne. J'étudiai. Je méditai. De

ces études, de ces méditations, sortit la pensée d'écrire un livre. Je résistai pendant deux ans à cette pensée, convaincu que j'étais de l'insuffisance de mes forces. Mon idée tint bon, et je me vis forcé de lui obéir en écrivant l'*Histoire de la société française au dix-huitième et au dix-neuvième siècle*.

Ce livre, je vous le dédie, jeune démocrate-socialiste, mon compagnon de route pendant une heure; je vous l'offre tel que vous me l'avez inspiré. Je vous l'envoie comme je l'envoie à tous ceux qui, comme vous, dans ce siècle malade et agité, demandent le remède aux révolutions. Depuis le jour de notre courte rencontre, les événements ont changé bien des choses; puisse le temps avoir eu le même empire sur votre esprit! Puissiez-vous comprendre aujourd'hui que chaque homme doit rester dans sa condition, le paysan à sa charrue, l'ouvrier à son outil, le marchand à son comptoir, le soldat à son arme, l'écrivain à son livre: quand chacun reste à sa place, la société est une armée; lorsque tout le monde quitte sa place, la société est un troupeau. Prenez et lisez ce livre. A défaut de grandes pensées, vous y trouverez de bonnes intentions. Et peut-être qu'un jour, si le hasard me

ramène dans vos montagnes, je vous retrouverai au bord du champ paternel, accoudé sur la corne de vos bœufs, patients compagnons de vos peines, ayant à vos pieds la charrue à moitié versée dans le sillon, riant de vos anciennes opinions politiques, et bénissant Dieu de votre journée pleine de travail, de patience et de résignation.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE PENDANT LA RÉGENCE ET LE RÈGNE DE LOUIS XV.

Louis XIV expire tenant encore les choses en respect devant la sévérité de sa grandeur mourante. Mais à peine est-il descendu dans la tombe, que le XVIIIe siècle se hâte de prendre la physionomie qui lui est propre, et se jette étourdiment dans la carrière où nous allons le suivre. La France passe sans transition aucune de la fin morose du règne de Louis XIV à la licencieuse régence du duc d'Orléans. Ce n'est pas la dernière fois que nous aurons l'occasion de remarquer dans l'histoire de la société française ces brusques changements de situation, qui vont donner au spectacle de ses vicis-

situdes l'intérêt mobile et rapide qu'on éprouve à la représentation d'une pièce féerique dont les tableaux variés changent à vue d'œil.

Le duc d'Orléans prend le pouvoir, et, du jour au lendemain, il inaugure l'ère de la décadence d'une société destinée tout à la fois à périr et à renaître. Ce prince a une mission qu'il accomplit avec une intelligence merveilleuse; il prépare et active la révolution de 89 en introduisant dans l'œuvre destructive du temps la force la plus subtile, la plus infatigable qu'un homme puisse y faire entrer : la corruption des mœurs. La démoralisation qui, pendant les règnes précédents, n'avait fait qu'un coin du tableau, devient, avec le régent, le cadre qui embrasse toute une époque. Le déréglement est le caractère de la régence comme la grandeur est le caractère du règne de Louis XIV. Sous le grand roi, le mal se cachait au sein de quelques coteries discrètement libertines; sous le duc d'Orléans, le mal apparaît en plein soleil et tient à honneur d'occuper toute la scène sociale. Il devient l'élément des choses. La société française se précipite avec sa fougue ordinaire sur toutes les voies de la dépravation, et marche ainsi vers la nécessité d'une révolution complète, car c'est au moment où les nations sont arrivées au dernier degré de l'atonie et

de l'avilissement qu'elles se décident à tenter quelque chose de suprême, en bien ou en mal, qui les sauve ou les tue tout à fait.

A peine suis-je entré dans le rapide récit que je fais de l'histoire du XVIIIe siècle que je rencontre un événement significatif au dernier point, qui montre déjà tout le détour que la société française a fait sur la route de ses antiques principes. Je veux parler de l'époque où régna le système éphémère du financier Law. Rien ne trahit mieux l'état moral d'un pays qu'une question d'argent : l'argent est un dénonciateur qui entre et sort de chez tout le monde. Le système financier de Law, qui avait, en un clin d'œil, procuré à quelques personnes des gains considérables, ne tarda pas à développer, dans les hautes et dans les basses classes, un immense besoin de faire fortune. L'amour de l'argent prend aussitôt le caractère d'une maladie publique. L'histoire n'enregistre qu'avec honte l'ignominieuse effervescence qui bouillonna alors dans tout Paris. Dès la pointe du jour, la foule se mettait à attendre la fortune à la porte du banquier écossais. Dans ce pêle-mêle, avide d'émotions et de titres de rente, le grand seigneur coudoyait le bourgeois ; le bourgeois coudoyait l'artisan ; la dame de la cour se frottait à la dame de la halle ; un prince du sang

montait faire antichambre chez l'aventurier Law, tandis qu'un laquais en descendait tenant dans la main sa fortune d'un jour. C'était la première fois qu'on voyait en France toutes les classes se confondre : bien triste égalité qui s'établissait là, car elle s'opérait sous l'empire de cette basse cupidité qui est la même dans le cœur de tous les hommes, à quelque condition qu'ils appartiennent! Je ne doute pas que cette passion de l'égalité, qui, quelques années plus tard, aura une action si grande sur la révolution de 1789, n'ait rencontré une de ses premières aspirations au milieu de cette foule hétérogène qui assiégeait les bureaux du financier merveilleux. Le bourgeois dont le coude se trouvait à la hauteur du coude du gentilhomme, l'homme du peuple qui bousculait dans la rue le seigneur et le citadin, durent sans doute se demander pourquoi les choses ne se passaient pas dans la société comme dans la rue Quincampoix, où le pavé n'était pas plus haut pour celui-ci que pour celui-là, où chacun montait le même escalier pour mettre la main sur le même rêve. Ainsi dut commencer ce sentiment de l'égalité que nous allons voir passer d'abord sous la plume des philosophes, et arriver ensuite à ses dernières conséquences par la révolte et l'échafaud : la rue Quincampoix se trouve entre

la place de la Bastille et la place de la Révolution.

Les sociétés marchent vite, lorsqu'elles doivent se perdre. Qu'est devenu ce monde révérencieux, hautain et religieux, devant lequel Bourdaloue prêchait naguère? Où sont passés ces grands esprits, ces grands personnages, ces grandes beautés, fragiles comme les autres hommes, qui rachetaient leurs fautes par d'illustres pénitences et dont l'orgueil méritait encore d'être châtié par des voix comme celle de Bossuet? Bourdaloue, Bossuet, Fléchier, quittent ce monde en même temps que Louis XIV; l'autorité de la chaire et l'autorité du trône semblent se retirer d'un commun accord de devant un peuple qui aspire à se passer de leçons et d'obéissance. Sur qui pourraient désormais tomber les sévères remontrances de la chaire dans une société qui se dispose à s'asseoir tout entière à l'école narquoise de Voltaire? Bientôt le salon de Madame Geoffrin sera beaucoup plus fréquenté que la chapelle de Versailles. L'éloquence chrétienne peut éteindre ses foudres. La science allume ses flambeaux. Les prédicateurs n'ont plus qu'à céder le pas aux mathématiciens : que peuvent avoir à faire les vérités évangéliques devant ces divinités nouvelles qu'on nomme les sciences exactes? La philo-

sophie et la science vont changer le monde : que Dieu le protége!

Je reviens à la société française que j'ai laissée à la porte du banquier Law. C'est à dater de ce moment que le caractère général du XVIII[e] siècle se décide et se manifeste. Il se forme de deux choses contraires en apparence, mais qui, au fond, s'accordent pour faire l'œuvre commune de la révolution : je parle de la légèreté de l'esprit et de l'esprit de philosophisme qui dominent ce siècle à la fois frivole et dogmatique. La légèreté de l'esprit fera les choses avec étourderie ; l'esprit de philosophisme, avec tactique ; les plus charmantes folies donneront la main aux plus habiles raisonnements pour pousser la société au néant. Les huit années de la régence ont pleinement suffi pour développer la corruption des mœurs jusqu'au cynisme, l'agiotage jusqu'à la démence, et décider les tendances d'un siècle qui va rire et raisonner de tout. Dès qu'une maladie morale trouve une atmosphère qui lui est propice ; elle en fait part à l'instant même à toutes les autres maladies morales : il existe, entre les choses mauvaises, une sorte d'esprit de famille qui fait leur éternelle force.

Le duc d'Orléans rendit à Louis XV un pouvoir intact en apparence, mais miné au fond. Il eût

complétement désobéi à sa mission en ne portant pas un coup mortel à la monarchie absolue, dont nous allons contempler la longue agonie à travers les événements qui nous séparent du mouvement de 89. Un des plus grands actes du régent fut de rendre aux parlements les prérogatives dont le pouvoir jaloux de Louis XIV les avait privés. Désormais, la puissance royale ne sera plus capable de reprendre à la haute magistrature une suprématie souvent tumultueuse, toujours arrogante. La royauté va perdre ses forces tout le long du règne de Louis XV ; les parlements, au contraire, vont devenir plus forts. Nous verrons même, dans les dernières années de ce règne, le parlement de Paris tenir tête au roi et rivaliser de puissance avec lui. Du jour où une monarchie absolue rencontre une force égale à la sienne, elle est perdue aux yeux des peuples, parce que, à l'instant même, elle leur donne à douter du droit qu'elle s'arroge de gouverner seule. Toute lutte qu'elle engage pour reconquérir l'intégralité du pouvoir la découvre, la déconsidère et la tue : la force de la monarchie absolue tient beaucoup au mystère qui couvre son omnipotence.

Montesquieu a publié ses *Lettres Persanes*. Le succès de ce livre fut prodigieux. Ainsi la société

française en était arrivée à se délecter de la satire fine et profonde que le génie d'un charmant moraliste faisait de ses vices, de ses ridicules, de ses bassesses et de ses fadaises. Lorsqu'un esprit aussi grand que celui de Montesquieu se mettait à critiquer la société de son temps, celle-ci n'avait plus à douter que la consistance et la durée ne commençassent à lui échapper en même temps. Sous le costume et les traits d'Usbek, un penseur débarqué d'Ispahan, l'auteur de l'*Esprit des Lois,* étudie et juge les institutions et les mœurs de la France ; il en sonde les plaies déjà vives avec d'autant moins de gêne et de pitié qu'il les écarte avec le doigt étranger de l'humouriste persan. Son livre fut une sentence. En France, où l'esprit est maître souverain, chose persiflée est chose jugée. Cette réflexion me remet en mémoire que, soixante ans avant, dans ses *Provinciales,* où l'ironie devient sublime à force d'être habile, terrible à force d'être vraie, Pascal a jugé en dernier ressort, sous le masque railleur de la satire, ces grosses querelles de conscience soulevées entre jésuites et jansénistes, qui mirent le monde moral sens dessus dessous et faillirent de faire oublier Louis XIV lui-même sur son trône ! Le même pays qui se passionnait pour ces lettres vigoureuses où Pascal vengeait la reli-

gion des jésuites et arrachait la morale des arguties des casuistes, un demi-siècle plus tard, s'amourachait de ces lettres où Montesquieu faisait la critique amusante de ses institutions et de ses mœurs. Évidemment, l'esprit humain avait changé de thème; des questions religieuses, il était descendu aux questions sociales, quittant Dieu pour les hommes et se rapprochant ainsi du dénoûment brutal qui est la révolution.

Louis XV commence à gouverner sous la tutelle de son précepteur le cardinal de Fleury. Ce ministre imprime aux affaires une direction sage, mais sans ampleur : le temps de son ministère est l'époque honnête du règne. Le roi donne l'exemple de mœurs pures, et cette dépravation qu'on avait vu régner pendant les années précédentes se cache en attendant l'heure prochaine où le maître la ramènera sur une scène qu'elle doit occuper tout entière. L'heure arrive. Louis XV, fatigué d'une vertu qui n'était plus de l'époque, délaisse la reine et prend une maîtresse. La cour respire; les beaux jours de la régence vont renaître; un souffle léger, folâtre, parfumé de galanterie, recommence à circuler : Versailles prend les allures du Palais-Royal. La vertu du roi ennuyait souverainement son entourage, lorsque tout à coup sa première bonne for-

tune rend la gaieté et la vie à la foule de ses courtisans; la haute société se retrouve dans une charmante atmosphère de libertinage qui convient à son tempérament avide de galantes intrigues. L'empire descend aux mains des femmes. Une des premières maîtresses de Louis XV, la duchesse de Châteauroux, lui inspire un instant l'amour de la gloire et lui fait entamer une guerre que couronna la victoire de Fontenoy. Cette bataille, placée au milieu du long règne de Louis XV, en marque la partie glorieuse, le point le plus haut, d'où il va se précipiter dans un abîme de hontes immortelles.

Il est temps que je place dans ce tableau du XVIIIe siècle la figure de l'homme qui en fut le véritable roi. J'ai nommé Voltaire. Ce philosophe personnifie son siècle, comme Louis XIV personnifie le sien. Rien ne donne une plus juste idée de la différence des deux époques que l'appréciation des moyens avec lesquels ces deux hommes se sont faits si grands. Louis XIV domine son siècle parce qu'il lui commande de belles choses; Voltaire domine le sien parce qu'il le sert dans ses mauvaises manœuvres; le premier appuie sa puissance sur la religion; le second, sur l'impiété. Le roi donne à son temps son véritable caractère : la majesté; le philosophe met sur la figure du sien son véritable

masque : le sarcasme. Louis XIV fait pratiquer l'honneur, la vertu de tout ce qui est grand; Voltaire fait pratiquer la raillerie, le vice de tout ce qui est petit. Sous le grand roi, la société française est à son apogée; sous le bel esprit, elle est dans sa décadence. Le premier retient cette société dans un rayon de gloire; le second la fait disparaître dans un éclat de rire!

Voltaire a laissé sa trace sur tout le XVIIIe siècle. Ses écrits ont eu toutes les qualités voulues pour passionner son temps. Pétillants d'un esprit sarcastique, ils font les délices d'une époque qui veut rire de tout; parfois obscènes, ils amusent un monde corrompu; impies, ils prêchent l'irréligion à des hommes qui ont besoin de ne plus rien croire pour ne plus rien craindre; philosophiques surtout, ils dirigent le mouvement général qui s'empare d'un siècle essentiellement raisonneur. L'influence de Voltaire se fait surtout sentir dans les rangs de la noblesse et de la haute bourgeoisie : on n'est plus gentilhomme ou bourgeois, magistrat ou financier; on est philosophe. La rage de philosopher s'insinue partout; l'engouement devient universel. La noblesse jette le plus philosophiquement qu'elle peut dans ce feu charmant allumé par Voltaire l'antique orgueil de ses titres, ses blasons, ses

priviléges, et s'amuse à les regarder s'en aller en fumée. De son côté, la bourgeoisie commence à démêler dans cette fumée les formes confuses de sa puissance future. C'est en poussant adroitement les classes nobles et privilégiées à se suicider de gaiété de cœur que Voltaire et les philosophes de son école ont tant contribué à l'œuvre de la révolution de 89. Il est une erreur qui court peut-être encore le monde à l'heure qu'il est, c'est de croire que ces écrivains ont travaillé en vue et pour l'amour de l'humanité. Ils détestaient ou courtisaient les grands, selon le moment, mais ils ne ressentaient aucun amour pour les petits. Leurs œuvres débordent d'esprit, mais l'âme en est absente. Tout y est froid comme une tactique, raisonneur comme le doute, imperturbable comme l'orgueil, inflexible comme la haine. Leur philosophie n'a aucun lointain, parce qu'il lui manque la religion. Voltaire et la secte encyclopédique font une trouée dans les fondements de l'ancien régime et préparent ainsi la route à la révolution française; mais ils y travaillent avec je ne sais quel appétit du mal qui fait douter de la bonne intention de leurs efforts. On serait tenté de croire que tous ces hommes détruisaient pour le plaisir de détruire, et que rien au monde ne les aurait plus surpris que de voir l'or-

dre nouveau qui devait surgir plus tard de tant de ruines. Ces philosophes impriment aux esprits la marche vers la liberté et l'égalité; mais ils ôtent à ce grand mouvement humain son âme véritable en lui enlevant le sentiment religieux. La régénération de la société française, au nom de la liberté et de l'égalité, était une œuvre toute chrétienne; Voltaire et ses disciples la font descendre à l'état de conspiration philosophique, et lorsque le grand jour des conséquences arrive, la révolution, née de ces écrivains haineux, privée de son principe chrétien, matérialisée par la philosophie de tout un siècle, ne peut plus être qu'une catastrophe brutale, inexorable, cruelle, qui commet toutes les horreurs de 93.

Un seul philosophe, Jean-Jacques Rousseau, se tient à l'écart. Il procède autrement que Voltaire, mais il arrive au même but que lui. Voltaire a une impiété railleuse; Rousseau a une impiété dogmatique; l'un raille ce qu'il détruit; l'autre raisonne avec ce qu'il anéantit. Le premier n'a aucune religion; le second en professe une qu'il finit par rendre ridicule à force de la parer de sophismes. Voltaire sape l'ancien régime; Rousseau rêve une société nouvelle. L'un matérialise le but de ses efforts; l'autre l'idéalise; tous les deux sont

funestes au genre humain. Si Jean-Jacques Rousseau eût mis au service du christianisme son génie sensible et séduisant, nul doute que l'influence de ce grand écrivain n'eût changé la face du mouvement philosophique et donné une route meilleure à la révolution, pour arriver sur le terrain de la réalité.

Tandis que les philosophes conquéraient l'attention et la pensée publiques, Louis XV se livrait à madame de Pompadour. Le roi n'était pas sans s'apercevoir du mal que ces écrivains faisaient à la France; mais faible de caractère comme il l'était, il aimait mieux fermer les yeux sur leurs excès que d'avoir à étendre le bras pour les réprimer. D'ailleurs, ce prince avait laissé le gouvernement s'en aller dans les mains de madame de Pompadour, qui protégeait Voltaire.

Ici se place une époque qui restera dans l'histoire comme le monument le plus complet de la futilité humaine et de la corruption parfaitement attifée et musquée. Pendant cette période du règne de Louis XV, colossale de légèreté et de mignardise, éblouissante de merveilleuses bagatelles, tout prend une forme nouvelle: les meubles, les vêtements, les coiffures, changent avec une adorable bizarrerie. La marquise de Pompadour tient

la baguette d'une fée; elle donne à tout ce qu'elle touche la forme d'un caprice, la couleur d'un rêve: elle comprend le grandiose de la fantaisie. Sous son règne étonnant, les caractères deviennent de plus en plus frivoles, les mœurs de plus en plus indécentes. Les petits romans licencieux sont en grande faveur. Les petites poésies légères chantent le vice sur tous les tons. Que la capricieuse maîtresse exerçât son empire sur la mode, rien de mieux: elle enjolivait les dehors d'une société déjà vouée au couteau; elle ornait de rubans la victime que les philosophes conduisaient à l'autel. Mais dès que la marquise de Pompadour s'avise de vouloir gouverner, elle devient, à l'instant même, ridicule et odieuse dans l'histoire. Elle pousse Louis XV dans une guerre où la France est battue. C'est alors qu'on vit cette France qui faisait si bon marché de ses mœurs, de sa religion, de son antique gouvernement, tomber dans la plus profonde consternation à la nouvelle de ses défaites. Militaire comme il l'est, notre pays se console de tout, excepté de la perte de son honneur sur un champ de bataille. Je ne doute pas que les échecs que subirent les armes de Louis XV n'aient contribué pour beaucoup à arracher de la fibre nationale le sentiment monar-

chique. La France vaincue descendit au rang de seconde puissance. Cinquante ans ans plus tard, par suite d'un de ces revirements dont notre pays seul donne le spectacle, les armées de la république française allèrent laver sur tous les champs de bataille de l'Europe le souvenir des défaites des armées de la monarchie absolue.

La politique extérieure ne contribua pas moins que les désastres de la guerre à faire descendre la France du tableau de l'Europe. Le temps était passé de ces grandes négociations terminées par d'immortels traités qui illustrèrent le règne de Louis XIV. Sous son successeur, la diplomatie française avait singulièrement dégénéré. Louis XV s'était plu à en faire une véritable intrigue, dans laquelle il faisait jouer un ministère secret à côté de son ministère apparent, et manœuvrer des agents secrets sous les pas de ses envoyés officiels. Comme tous les caractères faibles et indécis, le roi aimait l'ombre et le mystère; l'ombre rassurait les pas qu'il osait faire en avant, comme elle couvrait les pas qu'il avait la faiblesse de faire en arrière. Aux esprits timides et incertains il faut toujours une porte ouverte à côté d'eux, pour pouvoir s'esquiver à l'occasion: l'intrigue a mille issues de ce genre. La politique extérieure

de Louis XV, que contrecarrait ou entravait l'influence jalouse et inquiète de ses maîtresses, perdait le plus beau côté de sa grandeur, qui était la dignité. La diplomatie française parvenait à tout savoir, mais elle n'empêchait rien. Elle fait des pieds et des mains pour pénétrer les secrets de la politique des puissances du Nord; elle les connaît et elle laisse opérer le partage de la Pologne : que de manœuvres pour aboutir à une honte!

Le duc de Choiseul, ministre habile, mais esprit léger comme la plupart des hommes de cette époque, eut la faiblesse de seconder la politique désastreuse de la favorite du roi. Sous son ministère, il se passe un événement considérable dont il a tenu tous les fils : les jésuites sont expulsés de France. On voit que l'influence philosophique a pénétré jusque dans les régions du pouvoir; qu'elle a un pied sur les marches mêmes du trône. L'expulsion des jésuites réjouit les philosophes, satisfait les parlements jansénistes et n'émeut pas outre mesure l'Église de France, car les jésuites, corps toujours agissant, toujours militant, avaient une activité qui commençait à contraster trop vivement avec l'indolence du clergé français. Ce clergé offrait, il est vrai, l'exemple de vertus isolées, mais il manquait de cette force d'ensemble si nécessaire alors pour

protéger la religion contre les coups du philosophisme. Les hauts dignitaires de cet ordre vivaient grassement de leurs bénéfices et se croyaient inébranlables. L'Église s'imaginait qu'elle était très-forte, parce qu'elle était très-riche; ce fut sa fatale erreur. Son immense fortune devint au contraire la cause de sa chute immense. Nous verrons plus tard les ennemis de la religion se servir de la spoliation des biens du clergé pour anéantir ou du moins pour avilir la foi dans le cœur des hommes; on ne pouvait mieux amener les Français à fouler aux pieds leur antique religion qu'en les excitant à s'emparer des trésors de l'Église: rien ne fait perdre le respect et l'amour qu'on a d'une chose comme l'intérêt qu'on trouve à la mépriser et à la détester.

Le règne de Louis XV touche à sa fin. Après la marquise de Pompadour, qui a fait des jours si déplorables à la monarchie, arrive la comtesse Du Barry qui la couvre d'opprobres. Le roi descend cette pente fatale où l'homme ne s'arrête que dans le néant. Las de cette puissance royale qui, aux yeux de sa jeunesse elle-même, n'avait eu qu'un médiocre prestige, le vieux roi cherche dans la débauche l'oubli de sa grandeur. Son aïeul parvenu comme lui au soir de son long règne, malade aussi

de cet intolérable ennui qui finit toujours par saisir tout ce qui a été grand sur la terre, Louis XIV, voulant s'oublier et mourir, se réfugie en Dieu ; aussi jusqu'à sa dernière heure Louis XIV reste grand, et il laisse sur le bord de sa tombe la monarchie encore intacte et respectée. Son successeur, au contraire, n'est pas encore descendu du trône qu'il voit déjà des mains rebelles se lever sur sa puissance. Les dernières années de son règne retentissent des luttes incessantes qui éclatent entre lui et les parlements. Ceux-ci se mettent les premiers en guerre ouverte avec la monarchie absolue. Louis XV, redevenu roi un instant, casse le parlement de Paris. Les parlementaires se taisent, plutôt par un reste de respect pour la personne royale que par crainte. N'avaient-ils pas donné la mesure de leur force, et la monarchie absolue, qui les frappe si vigoureusement, ne fait-elle pas voir, par cette action même, l'importance qu'ont déjà acquise ces turbulents ennemis du trône? On ne frappe fort que ce qui est fort. Les débris du parlement de Paris allèrent tomber comme des germes de révolution dans cet abîme d'opposition qui s'ouvrait sous les pas du gouvernement.

Tandis que la monarchie absolue s'affaiblissait à vue d'œil, quelques esprits avancés commençaient

à parler de la forme de gouvernement qui pouvait la remplacer. Les idées constitutionnelles anglaises avaient traversé le détroit et trouvé des partisans chez quelques grands seigneurs français. Il est à remarquer que, dans le cours du XVIII[e] siècle, c'est toujours la noblesse qui, la première, prend l'élan en toutes choses. Sous la régence, elle pousse la licence jusqu'au cynisme; sous l'influence philosophique, elle devient philosophe à outrance, impie à plaisir; dès qu'arrive sur la France un souffle de liberté, la première elle l'aspire avec une chevaleresque ardeur; quand, après la révolution de 89, elle porte sur l'échafaud la peine de sa grandeur et de son avilissement, de ses vertus et de ses vices, la première, elle apprend à la France à mourir noblement. Désormais, nous allons voir se manifester chez l'élite de la nation les premiers symptômes de la révolution qui va s'opérer dans l'ordre social, comme dans la nature les premiers frémissements des grands arbres annoncent l'orage qui se prépare. De leur côté, les hautes classes de la bourgeoisie, riches, instruites, déjà impatientes du joug des inégalités sociales, s'apprêtent à attaquer cette différence des conditions que la noblesse ne rachète déjà plus de son éclat, dont elle fait même bon marché dans ses moments d'expansion philoso-

phique et dont elle ne défend les privilèges que par un reste d'habitude ou de préjugé. Quant au peuple, qui ne lisait pas Voltaire, il allait à la messe, payait la dîme, faisait sa corvée et ne se doutait en aucune façon de la révolution qui commençait à gronder dans le haut de la société. Déjà, sur la fin du règne de Louis XV, une grande activité politique s'était emparée de la tête de la nation. Le roi, qui laissait de plus en plus s'en aller à l'aventure les droits de la couronne, donnait un champ libre à toutes les théories gouvernementales. Dans le vide qui se faisait autour du trône, chacun devenait le maître d'installer le système de gouvernement qui allait à ses idées.

Une découverte faite au commencement du siècle venait encore doubler la fièvre, déjà si grande, des esprits. L'usage du café, ce breuvage fébrile des sociétés modernes, s'était répandu en France. Il avait fait ouvrir des établissements publics qui furent d'abord des centres de discussion où chacun pérorait, et qui, plus tard, devinrent des foyers de révolte d'où plus d'une fois les révolutions s'élancèrent.

Je marche à grands pas à travers ce XVIIIe siècle, comme si j'avais hâte de sortir d'une époque qui n'a eu que de l'esprit. L'esprit est la chose du

monde qui supporte le moins le lendemain. Voltaire aujourd'hui n'endoctrinerait pas un enfant de quinze ans. L'Encyclopédie, cette forteresse philosophique du haut de laquelle d'Alembert, Diderot, Jaucourt et autres écrivains, tiraient sur la pensée publique, se trouve à l'heure qu'il est complétement démantelée, et les générations modernes passent à côté d'elle comme des voyageurs sérieux à côté d'une ruine. Aujourd'hui, le moindre écolier comprend que l'influence de ces philosophes a hâté la révolution de 89, comme le ver hâte la maturité du fruit, en le pourrissant. En effet, ces écrivains ont fait marcher les hommes à cette réforme sociale par les mauvaises voies de l'orgueil, de la haine et de l'impiété. De telle sorte que ce grand mouvement humain, livré à des passions violentes ou aveugles, prendra tout d'abord l'aspect d'une véritable déroute de l'humanité. Quel lien sublime pouvaient avoir entre eux des hommes qui sortaient de se rafraîchir le cœur avec les romans licencieux de Diderot et de Crébillon fils, et de se retremper l'âme dans les livres d'Helvétius et du baron d'Holbach, ces chefs-d'œuvre de matérialisme qui inquiétèrent Voltaire lui-même? Jamais l'orgueil humain n'avait encore produit quelque chose de plus colossalement impie : Hel-

vétius et d'Holbach se crurent les deux Titans de la philosophie moderne, appelés à escalader le ciel pour en arracher Dieu avec des mains tachées d'encre !

Tant d'efforts avaient pour but de déraciner les préjugés, et tant de choses passaient pour des préjugés aux yeux d'une époque aussi spirituelle que sceptique ! Les préjugés tombent comme des arbres centenaires sous la cognée philosophique ; les mœurs en profitent pour prendre une allure plus libre, plus familière, plus dépouillée de la dignité traditionnelle. Le goût littéraire lui-même se déprave ; une littérature fade, maniérée, faite d'un sourire équivoque et d'un petit trait malin, devient en faveur : elle inaugure l'ère mémorable des *Bouquets à Chloris*. Un bon mot donne l'immortalité. Le duc de Nivernais et Sophie Arnould courent du même pied léger après une saillie heureuse. Le bel esprit, toujours tiré à quatre épingles, finit par tomber dans le mauvais goût ; sa manière de parler prend un air de famille avec la manière de s'habiller des dieux de l'Opéra de cette époque : c'est le grotesque prétentieux à l'état de fantaisie le plus pur. La société écoute et lit tout avec la même avidité : anecdotes scandaleuses, écrits philosophiques, jeux de mots et libelles politiques ;

elle se tient aussi bien au courant de l'alcòve de Mlle Duthé, la courtisane qui jetait l'or à pleines mains, que d'un livre de Rousseau, le philosophe qui semait le sophisme à pleines pages. Sa curiosité, tantôt futile, tantòt grave, ressemble à celle d'un homme qui n'a aucune idée fixe. Le caractère exceptionnel du XVIIIe siècle s'explique de lui-même : il rompt tout lien de parenté avec les temps passés et futurs en rompant avec le christianisme, ce lien qui unit des millions de générations; il s'écarte à dessein de cette longue procession des siècles qui montent du temps vers Dieu, une croix à la main. Une telle conduite n'a pas tardé à trouver son châtiment; car notre génération, qui est en communion journalière avec les hommes religieux du XVIIe siècle, laisse déjà dans un isolement vengeur la génération philosophique du siècle dernier et tous ses écrivains célèbres, sur lesquels le vif éclat de l'esprit joue le même rôle que le soleil sur des morts : il ne les éclaire que pour mieux constater leur trépas.

Au moment où mourut Louis XV, tout le monde pressentait une révolution dans l'ordre social; chacun, pour sa part, avait contribué à cette révolution, mais personne ne savait trop comment il fallait la faire. La haute noblesse, qui sentait sa fin prochaine, aurait voulu se régénérer dans une

constitution aristocratique semblable à la constitution anglaise. Le haut clergé, inactif et insouciant, ne cherchait en aucune façon à dominer l'esprit public, pour le diriger à ses fins, au nom de la religion chrétienne. La haute magistrature ébranlait le trône plutôt dans l'intérêt de ses prérogatives que dans la pensée d'une révolution bienfaisante à tous. La haute bourgeoisie travaillait à conquérir l'égalité des conditions, mais elle ignorait par quels moyens elle arriverait à ce rêve de sa vanité. Le peuple restait à l'écart, comme un acteur mystérieux qui ne doit paraître qu'à la fin du drame, pour trancher le dénoûment. Cette attente universelle d'une révolution, et la confusion des éléments divers qui tous se combattaient pour l'engendrer, n'avaient pas échappé à l'observation inerte et égoïste de Louis XV. Il avait compris qu'après lui le chaos allait monter jusque dans le sanctuaire du pouvoir royal, et qu'il était le dernier représentant de la monarchie absolue. Il dut quitter la vie en éprouvant la sensation d'un homme qui s'échappe d'une maison prête à s'écrouler. « Mon successeur « s'en tirera comme il pourra, » disait-il quelques jours avant de mourir. Son successeur, en effet, s'en est tiré comme il a pu... en passant par l'échafaud!

CHAPITRE II.

DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DEPUIS L'AVÉNEMENT DE LOUIS XVI JUSQU'A LA RÉVOLUTION DE 1789.

LORSQUE Louis XVI monte sur le trône, l'ancienne société française donne déjà quelques signes de sa fin prochaine. Le souffle de ce bel esprit qui a couru sur tout le règne précédent a désséché bien des sentiments ; il a mis à la mode le trait plaisant, la fine raillerie, le plus futile et le plus licencieux langage; il a fait tout de suite ce qu'il a voulu faire sans trouver le moindre empêchement ; c'est le propre de l'esprit français de régner sans mesure, dès qu'il peut régner sans obstacle. En France,

rien n'est plus dangereux que de faire arriver les choses à l'aide de l'esprit, parce qu'il est permis à tout le monde d'y coopérer pour quelque chose. Le XVIIIe siècle est l'âge d'or de l'esprit moqueur, indiscipliné, prétentieux, raisonneur à tout propos et à propos de rien. Du premier bond, il se plaît à franchir toutes les bornes ; il efface Dieu du ciel pour se donner le plaisir de raisonner athéisme ; il ébranle le trône pour avoir l'occasion de discuter les divers systèmes de gouvernement ; il va se jeter dans les idées de liberté, comme il s'est précipité dans les idées de philosophie, par mode, par engouement, sans conviction bien profonde et sans plan bien arrêté. Son esprit, fils d'une société vieille et usée, exagère ses forces, parce qu'il commence à les perdre. Il fera tout à outrance : avant d'avoir l'amour de la liberté, il en aura le fanatisme ; avant d'en pratiquer les devoirs, il en proclamera bruyamment les droits ; avant de se fixer un but, il se complaira à le chercher dans les nuages de mille théories politiques et sociales.

D'un autre côté, la haute société va nous offrir un spectacle d'une adorable extravagance. Plus les mœurs dépravées par une civilisation extrême se sont éloignées de la simplicité, plus les hommes

vont s'ingénier pour se rapprocher de la simple nature. C'est de cette bizarre anomalie que naît, un beau jour, l'époque enrubannée des bergeries et des chaumières de fantaisie : un vrai retour au bonheur champêtre. Le goût du moment monte jusque dans la littérature; tout poëte devient un Virgile obligé d'écrire des géorgiques plus ou moins sincères. Toute femme de bon ton se croit forcée de contempler le bonheur des champs à travers les rideaux de gaze de son boudoir. Marie-Antoinette, reine à Versailles, est bergère à Trianon. Ce n'est qu'à des civilisations très-avancées qu'il appartient de pouvoir présenter le piquant tableau d'une société raffinée, portant houlette et chapeau de bergère, à la veille d'une révolution qui produira les septembriseurs : les bergers de Théocrite précèdent aussi gentiment que possible les sans-culottes de 93.

Le commencement du règne de Louis XVI s'entoura de quelque chose de jeune, de pur, de bien intentionné, que tout le monde s'empressa de regarder comme d'un excellent augure. Après le long règne immoral de Louis XV, la vertu de son successeur était une nouveauté qui ne manquait pas d'une certaine puissance. La monarchie, déjà si attaquée, respira pour quelque temps derrière

la bonne et honnête personne de Louis XVI : celui-ci ne pouvait, il est vrai, la sauver; mais il avait au moins le mérite touchant de la faire encore aimer. Qui ne sait à quels transports d'allégresse se livra la France à l'occasion de la naissance d'un dauphin! Le 21 janvier 1782, la ville de Paris, heureuse de cet événement, offre au roi un banquet splendide. Le 21 janvier 1793, le roi monte sur l'échafaud. Il n'y a que l'histoire de notre pays qui possède l'horrible privilége de tels rapprochements! Que d'ironie et d'horreur dans ce seul mot: l'héritier de Louis XVI! En attendant le jour des grandes catastrophes, la cour, Paris, la France, célèbrent à l'envi la naissance longtemps souhaitée d'un dauphin. Gentilshommes, bourgeois, hommes du peuple, sillonnent la route de Paris à Versailles, pour apprendre de plus près la bonne nouvelle. Dieu fit grâce de sa destinée à l'enfant dont la bienvenue en ce monde avait réjoui quelques millions d'hommes: un autre enfant fut moins heureux. Je me suis souvent étonné qu'une nation qui, dans l'espace de soixante ans, a guillotiné, renversé et chassé tous ses rois, fasse éclater des transports de joie à la naissance de chaque héritier que les diverses dynasties qui ont régné sur

elle lui présentent du haut du balcon des Tuileries : ne dirait-on pas que les Français craignent toujours de manquer de maîtres.... ou de victimes?...

Il n'est guère possible de trouver dans l'histoire humaine une époque pareille à celle dans laquelle j'entre non sans hésitation. Une lutte immense se prépare entre le passé et l'avenir. Le passé s'y présente sans vertus, c'est-à-dire sans armes; l'avenir s'y montre sans formes précises; du côté du passé, il y a des ruines debout; du côté de l'avenir, il y a des matériaux épars : situation bizarre et fatale d'une époque qui voit ce qu'elle a détruit et qui ignore ce qu'elle doit reconstruire! Cette ignorance de l'œuvre à accomplir que montrera au plus haut degré la révolution française a trois grandes causes : la multiplicité des opinions, la rapidité des événements et l'absence de toute alliance entre la révolution et la religion. Une telle incertitude du but nécessitera naturellement une méthode de tâtonnement qui va donner à la révolution cette marche irrégulière, qui est toute l'histoire du règne de Louis XVI. Un jour, elle avancera ; le lendemain, elle reculera. Le roi, qui suivra avec une complaisance digne d'un meilleur sort le flux et le reflux de ce mouvement

social, imprimera à sa politique un système continuel de va-et-vient. Entre le camp du passé et le camp de l'avenir, la confusion des esprits va étendre une espèce de terrain vague, couvert d'un nuage philanthropique, sur lequel les deux partis ennemis se donneront quelquefois la main, mais où ils reconnaîtront bien vite qu'ils ne devenaient amis que parce qu'ils étaient égarés. Les ténèbres couvriront le seuil de la révolution française; à leur faveur, se glisseront les sanglants excès de 93. Quand, dès le début, une révolution ne prend pas juste sa direction naturelle, elle se jette aussitôt dans le champ toujours libre du crime, parce qu'elle éprouve l'abominable orgueil de cacher l'incohérence de ses idées sous l'énormité de ses forfaits.

J'ai dit qu'une des causes de la marche indécise de la révolution tenait à la multiplicité des opinions qui divisaient les esprits. Tous les rangs de la société voulaient des réformes; mais comme chaque classe voulait les faire à son profit, chaque classe les comprenait à sa manière. La haute noblesse qui déjà, lors de la disgrâce du duc de Choiseul, avait fait une opposition systématique à la monarchie absolue, cherchait dans une nouvelle reconstitution politique à effacer l'empreinte que la main de

fer de Richelieu avait laissée sur elle, et à sortir de cette domesticité grandiose dans laquelle l'avait tenue Louis XIV. Cette noblesse voulait devenir une puissance dans l'État, une force aristocratique placée entre le roi et le peuple pour les tenir l'un et l'autre en respect : c'était appliquer à la France la constitution anglaise. La haute bourgeoisie, qui depuis le grand Colbert, le ministre le plus utile qu'ait jamais eu la France, avait vu, par l'essor de l'industrie et le mouvement des finances, s'élargir le cercle de sa puissance, qui déjà avait eu quelques-uns des siens au timon des affaires, travaillait à détruire l'inégalité de sa condition. Cette bourgeoisie comprenait une révolution décidée à abolir les priviléges nobiliaires et à les remplacer par des prérogatives dont elle rêvait la grosse part. Elle ne voulait que déplacer le cercle des priviléges. De son côté, la petite noblesse espérait que la prochaine révolution mettrait à sa taille tous les grands seigneurs, tandis que la petite bourgeoisie comptait bien qu'elle règlerait les prétentions des gros bourgeois. Tout le monde devait trouver son compte dans le futur bouleversement. Personne ne s'avisait de penser qu'il pût lui arriver malheur, tant chacun ne se préoccupait que des coups que la révolution allait porter chez son voisin.

Cette attente d'un événement considérable avait développé dans la nation un vif sentiment de curiosité et un besoin immense d'innovations. Quand une société marche vers un jour nouveau, elle reçoit avec avidité toutes les innovations comme étant les rayons avant-coureurs, vrais ou faux, du jour vers lequel elle se dirige. Le goût des nouveautés politiques était extrême; chaque matin voyait naître un plan de réformes sociales, un livre, une brochure, un pamphlet et même un quatrain à l'adresse de l'opinion. Moins le but était défini, plus les théories, les utopies, les sophismes, manœuvraient à leur aise dans cette espèce de vide qui régnait autour de l'idée naissante de la révolution.

A la multiplicité des opinions se joignait la rapidité des événements. En entraînant rapidement les événements, le temps semble leur communiquer une force double. Plus les faits s'accomplissaient vite, plus ils augmentaient la confusion des esprits et cette passion des choses nouvelles qui caractérise le règne de Louis XVI. Ce prince, bon comme un ange, timide comme un enfant, inexpérimenté comme un honnête homme, à l'âge de vingt ans était entré dans le vaste et sombre édifice de la monarchie absolue, se heurtant du premier pas à tou-

tes les difficultés qu'y avait entassées son grand-père. A peine est-il assis sur le trône, que son âme philanthropique aspire dans l'air chargé de tant de menaces le sentiment du bien qu'il peut faire. Louis XVI aimait son peuple. Comme tout homme qui a son génie dans son cœur, ce prince trouvait son habileté et sa force dans sa bonté; mais, irrésolu de caractère, il se laissait trop guider par des influences diverses et contraires. Il ne donna jamais mieux la mesure de ce caractère qu'en choisissant ces deux ministres si opposés de vue, Maurepas et Turgot. Le premier, ministre de la régence, courtisan de Louis XV, apportait dans les conseils de son petit-fils l'aimable et incorrigible légèreté du règne précédent : il était le dernier acteur politique de l'ancien régime. Le second, esprit convaincu, réformateur impassible, arrivait dans les conseils du roi avec un plan de réformes sociales à la main: il était le premier instrument de l'économie politique des temps nouveaux. Maurepas amusait le roi en lui montrant la révolution dans un lointain chimérique; il lui en cachait les dangers, lui en diminuait les aspects menaçants, et finissait par donner à l'agitation publique les proportions d'une petite tempête d'Opéra. Turgot, au contraire, voyait le flot arriver; il comprenait qu'on ne pouvait l'a-

paiser qu'en lui donnant toute la vieille société à emporter dans son reflux. Il voulait que Louis XVI prît l'initiative des réformes, afin que la révolution tombât devant les bienfaits de la royauté et se reconnût vaincue, en se reconnaissant satisfaite.

Un simple regard jeté sur la constitution de la France ancienne suffira pour faire comprendre l'œuvre que Turgot ne fit que commencer. La féodalité avait laissé des traces dont le temps et la civilisation avaient enlevé le caractère barbare, mais qui avaient toujours force de loi sous le nom de droits féodaux. D'un autre côté, les communes, fortifiées dans leurs franchises, formaient des corporations, des maîtrises, des jurandes, qui jouissaient de priviléges considérables. Au-dessus de tout cela, l'Église possédait des couvents, des abbayes, des fiefs, qui constituaient les bénéfices. L'ancien régime de la France n'était à proprement parler qu'un vaste réseau de priviléges. Pendant les siècles du moyen âge, ce réseau de fer avait maintenu notre pays comme les langes contiennent un enfant au berceau; mais avec le temps le réseau avait pris le poids d'une chaîne. Turgot conçut le projet d'abolir les droits féodaux, tels que la corvée et la taille, de supprimer les monopoles des

municipalités en donnant la liberté du commerce, et de diminuer les bénéfices ecclésiastiques en diminuant le nombre des fiefs de l'Église. L'œuvre que ce ministre réformateur voulait accomplir n'était pas encore possible ; il ne fit donc les choses qu'à moitié, et rien n'est pire que de faire les choses à moitié : on ne contente personne et l'on irrite tout le monde. Tous les privilégiés dont Turgot avait osé toucher les intérêts se réunirent pour le faire tomber du ministère. C'est un des aspects les plus curieux de l'histoire de ce temps-là ; toutes les classes de la société sont convaincues de la nécessité des réformes sociales, mais aucune ne veut que ces réformes se fassent au détriment de son intérêt ou de sa vanité : chacun exige que la révolution se passe à côté de chez soi.

Turgot devint célèbre moins par ce qu'il fit que par ce qu'il tenta d'exécuter. Il avait montré du doigt tous les abus que la révolution se chargea plus tard de détruire par les plus abominables moyens. Turgot était philosophe. Il avait des accointances avec la secte des démolisseurs du XVIIIe siècle, et le voisinage de ces derniers jetait un jour défavorable sur ses projets de reconstitution sociale. Il voulait réformer la société, mais il

donnait à son idée plus de méthode que de grandeur, plus de ténacité que d'enthousiasme, parce que le réformateur philosophe ne tirait pas son inspiration d'en haut. Il lui manquait le sentiment chrétien, qui aurait donné à ses efforts la véritable chaleur de la charité et les aurait fortifiés de toute l'autorité de la religion. Placé dans une condition chrétienne, Turgot aurait conquis à ses desseins l'esprit religieux de son maître, et serait bien plus profondément descendu dans cet instinct de l'humanité qui ne comprend le bien qu'on lui fait qu'autant qu'elle voit s'y mêler la grande image de Dieu.

Maurepas, débarrassé de son collègue, s'imagina que l'opinion publique allait se reposer et se taire. Il endormit l'âme du roi en lui montrant le parti des novateurs vaincu dans la personne de Turgot. Il se trompait. La force, le temps, la volonté royale, avaient manqué à Turgot, mais le mal était fait : il avait tout révolutionné : révolution d'autant plus entreprenante à cette heure, qu'elle n'avait fait qu'entrevoir le but à l'instant même évanoui ! Un premier essai tenté avait servi à faire connaître ceux des priviléges blessés qui criaient le plus fort, et à faire voir de quel côté les réformes trouveraient le plus de résistance. Il y avait eu, en outre, une petite

émeute populaire, miniature du grand tableau qui se déroulera plus tard. A propos de cette révolte, je signale un fait qui caractérise bien l'époque. L'esprit public était tellement amoureux d'agitation, que cette petite insurrection causa le plus vif plaisir à la société parisienne. Les femmes voulurent en immortaliser pour huit jours le souvenir, et elles se mirent à porter des *bonnets à la révolte.*

Louis XVI revint sur la plupart des actes de Turgot. Cette mesure contenta les partisans du passé qui, effrayés de la vitesse que prenaient les choses, aimaient à les voir rentrer dans cette immobilité dont ils s'étaient fait une habitude et un rempart. Elle mécontenta naturellement le parti novateur, dont elle arrêtait et même faisait rétrograder les pas. Elle affligea profondément tous les esprits honnêtes, qui voyaient avec peine la majesté royale s'affaisser et s'épuiser dans toutes ces allées et venues sur le terrain des réformes. Mais l'opinion publique restait encore à l'état de murmure; elle n'attendait plus qu'une occasion pour devenir une voix. L'occasion arriva. L'Amérique du Nord venait de se soulever pour conquérir son indépendance. Le cri de liberté qui partait d'un autre monde retentissait dans un lointain qui lui donnait

toute la grandeur des distances inconnues ; il fit bien vite tressaillir toutes les âmes françaises. Depuis plusieurs années, l'esprit public s'était beaucoup plus agité sur lui-même qu'autour d'une idée bien précise. Ce grand mot de liberté, débarqué un beau matin d'Amérique, venait donc tout à coup donner une âme à toutes les aspirations confuses, une forme à toutes les idées, une arme à tous les efforts : il jetait un mot sonore sur ce flux et reflux de l'opinion qui battait encore si vaguement les portes de l'avenir ! Les ennemis de la monarchie se servirent aussitôt du nom de la liberté pour faire rêver à une autre forme de gouvernement. Les amis de la nouveauté se mirent à l'adorer comme l'idole du jour. Dans tous les rangs de la société on s'enthousiasma pour la cause de l'indépendance américaine. Le principe de l'égalité, qui arrivait de si loin, tourna toutes les têtes ; gentilshommes, bourgeois, la ville et la cour, tout le monde admira et imita la simplicité des costumes et des mœurs des envoyés américains : Franklin mit à la mode le genre simple. En France, toutes les idées prennent dans l'opinion comme le feu dans la paille. Cela se conçoit. Chez nous, une idée devient à l'instant même une passion publique, une maladie nationale. Ce caractère passionné

que prennent nos idées leur donne je ne sais quelle fureur d'expansion qui voudrait, tout d'un trait, aller jusqu'au bout du monde. Le prosélytisme français est si intempérant de sa nature! Il fait de la propagande avec fougue; il met de la poudre jusque dans ses moyens de persuasion. Qu'elles soient bonnes ou mauvaises, généreuses ou perverses, toutes nos idées ont une destinée violente : la liberté, qui, comme je l'ai dit plus haut, souleva tant de cœurs, périra sur l'échafaud, comme le socialisme qui, plus tard, corrompra tant d'esprits, périra sur les barricades.

Le gouvernement, entraîné par l'opinion, avait pris parti pour les Américains et déclaré la guerre à l'Angleterre. Les dépenses qu'allait motiver la nouvelle guerre firent jeter les yeux sur l'état du trésor. Les finances sont toujours dans un État le côté qui penche le plus vite vers la ruine, parce que tous les abus s'y portent de préférence. M. de Maurepas, inquiet de la situation fâcheuse des finances, mit à la tête de cette administration un homme qui jouissait d'une grande réputation financière. Cet homme était M. Necker. De tous les personnages qui ont joué un rôle sur le seuil de la révolution, M. Necker est, sans contredit, le plus digne d'attention. C'est moins par la grandeur de

ses actes que par le concours des circonstances qui l'élèvent et le fixent au pouvoir, que ce ministre prend une si large place dans l'histoire de cette époque. M. Necker intronise aux affaires l'élément bourgeois; il doit à sa bonne conduite dans l'administration de sa maison de banque l'insigne honneur d'être choisi pour ministre. Il installe au pouvoir la véritable passion de sa caste : l'idolâtrie de la popularité. Le premier, il inaugure dans les régions ministérielles ce besoin de popularité, auquel tant de ministres, ses successeurs bourgeois, vont plus tard sacrifier. Dès son entrée aux affaires, M. Necker cherche à attendrir l'idole par le plus pompeux désintéressement; il refuse les émoluments de sa place. Il la courtise en lui demandant son avis dans la publication imprimée qu'il fait du *Compte-rendu* de son administration : innovation fatale au pouvoir, parce qu'elle amenait le jour dans ses parties les plus mystérieuses et par conséquent les plus susceptibles. Il est évident que le contrôleur-général des finances aspire à un rôle politique dans lequel il puisse devenir le champion des classes moyennes. Les deux ordres de l'État, la noblesse et le clergé, tiennent rang délibératif; Necker cherche le moyen de faire arriver le tiers-état au niveau des deux ordres privilégiés; il con-

çoit, dans ce but, la création des assemblées provinciales. Cette idée avait déjà caressé l'esprit inventif de Turgot. Ces assemblées, où le tiers-état était en nombre dominant, devaient s'occuper du vote de l'impôt, des règlements administratifs des provinces, et s'élever jusqu'au droit de doléance. C'était mettre en pièces les antiques prérogatives des parlements, et en jeter les débris dans des réunions délibérantes primées par les classes moyennes. Rien de plus naturel que ce fût M. Necker, courtisan de l'opinion publique, qui ouvrît en France ces foyers de discussion où cette même opinion publique allait trouver une issue, des échos, un théâtre.

Il était clair pour tout le monde que c'était par le déficit du trésor que la révolution avait le plus de chances d'envahir le gouvernement, comme c'est par le côté le plus usé de la digue que le torrent passe outre. Rétablir les finances, c'était enlever son principal prétexte à la révolution.... Tout à coup M. Necker, blessé dans sa vanité par une intrigue de cour, abandonne le ministère. C'est le propre des hommes qui font les choses plutôt au profit de leur vanité qu'en vue du bien général, de ne poursuivre leur œuvre que jusqu'au premier échec subi par leur amour-propre. Le

contrôleur des finances, qui avait conquis la popularité, tomba avec d'autant moins de regret qu'il trouva dans sa chute l'occasion d'un triomphe. Sa retraite fut regardée comme une calamité publique. Son tort fut de ne pas mettre la cause du pays avant celle de son amour-propre. La mort de Maurepas, arrivée peu de temps après sa retraite, lui laissait la haute main dans les affaires, et qui sait si, en relevant de plus en plus les finances, il n'évitait pas à Louis XVI la dangereuse obligation de convoquer ces grandes assemblées d'hommes que nous allons voir arriver bientôt comme des vagues immenses, roulant au hasard, enivrés de leur propre bruit, et jetant sur la France une révolution née à la fois de ce hasard, de ce bruit et de l'incroyable désordre qui se met dans tous les éléments?

Je reviens à l'histoire de la société française. Plus elle se rapprochait de l'événement décisif, plus elle s'agitait au moindre signe qui en était l'avant-coureur. Elle recherchait même avec un empressement presque puéril toute occasion où elle pouvait faire parade de cette agitation. Un jour, elle épanchait avec délire son enthousiasme philosophique aux pieds du vieux Voltaire, qui tombait haletant sous son triomphe, cachant son

front sec et ridé sous de verts lauriers, et, comme un demi-dieu octogénaire, agonisait avec grâce au milieu des légers flots d'encens. Le lendemain, elle allait rire aux éclats des sarcasmes et des injures que le *Figaro* de Beaumarchais jetait au nez de la noblesse. Elle se serait crue déshonorée d'avoir la moindre croyance religieuse; mais elle avait une foi entière dans les jongleries de Mesmer et dans les prestiges de Cagliostro. Cette vieille société délirante est douée d'un esprit froid, raisonneur, pratiquant l'analyse en tout, en religion, en politique, en littérature. Les grands écrivains manquent; les petits dissertateurs abondent. En religion, l'analyse a déjà produit l'athéisme; en politique, elle ne tardera pas à donner l'anarchie. Un jeune cri de liberté vient tout à coup de se faire entendre; il ne passionne qu'un instant, mais il va produire des monceaux de dissertations. On passera au creuset toutes les fibres du sentiment de l'indépendance pour en extraire de froids arguments contre la tyrannie. La liberté n'est pas un besoin, c'est une thèse; elle n'est pas un but, elle n'est qu'une occasion de pérorer. Cette aspiration libérale, qui court comme un vaste frémissement sur la vieille société française, n'est pas du tout la vie qui lui revient, mais

bien la crise qui l'emporte! Toutes les hautes classes, en perdant la dignité originelle, avaient perdu le droit de vie politique. Le souffle de liberté qui agite les grands corps de l'État ne fait vaciller que des cadavres; et, comme nous le verrons bientôt, il ne leur communique un mouvement de vie insolite que pour accélérer leur chute.

A M. Necker venait de succéder M. de Calonne. Celui-ci prit à tâche de faire tout le contraire de ce qu'avait fait son prédécesseur. Il fit rentrer la prodigalité où M. Necker avait installé l'économie. Un déficit énorme ne tarda pas à être la conséquence du système de M. de Calonne. Pour le combler, il fallait recourir ou à un nouvel impôt ou à un emprunt. L'un et l'autre n'étaient déjà plus possibles dans les conditions où se trouvait le gouvernement, affaibli et appauvri. Calonne convoqua l'assemblée des notables pour délibérer sur toutes les mesures que nécessitait la situation. Cette première assemblée délibérante, composée entièrement de privilégiés, n'améliora en aucune façon le fond des choses. Elle vota la permanence des assemblées provinciales, et elle se sépara en faisant tomber le prodigue contrôleur.

De leur côté, les parlements faisaient de plus en plus acte d'opposition en refusant d'enregistrer les édits royaux. Rien n'est plus inexplicable que la lutte que les parlements engagent avec la monarchie, à la veille d'une révolution. Les cours souveraines possédaient d'antiques priviléges que la monarchie absolue pouvait seule leur garantir; elles se suicidaient donc en portant la mort à la puissance royale. On trouve peut-être la raison de cette opposition des parlements dans une sorte de maladie qui attaque à la longue les grandes assemblées d'hommes, quelque saine que soit leur institution, lorsque les membres qui les ont successivement composées y ont apporté avec le temps une certaine dose d'orgueil, de vanité, de haine et d'étourderie.

La royauté, qui se voyait attaquée par les premiers ordres, ses défenseurs naturels, avisa au moyen de se protéger contre eux. Ce moyen, Turgot l'avait pressenti, Necker en avait préparé les bases, et de Brienne, archevêque de Toulouse, qui venait de succéder à Calonne, se vit contraint de le réaliser. Ce plan consistait à introduire enfin le tiers-état dans le système du gouvernement. L'autorité royale, qui avait à vaincre les corps privilégiés, ne pouvait trouver pour les

combattre un élément plus implacable que celui qui existait dans la classe non privilégiée. C'était mettre en présence ces deux éternelles catégories humaines : les puissants et les jaloux. Mais le gouvernement allait éveiller une force nouvelle dont il ne se rendait pas compte : il déliait un géant dans les ténèbres. Aussi verrons-nous bien vite le tiers-état passer entre les divisions des premiers corps de l'État et de l'autorité royale, renverser les uns et anéantir l'autre.

A une situation qui de jour en jour devenait plus critique, il fallut apporter un remède extrême. Un édit de Louis XVI convoqua donc pour le 4 mai 1789 les états-généraux, ces grands corps de réserve que l'ancienne monarchie française appelait à son secours dans les jours de danger. En convoquant les états-généraux, la royauté préparait son salut ou sa perte. Dieu seul pouvait savoir ce qui sortirait d'une élection générale faite au sein d'un pays sur lequel la révolution courait déjà sous tant de faces diverses. Louis XVI, confiant comme un homme qui n'a jamais fait le mal, attendait les états-généraux pour se jeter dans leur sein, comme on se jette dans les bras d'un ami qui arrive pour vous sauver. Son principal ministre, de Brienne, fit un acte étonnant.

Inquiet et offensé de l'opposition que les parlements et quelques membres de la noblesse faisaient à la royauté, de Brienne se mit à courtiser le tiers-état, dont le rôle aux prochains états-généraux restait enveloppé dans un mystérieux inconnu. Le ministre sollicita bravement l'avis de l'opinion publique en invitant tous les écrivains à s'exprimer sur la manière dont il importait que les états-généraux fussent constitués pour l'équilibre des choses. Il ne faisait rien moins que de flatter la passion la plus vive du moment : le goût de la dissertation. A l'instant même, une foule de livres, de brochures, de mémoires parurent. Tous ces écrivains sortis de cette bourgeoisie éclairée et instruite, qui dominait alors dans les lettres, conclurent naturellement que le tiers-état devait figurer en nombre égal à celui des deux autres ordres réunis. Les parlements, qui avaient appelé de leurs vœux la convocation des états, virent aussitôt les dangers que couraient les ordres privilégiés, si le tiers-état était admis en nombre égal à celui de la noblesse et du clergé réunis, et ils déclarèrent que les états devaient être constitués selon les anciennes coutumes de la monarchie française. La faveur populaire, qui avait suivi les parlements dans leur opposition, les abandonna

aussitôt qu'elle vit que les cours souveraines cherchaient plutôt à faire les affaires de leurs priviléges que celles du public. Une seconde assemblée des notables appuya les raisons des parlements; mais une ordonnance royale, provoquée par M. Necker revenu au pouvoir, décida que le tiers-état serait en nombre égal à celui des deux autres ordres réunis.

Cette décision portait en elle toute la révolution. Elle jetait d'un seul coup toutes les clefs de l'avenir dans le sein des classes moyennes. Louis XVI avait eu pour se décider à cet acte les motifs de mécontentement que lui causaient quelques membres de la noblesse et de la haute magistrature. Il voulait chercher un appui dans la classe bourgeoise, ne prévoyant pas, hélas! toutes les péripéties tragiques qu'elle cachait dans ses profondeurs! M. Necker voulait établir en France une constitution modelée sur celle de l'Angleterre, et il espérait trouver dans le tiers-état dominant aux états-généraux tous les éléments nécessaires pour constituer une *chambre des communes*. La bourgeoisie célébra avec ivresse son triomphe : triomphe dont elle pouvait agrandir à l'infini les perspectives, n'ayant rien dans son passé qui ressemblât à une telle victoire. A dater

de ce moment, il se passe un fait qui mérite d'être signalé; l'esprit français, jusqu'alors si léger et si railleur, se tait comme par enchantement devant la gravité des événements qui se préparent : on les touche déjà du doigt. A Paris, dans les grandes villes, dans les bourgs, jusque dans les plus petits villages, il s'établit des courants politiques qui sèment chez tout le monde la pensée de tout le monde. En France, toutes les grandes aspirations commencent toujours par avoir un caractère spontané, magnifique, grandiose : c'est la première âme du pays qui se lève. Mais le lendemain a souvent des retours terribles et honteux, parce que dans une nation où les esprits sont si mobiles, les extrêmes se rapprochent vite. La nouvelle de la convocation des états-généraux avait remué la France jusque dans ses fondements. L'amour du bien public devint la passion dévorante de tout le monde : on eût dit que la France allait se régénérer subitement dans un embrassement universel. Le bonheur de l'humanité, telle était la devise générale. Le principe de la charité chrétienne semblait devoir être l'âme de ce mouvement; mais au fond tout cela n'était que l'élan passager d'une philanthropie prêchée par les philosophes, qui contenait beaucoup plus de sensi-

blerie que de vraie chaleur. La religion en était absente : vouloir faire de la charité sans l'aide de la religion, c'est vouloir allumer du feu sans le concours de la flamme.

Les électeurs consignèrent dans les cahiers leurs vœux, qui demandaient de sages réformes : c'était la conscience de tout un peuple qui se manifestait paisiblement au grand jour. Mais, hélas! les choses ne purent pas garder longtemps cet aspect tranquille et grave. Dans l'ombre s'agitaient déjà ces éternels provocateurs qui vont désormais fouetter les événements, comme les furies infatigables de la révolution. L'ambition, la haine, la vengeance, la férocité, toutes les passions qu'ils tenaient en haleine, n'auraient rien trouvé à dévorer dans cette transformation pacifique qui voulait s'opérer en France. Il fallait donc se hâter d'amener dans l'arène révolutionnaire le peuple de l'atelier et de la glèbe, la population de la rue et tous ces pâles enfants des misères humaines, jetés çà et là sur la paille des siècles. Des orateurs vulgaires, payés à un écu par tête, parcoururent les villes et les campagnes, soufflant la haine et la guerre, réveillant le peuple de sa torpeur, comme on tire la bête de son repos, en l'alléchant avec l'odeur d'une proie. Les états-généraux

n'étaient pas encore réunis que déjà le peuple avait pris possession de sa place sur son théâtre ; une insurrection avait éclaté dans le faubourg Saint-Antoine, et le sang avait mouillé une terre sur laquelle il va bientôt couler par torrent.

CHAPITRE III.

DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DEPUIS LA RÉVOLUTION DE 1789 JUSQU'A LA DÉCHÉANCE DE LOUIS XVI.

On ne peut mieux peindre la haute société française, à la veille de la révolution de 89, qu'en la comparant à une foule d'hommes spirituels, charmants, rieurs, encore retenus dans le passé comme dans une immense salle de fête, où sont renversées dans un coin les tables vides des soupers de la régence; où circulent les ombres fanées des galanteries du règne de Louis XV, mêlées aux propos moqueurs des philosophes trépassés; où flottent les restes chiffonnés de madame de Pompadour, et où s'évaporent les dernières fumées de l'ivresse de

tout un siècle. Cette société s'y promène encore légèrement enivrée des bouffées de l'orgueil philosophique, encore faiblement prise aux charmes de la galanterie, encore un peu folle, un peu rieuse. Mais, de minute en minute, la gaieté cesse; la folie disparaît; l'orgueil de la raison s'évanouit. L'air de la rue est entré par une des fenêtres, brusquement ouverte, a glissé tout à coup sur tout ce beau monde et lui a donné le frisson. Avec l'air froid a pénétré la première teinte indécise et pâle de l'aube : il y a dans ce vague rayon comme l'annonce d'un jour plein de choses sinistres. Alors cette foule, naguère si insouciante, si joyeuse, née au milieu de cette fête qui dure depuis un siècle, se lève, s'étonne et pâlit : elle entend un bruit d'orage qui commence à gronder dans le lointain.

Telles durent être les premières impressions de la haute société française à l'approche des premiers symptômes d'un bouleversement social. Depuis soixante-dix ans, cette société avait mené la vie la plus coupable, livrant sa religion aux philosophes, ses mœurs à la corruption, sa sûreté au hasard. Pendant ce grand nombre d'années, elle a tout fait pour amener sa chute et elle n'a rien mis de côté pour se faire une arme au jour du danger. La révolution va la saisir au dépourvu. Elle ne peut plus

intéresser à sa cause la religion dont elle s'est moquée, le trône qu'elle a ébranlé. Après tout, n'a-t-elle pas déjà jeté ses titres, ses dignités, aux risées sonores du théâtre? Les premiers ordres de l'État ne possèdent plus guère que leurs priviléges pécuniaires : ils sont déjà dépouillés de tout, excepté de la bourse; et bientôt ils renonceront subitement à ces derniers priviléges devant les menaces de la révolution, comme un homme sans arme jette son argent à la première menace qui lui est faite. A quoi sert à la noblesse de se mêler à ce grand ébranlement social qui semble avoir l'avenir caché dans son drapeau, puisqu'elle a perdu sa raison d'être? Certes, il est beau de voir son cœur noble et français adopter les idées nouvelles; mais à quoi lui servira son désintéressement chevaleresque? Elle ne tend la main à la révolution que pour être emportée au néant! Ce n'est pas le courage qui va lui manquer pour combattre, c'est le terrain. Du reste, elle saura racheter par l'héroïsme de sa mort toutes les fautes de sa conduite.

D'un autre côté, la classe moyenne avait conquis autant d'espace que la noblesse en avait perdu. Elle avait établi sa domination dans les lettres, dans les sciences exactes, qui, depuis quelques années, avaient fait de rapides progrès. L'industrie et le

commerce lui avaient procuré des richesses considérables. Elle tenait dans ses mains les deux choses qui donnent la puissance : l'intelligence et la fortune. Et cependant, elle n'avait pas encore pu parvenir à être une puissance dans l'État. La constitution de l'ancien régime la tenait toujours à la porte du gouvernement. Plus cet ordre de choses s'affaiblissait, plus la bourgeoisie s'irritait d'être liée par un régime qui n'avait plus que le souffle. Enfin, l'ordonnance royale qui faisait entrer aux états-généraux le tiers-état en nombre égal à celui des deux ordres ouvrit la carrière politique aux classes moyennes. De quelle manière useront-elles de leur puissance nouvelle? Tout l'avenir est du côté où elles vont se diriger. En ce monde, la destinée d'une force quelconque est écrite dans les éléments mêmes qui la composent. Connaître ces éléments, c'est savoir où cette force ira se jeter. Ici, nous voyons des millions d'hommes naître à la vie politique, mais avec des caractères si divers qu'il est facile de prévoir qu'ils iront aboutir à la confusion et à l'anarchie. Nous avons un grand défaut en France, celui de vouloir la même chose de vingt manières différentes : la diversité des procédés tue infailliblement l'unité de l'action. En 1789, tout le monde voulait des réformes sociales, mais

chacun les comprenait à sa manière. Les uns — le plus grand nombre — demandaient l'abolition pure et simple de l'ancien régime, l'établissement d'un ordre de choses né de la raison et de la nécessité, mais ils voulaient conserver la monarchie rajeunie par une constitution. Les autres, nourris des idées du *Contrat social*, rêvaient une espèce de république sentimentale qui finirait par unir tous les hommes dans les liens primitifs de la nature. Un certain nombre aspirait à voir tomber trône, autel, aristocratie, fortune; ruines de tous les côtés, où seraient à l'aise leur haine et leur orgueil. Les plus logiques de ces niveleurs pensaient qu'il sortirait de ces monceaux de ruines quelque chose d'instructif et de salutaire pour les générations futures. D'un autre côté, les diverses influences des sociétés secrètes venaient encore embrouiller toutes ces opinions humaines. La franc-maçonnerie propageait, dans ses réunions mystérieuses, le dogme de la fraternité. Le novateur Saint-Martin avait créé une école de mysticisme politique : sous le voile de mots obscurs, il laissait voir à ses adeptes la destruction définitive de toute religion, de tout gouvernement, et l'avénement futur du communisme, qui les remplacerait. Des clubs s'étaient ouverts, et déjà on voyait s'y agiter ces fanatiques convulsionnaires qui

eurent tant d'influence sur la révolution, parce que le peuple a une foi très-grande dans les énergumènes : on dirait qu'il se rappelle confusément que jadis la pythonisse se tordait sur le trépied de l'oracle.

Les états-généraux se réunissent à Versailles le 5 mai 1789. Les ordres privilégiés y arrivent avec des intentions généreuses, mais déjà inutiles pour leur salut. Le tiers-état s'y présente enivré de son triomphe, mais encore incertain des choses qu'il doit faire. Le spectacle est émouvant et grandiose. Les trois ordres représentent la physionomie de la France par les traits du clergé, de la noblesse et de la bourgeoisie. L'humanité y trouve ces trois grands symboles : Dieu, le temps, l'avenir. La patrie y voit assises ses trois forces vivantes : la religion, l'honneur, le travail. Assemblage d'hommes et de choses inouï dans l'histoire du monde ! Événement suprême, qui doit engendrer d'immenses malheurs et d'immenses bienfaits !

La séance d'ouverture, que Louis XVI vint réchauffer de sa parole confiante et paternelle, fut remplie tout entière de ces magiques sentiments de l'âme que les assemblées, même les plus divisées, éprouvent en se contemplant pour la première fois. Les passions sont renvoyées au lendemain. Le pre-

mier acte du tiers-état fut de demander la réunion des trois ordres pour la vérification des pouvoirs. Le clergé et la noblesse refusèrent de se réunir au tiers-état. Il était évident que, du jour où les trois ordres se mettraient en présence, ils se mettraient en guerre. Les hommes qui composaient cette illustre assemblée n'avaient pourtant qu'une seule chose à faire pour accomplir avec grandeur et profit l'œuvre que l'humanité et la France attendaient de leurs efforts, c'était d'être justes les uns pour les autres. Mais la justice est la dernière vertu qui vienne mettre la main aux choses humaines, parce qu'elle attend que toutes les erreurs soient passées pour arriver à son tour. La justice est un sentiment du lendemain. Les ordres privilégiés étaient décidés à faire de généreuses concessions à l'esprit de réforme, mais le voisinage exigeant du tiers-état pouvait infliger à leurs sacrifices quelque chose de douloureux pour leur orgueil : se soumettre à un ennemi qui triomphe sous vos propres yeux, c'est lui céder deux fois. Le clergé et la noblesse voulaient bien faire abandon de leurs privilèges, mais il y avait dans cet acte de leur grandeur déchue quelque chose qui demandait l'isolement et le mystère : tout ce qui a été grand aime à mourir seul. Leurs ennemis, au contraire, entichés et fiers

de leur récent triomphe, irrités depuis longtemps contre les hautes classes ; voulaient amener les vaincus devant eux, moins pour leur arracher plus commodément des dépouilles qui étaient déjà dans leurs mains, que pour montrer aux deux ordres la figure que faisait leur victoire. Ainsi, les états-généraux, qui s'étaient réunis dans le but de sauver la France, perdirent un mois entier dans des luttes stériles engagées sur le terrain de l'orgueil et de la vanité. Cependant, au milieu de tout ce tumulte préliminaire, la noblesse et le clergé avaient renoncé solennellement à tous leurs priviléges pécuniaires; mais le tiers-état ne se contentait déjà plus de tels sacrifices; il voulait maintenant attirer les deux ordres dans son sein pour les engloutir une bonne fois dans son omnipotence. Enfin, las de la résistance trop longue de la noblesse et du clergé, sachant du reste qu'il comptait déjà un grand nombre de ses membres disposés à se réunir à lui, le tiers-état se constitua, dans la nuit du 17 juin, en *assemblée nationale*, et somma les deux ordres de venir se joindre à lui. Trois jours après, il faisait dans la salle du *Jeu de Paume*, à Versailles, le serment de donner une constitution à la France.

Le tiers-état, en accomplissant ces deux actes,

amenait tout le pouvoir à lui seul; il mettait les deux ordres dans cette alternative, ou de se voir anéantis s'ils se réunissaient, ou de se voir oubliés s'ils ne se réunissaient pas. Louis XVI eut beau casser la décision du 17 juin et enjoindre aux trois ordres de délibérer dans leurs chambres respectives, le tiers-état maintint les choses. Le roi vint en personne annoncer à l'assemblée sa volonté, mais il ressemblait déjà à une ombre qui bat des murailles de fer. Ce fut à la fin de cette séance royale que Mirabeau adressa à M. de Brézé cette célèbre apostrophe qui est monumentale dans l'histoire, parce qu'elle marque le premier cri de l'audace révolutionnaire. Louis XVI, qui voyait sa puissance décliner à vue d'œil, et qui ne pouvait plus se sauver que par la grandeur de l'initiative, vint soumettre à l'approbation de l'assemblée nationale, à laquelle s'étaient adjoints quelques membres du clergé et de la noblesse, un vaste plan de réformes. L'assemblée ne daigna même pas jeter les yeux sur les bonnes intentions du roi. Ne pouvait-elle pas désormais faire autant et plus que le pouvoir royal? N'avait-elle pas intérêt à faire de son propre mouvement des réformes dont le pays ne saurait gré qu'à elle seule?

L'assemblée nationale est devenue souveraine;

la monarchie absolue tombe en ruines ; Louis XVI n'est plus qu'un particulier isolé assis sur ses débris. De quelque généreuse pensée qu'il soit animé, le pauvre roi n'est plus capable de rien exécuter : il ne travaille plus qu'à côté des événements. Alors, mais trop tard, la noblesse s'aperçut de l'état d'abandon dans lequel était tombé le monarque. Il y a dans l'isolement qui se fait autour d'une grandeur déchue quelque chose qui attire les âmes généreuses ; elles trouvent qu'il est beau de venir combler un vide fait par les ingrats, les lâches et les indifférents. La noblesse française dut éprouver un pareil sentiment, lorsqu'elle se rendit en corps auprès du roi Louis XVI. Par la voix de son président, le duc de Luxembourg, elle déposa au pied du trône l'assurance de son dévouement et de sa fidélité : « Votre fidèle noblesse, dit le duc, est « prête à mourir pour vous. » Langage qui semblait une réminiscence chevaleresque des temps de la vieille monarchie française! Tous ces gentilshommes avaient retrouvé sur leurs lèvres l'âme de leurs aïeux, morts autour de leurs rois sur les champs de bataille de Poitiers, de Crécy et de Pavie. Louis XVI répondit simplement à la noblesse qu'il ne voulait voir périr personne pour sa querelle, et il alla jusqu'à prier les deux ordres de se réunir au

tiers-état. Le roi trouvait une occasion de combattre, de vaincre la révolution ou de périr sur un champ de bataille; mais il aima mieux s'envelopper de cette résignation angélique qui va le faire descendre degré par degré jusque sur les dalles froides de la boucherie de 93.

La réunion des trois ordres s'accomplit. A partir de ce moment, la souveraine puissance passe au tiers-état, qui, d'un côté, se fortifie de toutes les défections individuelles, et, d'un autre côté, par le fait seul de son voisinage avec eux, force les deux ordres, ses rivaux, à commettre des fautes qui les perdront à tout jamais.

Jetons maintenant un coup d'œil sur la rue. Le peuple prend la Bastille. La bourgeoisie, victorieuse, est à peine installée dans sa conquête, qu'elle se rencontre face à face avec les vainqueurs de la Bastille. Elle a dans la rue un allié puissant, mais terrible. Qui lui dit que ce peuple ne deviendra pas le tyran de demain? Et si ce peuple en armes arrive sur la révolution, c'est la tempête qui s'étend sur l'Océan, et personne ne peut plus savoir sur quel flot le vaisseau de l'avenir entrera au port.

Je ne puis mieux reprendre le fil de l'Histoire de la société française, qu'en esquissant le ta-

bleau de l'*assemblée constituante*. La réunion de tous ses membres offrait le résumé le plus complet, le plus varié, le plus imposant de la société française à cette époque. Cette mémorable assemblée tenait au passé de la France par les noms les plus illustres ; à son sol, par les plus grandes fortunes ; à son génie, par les plus belles intelligences. Elle renfermait dans son sein toutes les forces vives de la patrie. Ne semblait-il pas logique que d'un tel assemblage d'hommes sortît, dignement, grandement, l'œuvre de notre réorganisation sociale? Hélas! il n'en fut rien. Dès le début, l'assemblée constituante se trompa sur le sens de sa mission. Elle était convoquée pour aviser aux moyens de rétablir les finances, et non pour toucher aux bases fondamentales de l'État. Elle avait encore moins le droit de s'emparer du souverain pouvoir, parce qu'elle savait à qui elle le prenait, et qu'elle ignorait complétement à qui elle le donnait : on ne sait jamais à qui va le pouvoir qu'on laisse flotter sur les mille passions d'une assemblée. Et puis, il y a toujours véritable danger à faire passer la souveraineté d'un point à un autre, parce que c'est lui fournir le prétexte de tomber dans l'anarchie. Le gouvernement de Louis XVI, il est vrai, était dans un état de

faiblesse déplorable; mais les états-généraux avaient été convoqués pour lui venir en aide. Loin d'obéir à ce vœu général des électeurs, l'assemblée arrive peu à peu à faire de la monarchie un mannequin ridicule et sans nom dans la langue politique. Elle vote par acclamation la destruction des droits féodaux, des priviléges, des dîmes et redevances, l'abolition des justices seigneuriales et de la vénalité des charges; mais elle ne dit pas que la royauté a mis la première main à cette œuvre sociale. Il est vrai que dans la nuit du 4 août, la constituante décerne à Louis XVI le titre de *Restaurateur de la liberté française*. Mais Dieu sait avec quelle arrière-pensée et pour combien de temps on mettait sous ses pieds ce piédestal vacillant et précaire!

Lorsque l'assemblée nationale abattait toute une vieille société et proclamait les principes qui allaient faire vivre les sociétés modernes, elle restait dans sa mission; mais, du jour où elle sapait le gouvernement monarchique, elle devenait criminelle dans l'histoire. Au moment où elle s'empara des destinées du pays, la monarchie était encore le terrain le plus solide qu'on pût trouver pour bâtir les institutions nouvelles. Rajeuni par une constitution, appuyé sur une assemblée sin-

cèrement amie, le pouvoir de Louis XVI devenait d'autant plus fort et utile à la France, qu'il pouvait accepter plus franchement la révolution. Si le roi marche à la fin contre elle, c'est parce qu'il se voit abandonné de tout le monde. Les membres les plus éminents de l'assemblée nationale, tels que MM. Monnier et Malouet, demandaient cette monarchie constitutionnelle. Mais il existait dans la foule de leurs collègues certains esprits systématiques et énigmatiques qui rêvaient toujours des voies extraordinaires pour y jeter la révolution. Ce sont les esprits de cette nature qui toujours finissent par dominer les autres, parce qu'ils les dirigent avec l'appât de l'inconnu. Le rêve d'une république flottait au fond de la pensée de quelques constituants. Les uns, philosophes célèbres, voyaient avec la république arriver le règne de la raison; les autres, hommes de loi, jetaient les bases d'une république avec cette inflexibilité sèche et froide qui n'appartient qu'à cette classe d'individus. Quelques membres du bas clergé apportèrent aussi à la forme républicaine un caractère évangélique. Ces aspirations d'origine si diverse se formulèrent tout à coup dans la fameuse *déclaration des droits de l'homme*. Cette déclaration est, sans contredit, une des fautes les plus grandes qu'ait commise l'as-

semblée constituante. Ses membres étaient des hommes politiques chargés de donner une constitution nouvelle à la France, mais rien, dans les mandats qu'ils tenaient de leurs électeurs, ne les obligeait à ouvrir un cours de philosophie. Le moment, du reste, était des plus mal choisis pour entamer une thèse aussi sonore que celle des droits de l'homme. Lorsqu'une société se renouvelle, ce n'est pas de ses droits, mais bien de ses devoirs qu'il faut la convaincre, parce que l'homme trouve beaucoup plus vite dans son orgueil le sentiment de ses droits qu'il ne cherche dans sa conscience l'obligation de ses devoirs. En d'autres termes, il est beaucoup plus facile à un peuple de devenir libre que de devenir honnête. Et c'est au moment où le désordre moral envahit toute une société, où l'effervescence populaire est au comble, que l'assemblée constituante s'amuse gravement à raisonner les questions du droit primitif, obéissant en cela à ce mauvais esprit philosophique, gonflé de sentimentalisme, que Rousseau avait relevé de tout son génie, mais qu'il était si facile à ses imitateurs de laisser tomber dans le vide et l'emphase. Rien n'était plus dangereux que de bourrer de maximes philosophiques l'esprit d'une nation inquiète et révoltée : il était évident qu'elle n'en prendrait d'abord que

la mauvaise substance. Mais il importait, dit-on, aux législateurs de cette époque de renouvellement de proclamer les droits sacrés de l'homme pour élever les peuples à la hauteur de la liberté et de l'égalité. Là, était l'erreur. Ce n'est pas en leur débitant des aphorismes, mais en leur faisant de bonnes lois, qu'on donne aux peuples la liberté et l'égalité. Lorsqu'une nation s'éveille à ces deux grands sentiments, elle ne peut échapper aux excès de sa liberté jeune et inexpérimentée qu'en s'abritant sous de fortes lois. Au lieu de se jeter dans d'interminables déclamations, la constituante eût donc mille fois mieux fait de garrotter la révolution dans une législation de fer : la loi devenait une prison qui enfermait pour quelque temps la liberté, afin qu'elle échappât à toutes les violences qu'elle allait bientôt subir.

Je ne puis mieux donner raison à ce jugement que je porte sur la constituante qu'en peignant l'état dans lequel se trouvaient alors Paris et les provinces. Au centre de Paris s'était ouvert un foyer ardent, toujours actif, où la révolution venait journellement reprendre ses forces pour de là se jeter sur tout le royaume. Ce centre était le Palais-Royal. Dans ses jardins se réunissait une grande foule d'hommes. Tout ce que Paris renfermait d'êtres

oisifs, de personnages déchus, d'agioteurs ruinés, de jeunes libertins caducs, d'esprits frondeurs, d'ambitieux flairant l'avenir, se retrouvait, chaque matin, à poste fixe, au Palais-Royal. Là, se discutaient les affaires publiques. L'opinion ne tarda pas à y placer son tribunal. Peu à peu des groupes se formèrent : des orateurs les dominaient. Un murmure d'abord confus sortit de cette foule vagabonde et inquiète, qui cherchait à prendre pied quelque part. Une fois qu'elle eut trouvé son sol véritable, elle prononça des mots plus accentués ; bientôt elle fit quelques discours. Des discours elle passa aux projets ; des projets elle en arriva à prononcer des décrets. A partir de ce moment, le Palais-Royal devint une puissance dans la révolution. Il envoyait aux provinces des émissaires, des écrits. Le voisinage du duc d'Orléans laissait flotter sur tout cela comme une ombre de complicité. C'était du Palais-Royal qu'était partie l'insurrection qui démolissait la Bastille. Des mains invisibles mettaient de l'argent dans toutes les poches nécessiteuses. D'un autre côté, le reste de la France était témoin de scènes pleines d'une couleur sinistre. Des hordes parcouraient les villes et les campagnes, chassant devant eux les propriétaires, brûlant les châteaux et commettant

encore plus de crimes qu'à Paris : dans les provinces, les haines se connaissaient mieux.

Le gouvernement n'existait plus que de nom. Louis XVI avait été ramené tumultueusement de Versailles à Paris. Il habitait les Tuileries, où la foule s'amassait, chaque matin, sous ses fenêtres comme pour l'emprisonner dans une espèce de sollicitude inquiète et soupçonneuse. Pendant ce temps-là, l'assemblée nationale abattait à coups de décrets sans cesse répétés toutes les institutions de l'ancien régime : on eût dit une troupe de bûcherons ivres auxquels on aurait livré une forêt séculaire. Plus elle renversait de choses, plus elle se sentait entraînée à en renverser d'autres. La fièvre s'était mise à ce grand corps politique, et le faisait marcher à pas de géant. Il décrétait en quelques mois la liberté des opinions religieuses, la suppression de la noblesse et des titres honorifiques, la confiscation des biens du clergé, l'abolition des vœux monastiques, la destruction des parlements, des cours souveraines, des corporations de métiers, des jurandes, des maîtrises. Il créait un mode effrayant de finances : *les assignats*. Il votait le droit appartenant à la nation de faire la guerre et la paix ; il anéantissait d'un coup tout le passé et remettait l'avenir aux mains

de l'inconnu. C'est là une erreur dans laquelle tombent très-facilement les révolutionnaires : ils s'imaginent que rien de ce qui les a précédés n'est digne d'être épargné ; ils ne croient qu'à ce qu'ils apportent dans leurs propres efforts, supposant sans doute que le monde n'a commencé qu'à dater du jour bienheureux où ils ont fait une révolution. Vanité des efforts humains ! Tel droit qu'une époque abolit, une autre époque le rétablit. Les socialistes de 1848 combattent pour ce droit d'association que l'assemblée constituante de 1791 met au néant par son décret qui détruit les corporations, c'est-à-dire, les réunions d'hommes du même corps de métier. Ainsi, cette assemblée faisait pénétrer des changements dans tous les coins et recoins de l'ordre social. La suppression des priviléges et des titres nobiliaires tuait l'aristocratie dans son passé ; l'abolition du droit d'aînesse la tuait dans son avenir. Le droit de propriété tombait avec des proportions colossales par la confiscation des biens du clergé. Un quart du territoire français fut mis en vente ; des nuées d'acquéreurs se précipitèrent sur les biens nationaux et les achetèrent tant bien que mal. Cette division de la propriété est un des résultats les plus considérables de la révolution française ; c'est elle qui a fait le sol

naturel de la démocratie moderne. Un gouvernement est un terme de convention au moyen duquel s'entendent et s'unissent tous les intérêts particuliers; plus la propriété est divisée dans un État, plus il y a de citoyens intéressés et avides de concourir par l'action d'un droit politique à la solidité du gouvernement qui protége et défend tous les intérêts individuels : de là l'origine de la démocratie.

Du reste, l'assemblée nationale aurait voulu s'arrêter dans son œuvre de destruction qu'elle n'en aurait pas été capable; une pression commençait à lui arriver du dehors, qui ne lui permettait plus de se reposer. C'était la véritable force de la révolution qui montait de la rue, et qui menaçait de l'étrangler si elle se calmait. C'était le génie révolutionnaire qui s'agitait dans des clubs, appelés plus tard *clubs des Feuillants* et *des Jacobins,* qui pérorait au Palais-Royal, et qui entrait déjà pour dicter ses ordres à l'assemblée. Il est le maître de Paris qu'il soulève par des discours, des pamphlets, des chansons; qu'il réchauffe dans la fiévreuse atmosphère des clubs; qu'il enrégimente au fond des sociétés secrètes. Il a eu ses journées tumultueuses, sanglantes, où il a triomphé. Il a eu ses fêtes grandioses du Champ-de-Mars, où il a fait éclater des cris d'allégresse,

sur lesquels planait je ne sais quel sourd murmure, avis et pronostic du lendemain. Le roi, la reine et toute la cour se sont faits les amis de sa joie. Un décret de l'assemblée lui a fourni l'occasion de conduire avec une pompe théâtrale et un recueillement tout philosophique les cendres spirituelles de Voltaire au Panthéon. Celles de Rousseau n'y arriveront que trois ans plus tard. Il y a dans les honneurs extraordinaires rendus à ces deux grands hommes une intention qui caractérise bien cette époque révoltée et impie : elle divinise les hommes pour n'avoir plus à tenir aucun compte de Dieu. Ce n'est pas la dernière fois que les hommes de ce temps-là prendront fantaisie de créer des demi-dieux : on voit parfois s'ouvrir dans tout ce chaos, à la fois solennel et extravagant, des perspectives qui ont le grandiose bâtard du vieux monde païen.

Chose triste ! l'esprit révolutionnaire dénaturait de jour en jour le vrai caractère national. La France n'était plus cette nation gaie, spirituelle, courtoise, qui donnait à l'Europe l'exemple des belles manières, du sourire et de l'esprit. Un perpétuel sentiment d'inquiétude avait tué la gaieté. Les caractères s'étaient armés de quelque chose de farouche. Les haines avaient déjà inventé ces déno-

minations qui frappent toute une classe d'individus dans un seul mot : il y avait des aristocrates et des jacobins, mais il n'y avait plus de Français en France. L'ancienne société était détruite ; il fallait se baisser pour voir les éléments épars et confus de celle qui allait naître. Entre le passé et l'avenir, il y avait une espèce de terrain vague, sans nom, sans limites, sans clarté, où les hommes allaient s'égorger pendant quelques années.

Louis XVI, qui avait vu de véritables dangers passer sur sa tête, avait fui avec toute sa famille. Il courait chercher dans son armée, et peut-être aussi dans celles de l'étranger, une protection pour sa personne et pour ses droits : acte tardif et inutile qui, loin de le sauver, donna à ses ennemis le droit de l'accuser d'abord, et un prétexte pour le condamner ensuite. Le roi fut ramené de Varennes : il était désormais le prisonnier de la révolution. Par contre-coup, l'assemblée nationale acquérait une puissance qui devenait une dictature. Elle en usa avec rigueur, en faisant réprimer par le canon les attroupements du peuple au Champ-de-Mars. Cette victoire n'eut aucun résultat heureux, parce que l'assemblée se garda bien d'en faire profiter le pouvoir royal, qui avait tout à gagner dans ce triomphe sur le peuple.

La révolte ensanglantait Paris; les clubs grandissaient en exaltation; les sections étaient sans cesse sous les armes; les journaux furibonds prêchaient la guerre, et l'assemblée nationale continuait gravement la discussion des articles de la constitution. La révolution passait et repassait à côté, sans même prendre garde à cette œuvre moitié philosophique, moitié politique, qui n'était déjà plus à la hauteur des événements qui marchaient autour d'elle. Cette constitution ressemblait assez à une forteresse bâtie à grand'peine, pour arrêter la marche de l'ennemi passé depuis longtemps. C'était une œuvre tardive et bâtarde; tardive, puisqu'elle arrivait derrière le mouvement qu'elle prétendait constituer et guider; bâtarde, parce qu'elle ne donnait aucun gouvernement à la France. Elle ébranlait les fondements de la monarchie qu'elle n'avait pas osé abattre, et elle préparait les bases d'une république qu'elle n'avait pas osé proclamer. Elle montrait à son sommet le fantôme d'un roi, et à ses pieds l'abîme de l'anarchie.

Cette constitution inutile fut votée et sanctionnée ensuite par Louis XVI. La constituante, qui avait terminé ses travaux, laissa la place à l'*assemblée législative*. Des hommes nouveaux, jeu-

nes pour la plupart et sortis de l'élément démocratique, arrivaient sur la scène politique et allaient imprimer à l'action révolutionnaire une marche plus décisive. La première assemblée avait aboli les priviléges; la seconde s'emparait des biens des émigrés. L'une avait détruit les ordres religieux; l'autre interdisait même l'habit ecclésiastique. La constituante avait déclaré nuls les titres généalogiques; la législative les faisait brûler dans les dépôts publics. Le pouvoir royal, qui s'était affaibli au milieu de la première assemblée, se trouvait dépaysé au sein de la seconde. Louis XVI se voyait désormais placé dans une situation telle, que chaque pas qu'il faisait en avant l'égarait. Sa destinée et celle de la révolution marchaient de plus en plus l'une contre l'autre, de telle sorte que si l'une triomphait, l'autre était finie. Du moment où le roi voulut user du pouvoir que lui donnait la constitution, il attira sur sa tête la journée du 20 juin, où vingt mille hommes du peuple se ruèrent aux Tuileries et trouvèrent le malheureux souverain calme et immobile au milieu de tant de fureurs. Ce jour-là, Louis XVI fut coiffé du bonnet rouge. Son second acte d'autorité royale amena les événements du 10 août. Cette journée fut dirigée par la commune de Paris, municipalité

souveraine qui avait son armée, ses canons, ses généraux; puissance rivale, à laquelle la future *convention* viendra souvent demander appui, et dont quelquefois elle sera forcée d'exécuter les volontés terribles. Ce fut au milieu du dévouement de quelques serviteurs fidèles, de plusieurs bataillons de la garde nationale et des gardes suisses, dans le tumulte d'une insurrection, derrière les flots de fumée du canon, que le petit-fils de Louis XIV sortit pour la dernière fois des Tuileries. Il se rendit au sein de l'assemblée, où son premier regard chercha des amis. Au second coup d'œil, le roi comprit qu'il n'avait là que des maîtres. Le lendemain, on le dirigea avec toute sa famille sur la prison du Temple. L'assemblée législative, qui d'abord avait tremblé au bruit du canon du 10 août, exaltée ensuite d'un triomphe qu'elle devait en grande partie à la faiblesse généreuse du roi, décréta une *convention nationale* et la suspension provisoire de Louis XVI.

CHAPITRE IV.

DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE SOUS LA TERREUR.

C'EST par un récit abrégé des événements qui ont marqué le cours du XVIIIe siècle que j'arrive à la terrible époque de 93. La pensée se trouble en abordant ces temps si remplis de crimes et de vertus, d'échafauds et de victoires, de bourreaux et de héros. Ce n'est qu'en se plaçant à côté de Dieu qu'il est possible de jeter un regard ferme sur les horreurs de cette époque. Je n'ai pas la prétention de faire l'histoire, du reste si connue, de ces deux années qui commencent à la captivité de Louis XVI et finissent à la chute de Robespierre.

Mais il m'importe, pour rester dans l'intention de ce livre, d'examiner de très-près les caractères et le but des principaux personnages d'un drame si justement nommé *la terreur*. Je sais que le fétichisme républicain a placé quelques-uns de ces hommes au rang des divinités symboliques : il existe des religions dont les idoles sont des monstres. D'un autre côté, certains écrivains abusés ont vu dans le rôle des hommes de 93 je ne sais quelle grandeur d'idées que je cherche vainement dans la grandeur de leurs forfaits. Je n'ôte certainement pas à ces hommes une certaine attitude historique, et je suis loin de vouloir en faire des ogres inintelligents; mais je pense qu'on doit les placer dans l'histoire comme des scélérats de talent, qui ont atteint cette facile célébrité que peut conquérir quiconque veut tout oser.

Par suite de la déchéance de Louis XVI, la convention, qui avait succédé à l'assemblé législative, devint maîtresse souveraine de la France. De prime abord, on voit dans ses principaux membres, non des hommes féroces, mais de mauvais philosophes. Hélas! ils n'en devaient être que plus sanguinaires! Le fanatisme d'une idée fait commettre beaucoup plus de crimes que la férocité des instincts. La férocité, une fois gorgée d'une

certaine dose de sang, s'arrête et s'endort; mais l'idée trouve toujours un nouveau prétexte pour immoler, parce que son orgueil rêve sans relâche un triomphe sans limites. Les fondateurs de la république française étaient tous plus ou moins imbus des doctrines sociales prêchées par Rousseau. Quelques-uns s'efforcèrent d'introduire ces doctrines dans les organes d'une société qu'ils prétendaient régénérer. Dans cette intention, ils prirent le fer et lui ouvrirent les entrailles, pour y déposer le germe de leurs théories : opération monstrueuse, inutile! En vain ces tyrans-philosophes égorgent tout ce qu'ils appellent le passé, guillotinent un roi, effacent jusqu'aux derniers vestiges du christianisme, cherchant à étendre l'humanité sur le lit de fer de Procuste; ils n'aboutissent qu'à jeter la France éperdue, sanglante, décapitée, dans les bras extravagants de l'impossible!

Le rêve de tous ces théoriciens sanguinaires était de fonder le gouvernement du droit naturel, et leur premier acte est de faire une guerre acharnée, stupide, à la religion chrétienne, cette base première de toute société humaine. Leur superbe philosophie aurait rougi de reconnaître dans le christianisme ces principes d'égalité et de fraternité

dont ils faisaient les fondements de leur république : ils voulaient tarir la source où ils avaient bu. Cependant, comme ils comprenaient qu'une religion était indispensable à la vie de leurs institutions républicaines, ils inventèrent le culte de la déesse *Raison*. C'est du sein gonflé d'orgueil de cette divinité de mauvais aloi qu'ils firent couler tous les principes de liberté, d'égalité et de fraternité ; c'est sous l'influence de ses charmes problématiques qu'ils voulurent placer les hommes, afin qu'ils devinssent tous justes, bons les uns envers les autres, résignés contre les souffrances inséparables de l'existence. Lorsque le christianisme voulut faire la même chose, il ne prêcha pas aux hommes le culte de la raison, mais les devoirs de la charité. Son divin fondateur savait très-bien que la raison humaine change selon les temps et selon les climats, — un méridien en décide, a dit Pascal, — mais que la charité est l'éternel et universel fondement de toutes les sociétés. Et quelle société espéraient-ils donc façonner, ces novateurs qui tous étaient ou déistes ou athées ? Mais le peuple français, qui les suivit dans une œuvre de destruction qui répondait si bien à sa passion du moment, n'eut jamais la moindre foi en eux. Le peuple, au fond, est religieux, et il aime à voir la

main de Dieu derrière ceux qui lui posent des bases sociales.

Je ne connais rien qui condamne mieux l'œuvre des hommes de cette époque que les moyens exécrables qu'ils prirent pour l'accomplir. Quelques historiens ont prétendu que la nécessité les poussait inexorablement à verser le sang pour sauver la révolution, comme les chirurgiens coupent le ventre de la mère pour avoir l'enfant. Mais cette nécessité horrible, qui la fit surgir tout à coup des événements ? Les révolutionnaires eux-mêmes. Lorsque, après la journée du 10 août, l'assemblée législative renverse la monarchie constitutionnelle de Louis XVI, elle se place aussitôt dans une situation criminelle et fausse vis-à-vis d'elle-même, vis-à-vis de la France, vis-à-vis de l'Europe. A l'instant même cette situation exige du sang pour pouvoir exister. Il faut le dire hautement, cette assemblée trembla au moment où la royauté luttait encore aux Tuileries, dans la matinée du 10 août ; et quand la victoire fut assurée, ses membres se communiquèrent entre eux une espèce de fièvre mêlée de vertige, d'audace et d'un reste de poltronnerie. Ils virent très-bien qu'ils allaient avoir à lutter contre les royalistes, les armées étrangères coalisées et les fureurs du peu-

ple : la mort arrivait de toutes parts sur leurs têtes. Le meilleur moyen à prendre quand on a peur de tout le monde , c'est de tâcher de faire encore plus peur à tout le monde. C'est ce que comprit parfaitement la convention, qui succéda, quelques jours après la victoire du 10 août, à l'assemblée législative. La convention s'abrita, pour ainsi dire, dans la terreur qu'elle répandit aussitôt autour d'elle. Ces transes , vraies ou simulées, qu'elle éprouvait de temps en temps lui faisaient envoyer sur-le-champ des demandes de mort au tribunal révolutionnaire : elle ne se trouvait plus en sûreté que derrière des monceaux de cadavres. Terrible exemple qui montre tout ce que sont forcés de faire les hommes qui ne peuvent plus se maintenir au pouvoir que par l'énormité de leurs crimes !

Je reviens à l'histoire. Louis XVI est captif au Temple, attendant son jugement. Les massacres de septembre, exécutés sur les ordres de la commune, ont ensanglanté les prisons de Paris. Quelques jours après, la convention proclame la république française, une et indivisible. Étrange destinée des choses humaines! la république fut votée sur la proposition d'un ex-comédien , Collot d'Herbois. Un des premiers actes de la nouvelle assemblée fut de se débarrasser de la personne du roi Louis XVI.

La plupart de ses juges se crurent obligés d'entourer leur arrêt d'une foule d'obscurs considérants philosophiques et politiques, comme s'ils eussent cherché à cacher sous le nuage des pensées l'hésitation d'une conscience inquiète. La condamnation à mort de Louis XVI fut le premier pas fait dans la voie sanglante. Elle avait un double résultat : elle donnait d'abord la mesure du terrible office que voulait remplir la convention; elle mettait ensuite cette assemblée dans un isolement sinistre, qui doublait sa puissance aux yeux du pays et de l'Europe. Les conventionnels crurent se sauver en votant la mort du roi; ils se perdirent, parce que ce premier usage de la guillotine qu'ils firent sur la personne de Louis XVI les força fatalement à le renouveler sur les royalistes, et, plus tard, sur eux-mêmes. Le crime ne se défend que par le crime; l'acte de violence que venait de commettre la convention l'engageait à devenir de plus en plus violente. Les régicides, emportés par le délire révolutionnaire, ne s'aperçurent pas qu'ils s'étaient placés sous la malédiction de tous les éternels sentiments de respect et de pitié qui sont dans le cœur des hommes de tous les pays. Ce ne fut que longtemps après qu'ils comprirent leur situation sur la terre, comme s'il eût

fallu quelques années à Dieu lui-même pour leur dévoiler toute l'énormité de leur forfait!.. On a dit que la convention vota la mort du roi pour arrêter de stupeur les armées étrangères qui venaient d'envahir le territoire français. Je n'ai jamais compris comment une tête qui roulait par terre à Paris pouvait suspendre la marche des armées prussiennes en Lorraine. Une bonne manœuvre de Dumouriez faisait mille fois mieux l'affaire. Il est plus probable que la convention voulut montrer aux émigrés et aux puissances coalisées qu'il n'y avait plus désormais entre la république et les rois de l'Europe aucune possibilité de conciliation : l'échafaud de Louis XVI était là pour en répondre.

Jetons maintenant un regard sur nos frontières. Le spectacle qu'offrait alors le théâtre de la guerre était admirable en tout point. Chez nous, l'amour de la liberté fait plus vite de braves soldats que de bons citoyens, parce que notre esprit est plus militaire que politique. Tous ceux qui voulaient combattre et mourir pour la patrie, tous ceux qui cherchaient sous le drapeau un abri glorieux contre la prison, l'éxil ou l'échafaud, faisaient la guerre à l'Europe liguée contre la république. La France véritable était dans les camps. L'âme de la patrie s'était réfugiée au milieu des soldats, comme

une mère éplorée qui vient demander asile à ses plus généreux fils. L'Europe, qui assistait de loin aux scènes tantôt bouffonnes, tantôt horribles, que la démagogie jouait dans la capitale et dans l'intérieur du pays, ne pouvait les regarder qu'à travers ce rideau de gloire que nos armées tiraient sur toutes les frontières de la France. La république se soutenait par leurs victoires. La convention le savait si bien que, dès qu'elle se sentait défaillir à l'intérieur, elle expédiait ses commissaires aux généraux de la république pour exiger d'eux l'aliment d'une victoire. Il est digne de remarquer que, dans ce grand cataclysme de 93, tout s'est englouti, excepté l'armée. Aussi, rien de plus naturel que de voir sortir de la seule institution restée intacte au milieu de tant de décombres, ce jeune général qui va bientôt relever toutes les ruines!

Je l'ai dit plus haut, la convention ne pouvait plus s'arrêter dans la voie de violence qu'elle venait de s'ouvrir. Chaque jour, Marat y prenait la parole. Ce fut sous l'influence d'un discours où il proposait d'établir le despotisme de la liberté — quel langage! — que l'assemblée se décida à voter la création d'un comité de salut public. Cette mesure donnait à un certain nombre de représentants un pouvoir extraordinaire, pris na-

turellement sur celui qui résidait dans l'assemblée entière. Quand une assemblée politique attire le pouvoir dans les mains de quelques-uns de ses membres, c'est qu'elle commence à soupçonner l'action de certains autres membres. Le soupçon était, en effet, entré dans la convention. Du soupçon était née la division. La division roulait l'échafaud derrière elle. Le monde entier sait que quelques conventionnels, connus sous le nom de *Girondins*, avaient manifesté une tendance à la modération. Venu après le vote de la mort du roi, ce sentiment avait tout l'air d'être un acte de repentir. Vis-à-vis de la partie violente de l'assemblée, ce sentiment était un crime. La *Montagne*, dirigée par Robespierre, décréta d'accusation les Girondins entachés de modérantisme. Ainsi commença cette lutte intestine qui, pendant deux ans, fit planer le soupçon, l'accusation, la mort, sur toutes les têtes les unes après les autres, donnant ainsi raison à cette prophétique métaphore de Vergniaud, qui montrait la révolution sous la figure de Saturne dévorant tous ses enfants. Les Girondins furent arrêtés, emprisonnés pendant cinq mois, et guillotinés dix jours après la malheureuse reine Marie-Antoinette. Chaque jour offrait les plus étonnants contrastes dans le

choix des victimes vouées à la mort. Aujourd'hui, c'est madame Roland, la femme philosophe, qui meurt en jetant à la liberté une apostrophe toute romaine; demain, c'est la Du Barry, hurlant de désespoir, qu'on jette au bourreau comme un reste indécent du règne de Louis XV. Époque inouïe dans l'histoire, aussi féconde en vertus qu'en forfaits! Temps d'horreurs où le courage des victimes est égal à la fureur des bourreaux! La noblesse française, dont les fautes ont tant contribué à la chute de l'ancienne société, redevient digne d'elle-même en face de l'échafaud. Elle n'a su défendre ni ses titres, ni ses priviléges, ni ses droits; mais elle sait mourir, réparant ainsi par l'héroïsme de la dernière heure tout un siècle de légèreté, de vices et de folies. La religion eut ses illustres martyrs. La république eut ses partisans, qui allèrent à la mort avec un stoïcisme antique. Les hommes, à quelque opinion qu'ils appartinssent, s'étudiaient pour cette dernière heure : ils trouvaient dans la fatalité même de ces temps maudits je ne sais quelle vertu forte, dédaigneuse, légèrement théâtrale, qui les faisait mourir dans les règles; un peu comme des héros sur le champ de bataille, un peu comme des acteurs sur la scène.

En vain je cherche à reprendre le fil de l'histoire de la société française, je ne trouve plus nulle part ombre de cette société. Est-ce donc une société humaine que cette cohue effrayante ou effrayée de citoyens ou de citoyennes portant la cocarde tricolore? Toutes les conditions sociales sont détruites; le niveau de l'égalité a effacé toutes ces distinctions qui font la physionomie des sociétés, comme les nuances font le tableau. Deux espèces d'hommes tranchent sur ce fond monotone : ce sont les démagogues et les peureux. Cette dernière catégorie d'individus était très-considérable; appartenant aux classes aisées et voisines du peuple, ces hommes s'étaient mis avec une violence bouffonne au service de la république qui, en secret, les faisait trembler. Personne n'exagère plus une opinion qu'un homme qui a peur, parce qu'il ne croit jamais en avoir assez fait pour être sauvé. Tel était le résultat qu'obtenaient ces politiques de clubs et de carrefours, qui voulaient fonder la république par la terreur; ils ne lui donnaient pour partisans que les scélérats et les poltrons. Les premiers la déshonorèrent par leurs forfaits, les seconds s'avilirent par leurs ignobles comédies. Le faible courant de vie de la société française était comme encaissé

dans une perpétuelle pensée de mort : ce n'était que dans les bas-fonds que la populace entretenait un reste de gaieté française mêlée au délire de la *sans-culotterie*. On ne dansait plus que la carmagnole... Et quels liens sociaux pouvaient désormais exister dans une nation où il n'était plus permis de s'aventurer au milieu de ses semblables qu'avec une carte de sûreté dans sa poche ? certificat de civisme qu'il valait mieux avoir dans son gousset que dans son cœur. Quel air pouvait respirer la dignité humaine dans une ville où les cendres impures de Marat étaient portées au Panthéon ? Où était la religion, à une époque où un évêque et une religieuse concouraient le même jour pour une place de choriste à l'Opéra ? Où était le bon sens, lorsqu'un chanoine de la cathédrale de Paris écrivait à la convention que, pour le bien de l'humanité, il venait de se faire menuisier ? Dans quel endroit aurait-on pu rencontrer la traditionnelle élégance française, lorsqu'il y avait danger pour le muscadin à frôler de son habit neuf le farouche sans-culotte ? On dit pourtant que Robespierre avait toujours des habits très-frais. C'est à peine si le fait peut paraître croyable aujourd'hui ; mais au milieu des plus affreux jours de la terreur, douze théâtres jouaient

régulièrement chaque soir : il se trouvait des hommes d'esprit qui pouvaient écrire des choses très-gaies ! L'époque eut ses poëtes. Une petite littérature assez tempérée glissait à travers toutes ces horreurs. Je me souviens d'avoir lu dans le même journal qui donnait à ses abonnés des détails sur l'exécution de Louis XVI l'annonce d'une élégante traduction des Idylles de Théocrite.

Robespierre domine. C'est avec un certain effroi que j'aborde ce terrible et mystérieux personnage. Lorsqu'on rencontre le nom d'un des hommes qui ont tristement marqué en 93, on ne sent pour ainsi dire qu'une horreur partielle : on n'aperçoit qu'un coin du tableau; mais au nom de Robespierre, on découvre le tableau tout entier, tant cet homme personnifie à lui seul tout le règne de la terreur. Ce système, qui consistait à couper des têtes, a exercé les bras d'un grand nombre d'individus restés inconnus, et l'histoire, qui les cherche vainement dans l'ombre pour les maudire, fait remonter à l'inventeur du système tous les forfaits commis par des manouvriers obscurs, échappés dans la nuit de l'oubli. Robespierre n'ordonna pas toutes les exécutions; il ignora même la plupart des crimes qui se commirent sur la surface de la France; mais tous

se groupent autour de lui, comme les effets entourent la cause. Cet homme, qui occupa une place si large et si horrible dans les annales de la révolution, n'était pas né avec un génie supérieur, mais il avait toutes les qualités requises pour jouer le rôle qu'il s'était donné. Rusant avec les événements, qui alors changeaient si vite, il n'arrivait jamais à eux que le lendemain de leur victoire. Puisant dans la philosophie de Rousseau un langage sentencieux, sophistique, souvent obscur, il se plaisait à tenir sa pensée dans un nuage où elle semblait prendre la proportion d'une idée. Homme des petites choses, il savait obtenir du peuple, par une foule de petits détails de conduite, le titre austère d'incorruptible. Il prenait sur les hommes une très-grande autorité, parce qu'il les haïssait profondément. Son audace à attaquer ses rivaux ne venait que de sa jalousie démesurée. Robespierre possédait au suprême degré un talent qui, en ces jours de proscription et de mort, pouvait tenir lieu de génie : il savait accuser à temps et à faux. Des admirateurs de Robespierre — il s'en est trouvé — ont prétendu qu'il cachait une idée politique sous ce système de terreur. Je crois qu'il n'y cachait que ses mauvais instincts, qui avaient trouvé une occa-

sion excellente pour se satisfaire. On a cru qu'il était très-habile, parce qu'il était devenu très-fort; mais n'était-il pas tout naturel qu'à cette époque de carnage, l'homme le plus cruel devînt l'homme le plus puissant? Le peuple, qui avait déjà adoré une foule de scélérats, leur préféra Robespierre, parce que son instinct lui faisait deviner qu'il avait dans cet homme son instrument le mieux effilé.

La machine gouvernementale n'avait plus que trois rouages : le comité du salut public, la commune de Paris et le tribunal révolutionnaire. Robespierre les avait tous les trois sous sa main. Il avait fait périr ses collègues de la convention dont il redoutait ou les talents ou la popularité. Après les Girondins était venu le tour de Danton, de Camille Desmoulins et de leurs amis. D'autres conventionnels, impliqués dans des conspirations imaginaires, les avaient suivis. En dehors de l'assemblée, Robespierre avait trouvé des hommes qui l'inquiétaient; il les avait fait guillotiner. La Commune elle-même lui avait fourni deux victimes, Hébert et Chaumette. Mais ses proscriptions tombaient de préférence sur les généraux des armées de la république : on eût dit qu'il tremblait sans cesse de voir arriver des camps son maître

couronné de lauriers. Enfin, il touche à son rêve : il a en main un pouvoir dictatorial. A partir de ce moment, Robespierre se transforme des pieds à la tête ; il veut établir sous ses pas quelque chose de plus solide que ce torrent de sang qui coule tous les jours : il songe à un gouvernement. Après l'échafaud, l'utopie. Au conventionnel inexorable va succéder le philosophe, le disciple de Jean-Jacques, le metteur en pratique des doctrines du *Contrat social*.

Ici, tout un monde nouveau s'ouvre. C'est Robespierre lui-même qui va nous en remettre la clef, qu'il apporte dans ce volumineux rapport lu par lui à la convention, dans cette séance où il fit décréter l'existence de l'Être-Suprême, ainsi que l'immortalité de l'âme. Rien de moins étonnant que de voir un semblable sujet traité et discuté au sein de la convention elle-même, car on doit savoir que les hommes de cette époque les plus souillés de crimes avaient les plus grandes prétentions à la vertu. Couthon, le bourreau de Lyon, aimait à se faire de sa vertu une robe plus blanche que la neige. L'amour du peuple, le bonheur de l'humanité, étaient des idoles qui leur faisaient plonger sans remords les deux bras dans le sang. Quelques-uns avaient condamné Louis XVI pour rester

dignes d'être des hommes honnêtes et justes. Robespierre n'avait donc pas à craindre de semer la pâleur sur le front de ses collègues, en venant leur parler de l'existence de l'Être-Suprême et de l'immortalité de l'âme. Forts, au contraire, de leur bonne conscience, ses auditeurs, émerveillés et attendris, durent, ce jour-là, se promener par anticipation dans les éternelles demeures des Champs-Elysées, séjour et récompense future de leurs vertus ! Dans cet immense rapport, monument de la philosophie de l'auteur, Robespierre prouve que l'athéisme et l'immoralité sont les fruits du despotisme des rois et de la servilité de leurs courtisans : c'était donner à entendre que lorsqu'il faisait guillotiner les uns et les autres, il vengeait la morale et Dieu. Il y flétrit avec raison le matérialisme de quelques philosophes du XVIIIe siècle : il y châtie en même temps les écrivains qui démolissaient les rois dans leurs écrits et faisaient des madrigaux à leurs maîtresses. Il passe ensuite à un pompeux éloge de Jean-Jacques Rousseau, le précepteur du genre humain, dont il va bientôt reproduire les idées. La grandeur d'un sujet purement philosophique n'empêcha pas, toutefois, Robespierre de descendre à chaque instant sur le terrain de la réalité pour y évoquer les ombres de

ses victimes et les traiter avec un mépris de mauvais goût et une ironie de bas étage. L'éloquent ami de l'Être-Suprême se trahissait bien vite par un tel manque de générosité. Il conclut par des raisons, dont je me garderais bien de contester la valeur, à l'existence d'un Être-Suprême et à l'immortalité de l'âme.

Ce rapport n'était, au fond, qu'une œuvre politique. Le tyran voulait fonder un gouvernement pour remplacer cette anarchie qui n'était déjà plus tenable. Il avait compris que pour réaliser un tel projet, il fallait remettre quelque chose dans le ciel et dans le cœur des peuples. Mais le pauvre philosophe oubliait que, depuis dix-huit siècles, il existait une religion qui avait conduit de la terre au ciel d'innombrables générations, dont les couches posées les unes sur les autres faisaient de la France entière un sol tout chrétien. Sans nul doute, l'élève de Jean-Jacques espérait détruire les antiques croyances du christianisme et les remplacer par je ne sais quelle religion nouvelle, philosophique dans les idées, païenne par les cérémonies, absurde dans la pratique. Sans nul doute, le dictateur comptait beaucoup sur son nouveau culte pour établir son gouvernement. La convention décréta l'existence de l'Être-Suprême et l'im-

mortalité de l'âme. Dieu dut, le soir du vote, lui en témoigner sa vive reconnaissance en illuminant son firmament de ses millions d'étoiles. Le même décret établissait, en outre, tout un programme de fêtes instituées pour le nouveau culte. « Le véritable prêtre de l'Être-Suprême, s'écrie Robespierre dans son enthousiasme religieux, c'est la nature ! son temple est l'univers ; son culte est la vertu ! » Par ce second décret, le peuple français était convié à célébrer une fête par décade, c'est-à-dire trente-six par an. La première était consacrée à l'Être-Suprême et à la nature ; la seconde, au genre humain. Toutes les vertus, toutes les phases de la vie, avaient leur jour de fête. Il en existait une dans le nombre qui était consacrée *au malheur*. Que de familles françaises pouvaient venir, en habits de deuil, assister à cette fête de circonstance ! Il court dans toute cette mise en scène du culte nouveau une pensée essentiellement païenne ; il y a là toute une réminiscence des cérémonies religieuses de l'antiquité : on sait que Robespierre avait fait d'excellentes études classiques au collége Louis-le-Grand. N'était-il pas évident que le philosophe voulait ramener le peuple français à quelque religion simple, pastorale et primitive ?

J'ai hâte d'arriver à la fête célébrée en l'honneur de l'Être-Suprême. Un étranger qui, ce jour-là, aurait vu Paris pour la première fois, n'aurait jamais pu se croire dans la capitale de la révolution, dans une ville où les têtes tombaient encore par vingtaines, chaque matin. Cet étranger se serait facilement imaginé qu'il arrivait sous le beau ciel de la Grèce, au milieu des murs de Sparte, un jour où cette ville honorait une de ses divinités tutélaires. On était au mois de juin. Le ciel était magnifique. Paris avait orné ses maisons de simples guirlandes de verdure. Dans le jardin des Tuileries était élevée une immense estrade au sommet de laquelle était assis Robespierre, président de la convention. A midi, toutes les sections se dirigèrent vers les Tuileries dans un ordre processionnel imité des antiques cérémonies païennes. Les adolescents seuls étaient armés. Les femmes et les filles marchaient à gauche; les hommes et les garçons à droite. Les mères avaient à la main des bouquets de roses; les jeunes filles portaient des corbeilles de fleurs. Les hommes et les garçons brandissaient dans l'air des branches de chêne, symboles de la force et de la liberté. Robespierre portait un élégant costume dessiné par le peintre David. Il tenait à la main un bouquet

de fleurs. Je me suis toujours demandé pourquoi Robespierre portait un beau bouquet de fleurs à la main. La cérémonie commence. Comme grand-prêtre de l'Être-Suprême, Robespierre va de ses propres mains mettre le feu à la statue de l'Athéisme, et de ses cendres maudites s'élance tout à coup la statue de la Sagesse. Des Tuileries, les assistants marchent au Champ-de-Mars, où doit se terminer la fête. La convention nationale s'y rend tout entière, doucement emprisonnée dans une barrière faite d'un ruban tricolore dont les quatre coins étaient tenus par un enfant parsemé de violettes, un adolescent orné de myrtes, un homme ombragé de chêne et un vieillard couronné de pampres. Ainsi le prescrivait le rite de la nouvelle religion donnée au spirituel peuple français. On se console d'un pareil spectacle en songeant que, le même jour, à la même heure, d'autres Français immortalisaient de leurs victoires quelques plaines de l'Europe.

Quel était le but de cette fête célébrée en l'honneur de l'Être-Suprême? Évidemment elle tendait à ramener le sentiment religieux dans l'âme du peuple. Quelle que fût la grandeur de la mise en scène déployée à cette intention, il n'est guère probable que la multitude qui se pressait aux pieds

de l'autel de l'Être-Suprême soit rentrée dans ses foyers plus religieuse qu'elle n'en était sortie. Le sentiment religieux est moins un acte de raison qu'un besoin du cœur. Tous les hommes sont nés pour souffrir; le malheur pèse sur la vie humaine : c'est l'arrêt éternel. La religion est faite pour consoler en montrant, là-haut, la récompense de tant de misères. Or, quelle idée consolatrice, quelle force pour souffrir, rapportait de la fête de l'Être-Suprême cette foule immense de citoyens et de citoyennes portant bouquets de roses et branches de chêne? Le nouveau culte, il est vrai, promenait pompeusement l'esprit humain dans le temple grandiose de la nature; mais que faisait-il pour ce petit coin de l'homme plus grand encore que le temple de la nature, pour le cœur? Il le renvoyait aux peines du lendemain, aussi creux, aussi froid que cette statue en plâtre de la Sagesse sortie tout à coup des cendres de l'Athéisme. Le christianisme, au contraire, sous les pauvres vêtements de sa naissance, parle déjà à tout ce qui est malheureux, et il se garde bien d'égarer l'homme dans ce vide éblouissant qu'on appelle la raison humaine; mais il écrit ce mot sublime : *Résignation*, sur toutes les pages de la vie.

On rapporte que, placé au haut de son estrade,

sous le regard direct du Créateur, Robespierre devait prononcer un mot de clémence. Chacun l'attendait dans cette foule avide de l'entendre. Des milliers de prisonniers écoutaient aux portes des cachots; la France entière se berçait de l'idée que bientôt elle allait pouvoir vivre; mais le mot sauveur s'arrêta sur les lèvres du tyran. Eût-il voulu le prononcer, que sa propre sûreté le forçait à ne pas le dire. Tout pouvoir né de la violence périt dès qu'il se modère, parce qu'il sort à l'instant même de l'élément qui le fait vivre. Et puis, Robespierre avait toujours devant lui une horde de farouches démagogues qui l'eussent aussitôt accusé de modérantisme, prétexte avec lequel il avait tué les Girondins. Aujourd'hui, sa politique l'engageait à renverser l'échafaud; demain, sa jalousie ombrageuse rappelait le bourreau. D'ailleurs, ne voyait-il pas au sein même de la convention quelques têtes inquiétantes qu'il fallait encore abattre? Son regard avait menacé quelques-uns de ses collègues. De ce nombre étaient Tallien, bien décidé à ne pas mourir, le rusé Fouché et Billaud-Varennes. Chacun sait la lutte terrible qui s'engagea à la tribune, pendant deux jours, entre Robespierre et ces conventionnels récalcitrants au couteau de la guillotine! De part et d'autre, on

sentait qu'il fallait vaincre ou mourir. La masse de l'assemblée, encore indécise et tremblante, attendait quelque chose, un geste, une voix, un mot dans lequel elle pût soudainement se réfugier tout entière pour oser attaquer le terrible dictateur. Ce mot, Billaud-Varennes eut le courage de le crier vers la fin du second jour : « A bas le tyran! » A l'instant même, ce cri, comprimé dans toutes les poitrines, sort comme la foudre : « A bas le tyran! » hurle la convention entière. Tallien fait décréter une accusation contre Robespierre. Celui-ci se défend avec une certaine audace. Mais le nom de tyran, prononcé par des bouches républicaines, lui a donné le coup de mort.

Le nouveau Cromwell est abattu. Il est mené en prison d'où il parvient à s'échapper; il court à la commune de Paris, où il compte encore des amis et des forces nombreuses. Le général Henriot, qui les commande, fait une manœuvre stupide et laisse pénétrer jusque dans l'Hôtel-de-Ville les troupes de la convention. Robespierre, surpris, désespéré, se tire un coup de pistolet dans la bouche. Le coup ne le tue pas; il ne fait que lui fracasser la mâchoire. Il reste vingt-quatre heures attendant son exécution et souffrant des douleurs atroces. Pas un mot ne sort de sa bouche qui puisse trahir

l'état de son âme. Le lendemain, sur l'échafaud où sont tombés, sous ses yeux, son frère et ses deux amis Couthon et Saint-Just, le bourreau lui arrache l'appareil mis sur sa blessure. Le sang en jaillit avec abondance et lui inonde le visage. La foule, qui assiste à cet affreux spectacle, voit quelque chose de rouge apparaître tout à coup sur l'échafaud : c'est Robespierre qui s'en va de ce monde avec un masque de sang sur la figure....

Ici finit le règne de la terreur. Il est avéré aujourd'hui que le fameux conventionnel dont je viens d'esquisser la mort se croyait à la veille de jouer le rôle de Cromwell. Peut-être avait-il déjà la certitude que l'Europe ne serait pas hostile à son gouvernement dictatorial, car les puissances coalisées, effrayées de nos succès militaires, devaient espérer traiter plus facilement avec un seul homme qu'avec le pouvoir si multiple de la convention. Mais Dieu n'aurait jamais permis qu'il y eût un gouvernement établi, reconnu, sanctionné, dans des mains aussi sanglantes que celles de Robespierre.

Depuis deux ans, la France passait par les plus terribles épreuves que jamais nation ait subies. Dès le début, sa révolution se brise dans la tourmente de 93, comme un vaisseau qui se fracasse

à la sortie du port. Ses institutions nouvelles flottent comme des débris tout neufs sur un océan de sang. La liberté, l'égalité et la fraternité sont des mots qui deviennent des armes. Les hommes s'agitent, mais Dieu ne les mène plus. Il les laisse pour quelque temps livrés à leurs instincts féroces et au délire de l'orgueil; il se retire de la conscience humaine, et à l'instant même un coin de ce bas monde devient un véritable charnier. La philosophie a porté ses fruits; Rousseau a mis au monde Robespierre. Ceux mêmes qui conduisent ces gigantesques épisodes révolutionnaires ignorent où ils pourront s'arrêter. On serait tenté de croire que, dans le courage qu'ils montrent pour mourir, il y a un peu de cette joie que doit éprouver un homme qui trouve une porte de sortie au fond d'un labyrinthe obscur. Le sens moral s'était tellement perverti que jamais on ne parla plus de la vertu qu'à cette époque de crimes de tout genre. Comme l'écharpe tricolore et la cocarde, la vertu avait fini par devenir un ornement obligé du costume des célèbres personnages de 93. Tous ces faux grands hommes font sur la pensée une étrange impression; ils ont beau étaler dans l'histoire, audace, patriotisme, idées politiques, ils restent incomplets, inquiets, incohérents; ils ressemblent

à ces êtres monstrueux, bizarres, que nous voyons passer dans nos mauvais rêves, aussi insaisissables à la main qu'indéfinissables dans la pensée, et qui ne vous laissent au réveil qu'une longue impression d'effroi.

CHAPITRE V.

DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE SOUS LA RÉPUBLIQUE ET SOUS LE DIRECTOIRE.

JE reviens à dessein sur ce système de terrorisme qui, pendant dix-huit mois, a dominé et cherchera encore à dominer plus tard, parce qu'il donne la physionomie sombre et vraie d'un certain côté du caractère humain. Ce mouvement terroriste, qui abat du même coup les aristocrates et les monuments, qui balaie dans le même coin les têtes et les objets d'art, qui promène son niveau aussi bien sur les inégalités de la société que sur les merveilles de la civilisation, exprime la tendance cachée des idées de 93, comme le geste exprime la pensée. Le terrorisme voulait

ramener la France à la barbarie. Tous les chefs de la démagogie l'y poussaient, chacun avec les passions qui lui étaient propres : l'élégant Robespierre, par son orgueil haineux et jaloux ; le dégoûtant Marat, par son cynisme ; celui-ci avec ses périphrases, celui-là avec ses hurlements. Tous ces hommes voyaient bien qu'ils ne pouvaient fonder le gouvernement de leur rêve que sur un sol à moitié dépeuplé, couvert des ruines de tous les monuments du passé, au milieu d'un pays privé de ses temples, de ses académies et de ses fabriques. Leur utopie consistait à faire remonter l'homme à l'état de nature pour mieux le faire entrer en possession de la liberté et de l'égalité. Le peuple, qui ne comprenait rien au but de ces utopistes, les suivait avec amour dans la voie de sang et de destruction qu'ils tentaient. Il marchait avec un goût très-vif, sans réflexion, instinctivement, derrière ce système de boucherie et de vandalisme qui le ramenait à la barbarie. Il y a toujours pour les peuples une certaine fatigue à rester en civilisation : la civilisation est dans l'ordre moral ce que la propreté est dans l'ordre physique, une chose dont l'entretien exige un soin continuel. La barbarie, au contraire, est la négation de toutes les nobles et belles exigences

sociales; le peuple aime à y retomber, comme l'animal dans sa fange. Aussi ne doit-on jamais s'étonner de voir les révolutions, faites au sein même des sociétés les plus civilisées, prendre toujours un certain élan vers l'état barbare, comme si la civilisation était une espèce de prison pour le plus grand nombre.

La France se trouvait depuis deux ans sur le seuil de sa décadence, prête à y entrer et à perdre son rang parmi les nations policées, lorsque l'âme de la patrie vint réveiller quelques Français au milieu de cette nuit barbare qui commençait à couvrir le pays, et elle les força, en sauvant leurs têtes, à sauver sa civilisation. La convention, échappée à ce joug de la terreur, cause première de ses crimes et de ses violences, trouva ses futurs devoirs écrits dans tous les maux que le terrorisme avait jetés sur le pays. Elle se débarrassa par la mort et la déportation de quelques-uns de ses membres les plus entachés de jacobinisme. Elle décapita la redoutable commune de Paris, renversa le tribunal révolutionnaire, et fit fermer le club des jacobins. En dehors de ces mesures de violence commandées par le salut du pays, cette assemblée anéantit ou modifia toutes les lois faites sous le règne de Robespierre. Elle fit, pour ainsi

dire, rentrer la France chez elle en lui rouvrant ses écoles, en créant le Conservatoire des arts et métiers, en rendant le libre exercice des cultes. Elle remit les premiers traits d'une société naissante sur la physionomie du pays. Un sentiment de pudeur lui fait retirer du Panthéon les cendres de Marat. Un acte de bon sens la porte à faire arrêter Gracchus Babeuf, le précurseur du communisme, le type de l'orgueil en haillons. La convention s'occupe de composer un code civil : depuis la révolution de 1789, le pays, écrasé sous un fatras de lois, n'obéissait à aucune; l'obéissance aux lois étant à cette époque chose très-compliquée, chacun passait à travers ce dédale de la législation, et s'en échappait à la faveur même de la confusion qui y régnait.

Les efforts que fit la convention pour anéantir le jacobinisme avaient fait naître une colère sourde chez les hommes de sang disséminés partout : on leur avait ôté la tâche des mains. A deux reprises différentes, les partisans du terrorisme cherchèrent à s'emparer du pouvoir en abattant la convention. Ce sont les deux dernières journées révolutionnaires où la populace paraît et joue un rôle considérable. Au 12 germinal, elle envahit la salle de la convention en demandant du *pain*

et la constitution de 93. Le bas peuple romain avait beaucoup plus d'esprit lorsqu'il demandait *du pain et des spectacles;* il comprenait ce qu'il demandait. Dans la journée du 1er prairial, les mêmes factieux pénétraient de nouveau dans l'assemblée. Cette fois-ci, le mouvement est plus sérieux; il a des complices parmi les représentants eux-mêmes. Le conventionnel Féraud est massacré par la populace. L'émeute est repoussée par les armes. Le lendemain, les représentants compromis sont arrêtés en grand nombre. Les uns sont condamnés à mort, les autres sont déportés; plusieurs se suicident. Il y a dans cette journée de la révolution quelque chose qui rappelle la fin d'un drame, au moment où tous les personnages s'agitent, se combattent et finissent par tomber de côté et d'autre, comme l'exige la fatalité du rôle. Ce jour-là, le terrorisme fut désarmé; il était vaincu.

La convention, sauvée par la victoire qu'elle venait de remporter sur la démagogie, crut le moment propice pour entrer dans la discussion d'une constitution à donner au pays. « Il était « temps, s'écriait Boissy-d'Anglas, que les repré- « sentants de la nation cessassent d'être les gla- « diateurs de la liberté, pour devenir les fonda-

« teurs de la république. » Déjà deux constitutions avaient été données à la France. Celle de 1791 avait disparu avec le gouvernement monarchique; celle de 93 était passée inaperçue au milieu de l'anarchie des temps. La constitution de l'an III voulait à son tour fonder définitivement la république. Je ne sais trop à quoi attribuer le malheur qui pèse sur nos différentes constitutions, mais toutes ont eu les plus piètres destinées politiques. A l'époque où nous sommes arrivés, un acte constitutionnel était nécessaire pour donner à un pays si longtemps anarchique une forme de gouvernement quelconque. La constitution de l'an III créait un pouvoir exécutif composé de cinq directeurs : un seul eût trop rappelé le pouvoir monarchique. Deux assemblées, le *conseil des anciens* et le *conseil des cinq-cents*, établissaient l'équilibre dans les pouvoirs publics.

De jour en jour il se faisait un changement général qui annonçait le retour d'une société au sein de la nation française. Le caractère farouche et soupçonneux que, sous le règne de la terreur, la plupart des Français s'étaient donné, les uns comme une vertu, les autres comme un masque, s'était singulièrement adouci. Des régions mêmes de la convention était descendu un air plus im-

prégné de douceur, qui s'était répandu sur le pays et y établissait une température politique déjà supportable. On recommençait à parler. L'esprit d'opposition, si français de sa nature, pouvait déjà se permettre de discuter ou de railler un gouvernement qui ne se servait plus de l'échafaud pour se faire respecter. Le journalisme, à quelques exceptions près, avait jeté aux ordures le ton trivial, forcené, sanguinaire des feuilles de 93. Des journaux nouveaux, *les Débats* surtout, avaient conquis sur-le-champ cette influence que donne la modération qui arrive après des jours de violence. Cette libre renaissance de l'esprit public avait amené son danger; elle avait rendu trop tôt la vie et la voix à une opinion qui n'était rien moins que morte en France, au royalisme. Depuis la mort de Louis XVI, les royalistes avaient combattu à Lyon et combattaient encore en Vendée. La cause des rois, ramenée dans l'opinion par les journaux, les brochures, les libelles, avait donc un chemin sûr et secret pour rentrer chez bien des gens où elle trouvait des sympathies encore toutes chaudes. Cependant, le parti royaliste de cette époque eut un grand tort, celui de ne pas vouloir attendre que les plaies de 93 fussent fermées : les rouvrir était aussi

criminel que de les avoir faites. Mais vouloir imposer un plan de conduite à un parti, c'est vouloir tracer son itinéraire à un coup de vent. La patience ne peut être imposée par personne à un parti, parce que chacun y apporte à son insu quelque chose de son impatience.

La convention, avant de se séparer, avait décidé que les deux tiers de ses membres seraient réélus et feraient partie de la prochaine assemblée. Cette décision avait excité les murmures et la colère des électeurs de Paris, qui voyaient dans cette mesure une violation de la souveraineté nationale, et une intention, de la part de la convention, d'éterniser son pouvoir en prolongeant le mandat des deux tiers de ses membres. Les élections se firent avec tumulte. L'assemblée se déclara en permanence. Le parti royaliste crut le moment favorable pour attaquer la représentation nationale, qui terminait sa carrière au milieu d'une situation assez critique. Quelques sections riches de la capitale s'agitèrent. A cette agitation succéda la révolte armée qui amena la journée du 13 vendémiaire. Les gardes nationales furent repoussées à coups de canon. Cette attaque des royalistes, dirigée contre la convention, eut le même sort que celle des démagogues dans la journée du 1er prairial. Le futur di-

recteur Barras avait le commandement en chef des forces de l'assemblée; mais il avait pris pour son second un jeune homme nommé Bonaparte. Ce dernier avait puissamment contribué au succès de la journée et s'était mis du premier bond en vue de la fortune. On sait que le futur maître du monde se promenait alors dans Paris, perdu dans la foule, sans ressources, sans emploi. Jamais l'histoire humaine n'a mieux prouvé qu'entre la situation la plus précaire et la fortune la plus colossale, il n'y a que la distance d'une occasion. Cette occasion fut préparée par les partisans des Bourbons à l'homme qui, pendant quinze ans, sera le plus formidable obstacle à leur retour; tant il est vrai que les hommes marchent très-souvent en tournant complétement le dos au but de leurs efforts.

Quelques jours après le 13 vendémiaire, la convention nationale terminait sa longue et orageuse carrière. Dès le début, cette assemblée, en votant la mort du roi commit non-seulement un crime, mais encore une grande faute politique. Elle se lia à l'instant même les bras devant tous les autres forfaits qui allaient se commettre jusque sous ses yeux; de gré ou de force elle devint, tantôt complice, tantôt l'esclave de tous les scélérats qui déshonorèrent la révolution. Elle se trouva

lancée au-dessus d'un peuple effréné, comme un vaisseau sur l'Océan furieux, ne le dominant que pour subir ses fureurs. Le soupçon, l'inquiétude, l'accusation, entrèrent chez elle comme chez les gens dont la conscience est troublée. Son existence fut pleine d'angoisses et de tressaillements soudains; elle croyait toujours que sa fin frappait à sa porte. Cette disposition constante de son esprit lui imprima une sorte d'action fébrile, expéditive, qui la sauva dans quelques circonstances. Elle ne perdait jamais une minute, dès qu'il s'agissait de sa propre défense : elle était comme les coupables qui tremblent toujours d'être empoignés. Elle fit un peu de bien, mais trop tard. La révolution avait commis trop de crimes, lorsque cette assemblée commença l'œuvre tardive et inutile de la réhabilitation. On a dit que la convention avait sauvé la France de l'invasion étrangère. J'ai toujours pensé que, dans les mêmes circonstances, les armées françaises seraient tout aussi vite arrivées à ce résultat par leur propre valeur, que par la politique impitoyable de cette assemblée. La seule chose qui atténue la conduite violente de la convention, c'est que la plupart de ses membres, jeunes, fougueux, inexpérimentés, se trouvèrent lancés trop à la hâte dans le champ

de la liberté: ils le ravagèrent au lieu de l'ensemencer. Ils appartenaient à cet âge de la vie où les illusions de la jeunesse rendent les mauvaises passions d'autant plus tyranniques, qu'elles les colorent d'une fausse teinte de grandeur.

Le directoire prit en main le pouvoir exécutif. Sa tâche était de fonder la république; il s'appuyait pour accomplir cette œuvre sur deux assemblées délibérantes, le conseil des anciens et le conseil des cinq-cents. C'est en examinant de près la situation morale du pays, qu'on se rend un compte exact de toutes les difficultés que le nouveau gouvernement allait rencontrer. L'exaltation prodigieuse qui avait soulevé la France en 1789, au nom de la liberté, s'était singulièrement calmée. La plupart des hommes qui, les premiers, avaient poussé le cri libérateur, avaient disparu de la scène politique. Les uns étaient morts sur l'échafaud; les autres avaient pris le chemin de l'exil; plusieurs cachaient leurs jours dans l'obscurité, comme ces Romains qui voilèrent leurs têtes du pan de leurs manteaux pour ne pas avoir à regarder les Barbares. La république était arrivée à la suite de l'enthousiasme et avait dominé par la terreur, deux sentiments humains qui sont très-forts, mais qui sont très-peu durables. L'en-

thousiasme passa, et il passe vite dans un pays comme le nôtre! La terreur s'était évanouie, et la république allait subir le sort de tous les pouvoirs violents qui se radoucissent; du jour où elle ne terrifiait plus, elle perdait toutes ses forces en face de ses ennemis et la moitié de ses charmes aux yeux du peuple. Elle tombait dans le discrédit chez les terroristes, et dans le ridicule chez les poltrons: on aime tant à plaisanter les choses qui ne vous font plus peur! La république avait fait naître de grands capitaines; mais elle n'avait pu parvenir à former des hommes d'État qui pussent la diriger. Il est vrai que l'échafaud s'était chargé de faire disparaître toutes les capacités politiques. Telle était la forme de gouvernement que le directoire avait mission de défendre et de consolider.

Maintenant, quel était le véritable état de la société qui semblait destinée à vivre sous le régime républicain? Jamais la nation française n'avait présenté à l'observateur un spectacle plus curieux que celui qu'elle offrait vers la fin du pouvoir de la convention et au commencement du directoire. L'ancienne société était radicalement détruite; la nouvelle n'était encore qu'à l'état d'esquisse : il y avait entre le passé et l'avenir inter-

règne forcé. Les hommes ne pouvaient plus revenir aux mœurs et aux costumes du passé ; ils ne pouvaient pas non plus inventer en un jour les mœurs et les costumes de l'avenir ; ils ne virent donc rien de mieux à faire que de se travestir : l'époque du directoire fut un carnaval, un impromptu où figurèrent les *incroyables*. Du reste, il était bien permis à une société qui venait d'échapper aux horreurs de 93 de reprendre haleine et de s'amuser dans une espèce d'entr'acte comique. Jamais l'amour du plaisir ne fut plus vif; jamais les fêtes ne furent plus fréquentes, plus belles que sous le directoire. « Nous dansons sur des tombeaux, » disaient-ils alors, dans un langage plein d'une triste vérité. La révolution, qui avait englouti trône, autel, aristocratie, mœurs, vêtements et langage, n'avait pu submerger la légèreté de l'esprit français. Le caractère national rentrait gaiement au port, comme un débris qui échappe à l'Océan par l'inconsistance même de sa nature. D'un autre côté, l'état précaire et incertain des choses excusait en quelque sorte les folies et les joies de cette époque. Si frivole qu'elle fût, la société tenait compte exact du gouvernement qu'elle avait sur sa tête. Ce n'était pas un toit assez solide pour garantir le foyer de famille, les affaires sé-

rieuses et le repos des citoyens ; ce n'était qu'une toile tendue sur une salle de bal. Un coup de vent venu de droite ou de gauche pouvait à chaque instant l'emporter. Entre l'échafaud de la veille et l'abîme du lendemain, il restait une toute petite place pour donner des fêtes, et la société française l'accaparait bien vite. Rien ne prouve mieux que cette société vivait dans le plus parfait provisoire que l'engouement avec lequel le beau monde parisien adopte les modes grecques et romaines. Les beautés célèbres du jour, mesdames Tallien, Récamier et Hamelin, ne se montraient plus au théâtre, dans les promenades, au milieu des fêtes, que dans le demi-nu antique. N'est-il pas curieux de remarquer qu'au moment où notre société passe d'une vieille à une jeune civilisation, ce sont les Grecs et les Romains qui font les frais de l'intermède? Les passions du moment adoraient cette ombre de ressemblance avec l'antiquité païenne, parce qu'il existait entre les deux époques même soif de jouissances, même fantaisie de nudité effrontée et attrayante. Le directoire, qui se serait bien gardé d'être en retard sur un mouvement aussi original, avait institué des fêtes qui se célébraient à certaines dates. Quelques-unes étaient instituées en l'honneur de la patrie, de la

vertu, de la jeunesse et de la vieillesse. Il y en avait une dans le nombre qui s'appelait *la fête des Époux :* heureux à-propos au moment où le divorce régnait avec un sans-gêne parfait. Enfin, digne complément de ce tableau curieux! une religion nouvelle, connue sous le nom de *théophilanthropie*, avait été donnée aux hommes de ce temps-là par un des cinq directeurs. Laréveillère-Lepaux, que l'insuccès de Robespierre, fondateur de religion, ne paraissait pas avoir trop découragé.

Le gouvernement du directoire se maintenait en trouvant un abri sous les lauriers qui lui arrivaient de nos armées dans chaque bulletin. De grands généraux s'étaient élevés. Bonaparte avait obtenu le commandement en chef de l'armée d'Italie. Je ne sais si le jeune général avait déjà la conscience de sa destinée future; mais il paraissait comprendre que, dans des temps discrédités comme ceux qu'il traversait, un homme ne pouvait arriver au pouvoir souverain que par la route pure de la gloire militaire. Il avait donc rêvé la conquête de l'Italie comme un piédestal à mettre sous les pieds de son ambition. L'Italie fut conquise. Dès le premier jour, Bonaparte ne ressemble en rien à ces autres gagneurs de bataille qui, après avoir écrasé les ennemis de la république,

se contentaient de respirer à l'aise sur leurs triomphes. Toute une politique suit les victoires du rapide vainqueur de l'Italie. Le guerrier se double du négociateur. Il jette à la fois tous les fruits de sa conquête dans le traité de Campo-Formio. Un trait de génie politique lui fait respecter la ville et la personne du pape. Le jeune général de la république française passe à côté de Rome, s'inclinant devant la sainteté du vieillard qui y règne. Cette conduite de Bonaparte lui gagne en France l'estime de bien des gens : un homme qui intéresse la religion à sa cause lui donne pour soutien la conscience de tout le monde.

Les triomphes du dehors honoraient le gouvernement dictatorial; mais ils ne pouvaient, à la longue, l'empêcher de s'affaisser sous le poids des embarras intérieurs qui grossissaient de jour en jour. Deux partis, les royalistes et les jacobins, le tenaient sans cesse en alerte. Lorsqu'il écrasait les royalistes, il encourageait les jacobins; lorsqu'il enchaînait les jacobins, il enhardissait les royalistes. Le sol français devenait de jour en jour plus mouvant. Dans l'Ouest, la Vendée, toujours abattue, se relevait toujours avec de nouvelles armes à la main. Dans le Midi, la réaction royaliste avait enregimenté des bandes d'assassins qui

poignardaient les hommes dévoués à la république. Dans les départements du centre, des brigands, connus sous le nom de *chauffeurs*, profitaient du malheur des temps pour piller et tuer à leur aise. Une plaie s'était ouverte au sein du gouvernement et s'élargissait à vue d'œil ; cette plaie était la pénurie. Les premières années de la république avaient eu pour subsister la vente des biens du clergé, des propriétés nationales, la confiscation des biens des émigrés et la nouvelle monnaie des *assignats*. Ces premières ressources étaient épuisées ; quant aux assignats, ils étaient tombés dans le mépris devant la furtive apparition de l'or. La société souffrait aussi du manque d'argent. En reprenant confiance dans les choses, elle avait repris le sentiment des richesses. Sous le règne de la terreur, chacun s'inquiétait beaucoup plus de sa tête que de sa bourse. Mais lorsque le gouvernement se régularisa ; lorsque les particuliers se virent plus sûrs du lendemain, la pénurie se fit aussitôt sentir chez tout le monde. Le besoin d'argent était d'autant plus vif qu'il fallait satisfaire cette soif de plaisirs devenue une mode. Quelques nouveaux riches donnaient en outre un déplorable exemple de prodigalité, en jetant la fortune avec la facilité qu'ils avaient mise à la ra-

masser. Le directoire, à bout de ressources, se mit à vivre d'emprunts et d'impôts forcés. Le Trésor public se faisait tirer l'oreille pour payer ses pauvres créanciers. On cite un fait qui serait plaisant s'il n'était si triste : des rentiers de l'État profitaient des ombres de la nuit pour se tenir à la sortie des spectacles et demander l'aumône.

Un matin, Paris s'éveille au milieu de la stupeur et de l'effroi : Rome a manqué périr pendant la nuit sous le poignard de Catilina. Cicéron, sous les traits du directeur Barras, vient d'apprendre le complot de la bouche même d'un des conjurés. Catilina qui, cette fois-ci, porte le nom de Gracchus Babeuf, a sous ses ordres de nombreuses cohortes. Il a voué au poignard les consuls, le sénat et une foule de patriciens. Les listes de proscription sont dressées; aucun nom n'y manque. Gracchus Babeuf doit proclamer dans la matinée la loi agraire, le partage des biens et le nivellement définitif de la société. Ce complot de Babeuf, ridicule dans la manière dont il tenta de l'exécuter, échoua complétement avant la fin du jour, et le promoteur de la loi agraire fut pris, condamné et mis à mort. Il est bon de remarquer cependant que les communistes de 1848 ont copié mot pour mot le mode de conspiration de Babeuf, ses for-

mules de proscription et jusqu'à sa manière de savoir les noms et les adresses des gens voués à la mort, ce qui donnerait à supposer que, dans l'opinion de ce parti, la conjuration de Babeuf passe pour un modèle du genre. Le directoire fit grand bruit de sa victoire sur les babouvistes, espérant y trouver une force nouvelle. Ses ennemis plaisantèrent ou nièrent les dangers dont il avait garanti la capitale.

Peu de temps après, le directoire se vit à deux doigts de sa perte. Cette fois-ci, la conspiration partait du camp royaliste. Elle était menée par quelques membres du conseil des anciens et des cinq-cents, quelques journalistes et des émissaires envoyés par les Bourbons. Le royalisme se trahissait depuis un certain temps par ces petites choses qui chez nous sont les symptômes les plus considérables de l'opinion. Au théâtre, un certain public saisissait au vol toute allusion faite à l'ancien régime et applaudissait à outrance. Les hommes affectaient telle forme d'habits comme expression muette de leurs sentiments. Les femmes avaient adopté une coiffure faite sur le modèle de celle que portait la fille de Louis XVI à sa sortie de la prison du Temple; cette coiffure s'appelait le *bonnet du départ*. Un nœud de ruban blanc, mis sur le côté

du bonnet, avait l'innocente prétention de rappeler la cocarde de cette couleur. Les femmes seules possèdent le talent de mettre jusque dans la politique la délicatesse d'un sentiment : cette coiffure était à la fois un emblème et un touchant souvenir. Le directoire découvrit à temps la conspiration royaliste ; un acte de vigueur pouvait seul sauver la république. Le coup d'État du 18 fructidor eut lieu. Deux directeurs, cinquante-trois députés, un grand nombre de journalistes furent arrêtés et condamnés à la déportation. Le général Pichegru domine ce groupe de conjurés. La république échappait encore une fois à la mort. Le directoire, qui avait fait preuve d'une véritable énergie, voulut faire élever dans Paris un monument qui perpétuât la mémoire du 18 fructidor. Je ne sais trop sur quel emplacement il devait être élevé ; mais il me semble que la colonne au haut de laquelle se tient aujourd'hui l'homme du 18 brumaire pourrait bien avoir pris sa place.

L'acte du 18 fructidor avait rendu quelque force au pouvoir directorial ; il en profita pour donner des fêtes. Une, entre autres, eut lieu au Champ-de-Mars, pour célébrer l'anniversaire de la fondation de la république. Elle avait tout le caractère d'une fête de l'antiquité et le Champ-de-Mars ressemblait

à cette plaine des environs d'Olympie, aux bords du fleuve Alphée, où les peuples de la Grèce célébraient les jeux olympiques. On vit des citoyens français disputer le prix de la course à pied. Vers la fin de la fête, des flots de poussière tout olympique roulent et s'élèvent de dessous les roues dorées des quadriges : une course de chars terminait la cérémonie. Mais la situation intérieure ne s'améliorait pas du tout. Une police sévère surveillait les moindres aspirations royalistes; toute allusion avait été balayée du théâtre; les journaux étaient supprimés : la liberté de la presse avait été immolée au salut de la république. Celle-ci ne prenait plus sa force que dans les triomphes du dehors; les victoires de nos armées la tenaient encore à la hauteur d'un événement dans le monde. La conquête si rapide de l'Italie avait atterré l'Autriche et l'Europe. La paix fut faite et acceptée en France avec une joie et un enthousiasme extraordinaires. Le directoire se complaisait dans ce bonheur général; les particuliers sans passion politique voyaient avec plaisir la paix descendre enfin sur un monde si longtemps ravagé par la guerre. Quelques rares esprits, ceux qui ont une vue sur l'avenir, contemplaient le jeune conquérant de l'Italie et voyaient déjà le rôle qu'il

était appelé à jouer. Son nom courait dans la foule, déjà entouré de quelque chose de mystérieux et de dominateur comme un nom fatidique : il rappelait déjà le souvenir de César. A son retour, le gouvernement et le corps législatif offrirent à Bonaparte une fête splendide. Si le jeune général ne mit pas alors la main sur le pouvoir, c'est qu'il ne le trouva pas encore assez mûr. Il ne pouvait mieux faire pour se débarrasser du directoire que de le laisser vivre encore : le temps est le plus cruel ennemi des gouvernements faibles. Il avait encore à faire grandir son nom dans l'imagination des peuples. La lointaine campagne d'Égypte allait l'entourer d'un prestige complet. Il partit donc pour ces contrées couvertes de soleil, de palmiers, de pyramides et de sphinx. La conquête de l'Italie avait été son piédestal : celle de l'Égypte sera son auréole.

Le directoire touche à sa fin. Les efforts louables et par moment énergiques qu'il fait ne peuvent l'empêcher de tomber devant la situation que lui a imposée l'ordre même des événements. A bien le considérer, il n'est que la pierre d'attente jetée entre le gouvernement de l'ancienne monarchie et le gouvernement futur de la France nouvelle. Cette masse de Français qui fit le mouve-

ment de 89 prétendait se révolutionner dans les limites de la monarchie et non s'aventurer dans les champs impraticables de la république : on voulait le changement de quelques institutions, mais non de la forme du gouvernement. Le plus grand nombre conservait en France un attachement secret pour la monarchie, sentiment que les excès de la république avaient été loin de corriger. Chaque jour, on voyait dans l'affaiblissement du directoire l'espoir prochain du retour de cette monachie exilée. Le pouvoir républicain, qui n'avait plus l'échafaud pour se faire craindre, l'avait remplacé par un usage immodéré de la loi. Dès qu'un danger le menaçait, il faisait une loi pour se protéger. Plus les périls augmentaient, plus ce système de défense perdait de sa valeur, par la multiplicité même de ses moyens. Le coup d'État du 18 fructidor avait, il est vrai, étendu sur la France une sorte de terreur morale; mais on sentait qu'elle serait de courte durée. Le peuple des campagnes, que les républicains effrayaient à dessein du retour de l'ancien régime, des corvées, de la dîme et de la servitude, restait toujours fidèle à la république, qui le sauvait de tous ses antiques ennemis. Le parti encore très-nombreux des jacobins ne pouvait servir en rien

le directoire; il aurait tout compromis par de nouvelles fureurs. Si, à cette situation critique de l'intérieur, viennent tout à coup se joindre les désastres extérieurs, tout est perdu. La guerre avait recommencé. L'Italie avait été reconquise en grande partie. Une armée considérable s'était mise en marche du fond de la Russie sous les ordres de Souvarow. Le général russe a vaincu en Italie nos meilleurs généraux, Moreau et Joubert. Il aspire à mettre le pied sur le sol français, lorsqu'il est arrêté et vaincu par Masséna dans les gorges de la Suisse. Nos revers avaient donné le coup de grâce à la république. On dit à cette occasion que le directeur Barras, homme de plaisir et célèbre par ses prodigalités, avait été en marché pour la vendre à Louis XVIII au prix de douze millions. Si le fait est vrai, il prouve bien à quel niveau les choses étaient descendues.

Les révolutions ne seraient-elles pas des cercles plus ou moins larges, que les nations parcourent pour revenir après un temps plus ou moins long à leur premier point de départ? En 1789, la France sort d'une monarchie de plusieurs siècles, se jette dans le champ des théories, se met à la recherche du meilleur des gouvernements, et, dix ans plus tard, en 1799, elle revient frapper à la

porte du pouvoir monarchique, comme l'enfant prodigue exténué de fatigue à la porte de son père. La France avait compris tout à coup que le temps des systèmes était passé; qu'il ne s'agissait plus de raisonner philosophiquement sur la nature des sociétés, mais bien de chercher le moyen de vivre. L'utopie avait fait son temps; il fallait aujourd'hui aller droit au fait. Le fait disait qu'après dix ans d'anarchie qui avaient laissé toute une nation à la débandade, il fallait trouver un pouvoir unique et fort qui rassemblât tous les débris de cette nation et lui rendît l'unité, première condition de son existence. A quel homme est destiné ce pouvoir unique? Chacun l'attend; personne ne le connaît. De quel côté Dieu le fera-t-il venir? La France se trouvait dans cette anxiété profonde, lorsque tout à coup le bruit se répand que le général Bonaparte a débarqué à Toulon. Il y eut à cette nouvelle un éclair dans tous les esprits et comme une révélation soudaine de la situation : chacun pressentit un dénoûment.

Bonaparte rentre dans la capitale livrée à cette vague attente. Son coup d'œil a vite mesuré les choses : il fait le 18 brumaire. Son entrée au conseil des cinq-cents produit une scène qui nous rappelle l'arrivée de César au sénat, le jour

où il tomba aux pieds de la statue de Pompée, percé de vingt-quatre coups de poignard. A l'aspect du général Bonaparte, les représentants républicains se précipitent autour de lui, le menacent, tâchent de l'effrayer. « A bas le tyran! » s'écrient-ils avec une rage qui devient inquiétante. Mais peu à peu l'âme de la république agonise dans les dernières clameurs de la représentation libre, et elle expire en se jetant par les fenêtres de la salle, dont les grenadiers ferment les portes derrière elle. On dit qu'un coup de poignard fut porté au général Bonaparte; mais le tumulte de la journée a jeté un voile sur le nom du moderne Brutus. Le lendemain, l'impassible violateur de la représentation nationale prenait le pouvoir sous le nom de consul.

CHAPITRE VI.

DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE.

—o—

Ici, la révolution va rencontrer une limite; la société française, un réorganisateur; la liberté, un maître. La France, pendant quinze ans, sera emprisonnée dans une ère de gloire : temps de captivité nécessaire qui lui permettra de laver les souillures de 93, de grandir, de se fortifier et de se présenter sur le seuil du xixe siècle constituée de manière à soutenir de fréquents et nouveaux assauts.

J'ai raconté les catastrophes qui se sont entassées les unes sur les autres pendant les dix dernières années du siècle précédent; j'ai peint

très-rapidement ces grands mouvements humains qui donnent à l'histoire les grandioses et effrayantes proportions d'un cataclysme. Tandis que le monde social s'obscurcissait sous la nuit de ses éléments confondus; tandis que la révolution le traversait comme un torrent, le sol d'une société nouvelle se reformait au-dessous, comme sous les eaux débordées d'un fleuve se reforme le lit qui doit plus tard contenir son cours régulier. J'ai dit le nom de l'homme qui va donner à ce nouveau sol social la solidité que lui refusait l'élément révolutionnaire. Bonaparte est devenu premier consul; mais, à la façon dont il tient la république, on sent qu'il ne tardera pas à l'étouffer. Sa mission principale est de reconstituer le pouvoir; s'il laisse à ce pouvoir le nom de république, il le tient sur une base trop mobile; s'il lui donne la forme monarchique, il le fait rentrer dans le sentiment général du pays. Et puis, après de longues années d'anarchie, il est bon que le pouvoir soit dans les mains d'un seul homme, cet homme fût-il un despote. On a beaucoup crié autrefois à Rome contre le despotisme de César; mais les ingrats de cette époque oubliaient que la dictature de ce grand homme les avait sauvés de la guerre civile, de la proscription

et de mille autres maux encore plus grands que la servitude. Il y a toujours moins de dangers à courir avec le despotisme qu'avec l'anarchie.

Le premier consul remit un gouvernement au sein de la société française; il le refit tel qu'il le fallait pour le moment, fort pour réparer, despotique pour prémunir. Il n'avait pas à donner la liberté à la France — elle en était repue — mais à refaire sous ses pieds les éternels fondements de toute société. Il était l'ouvrier de la base. C'était au temps à couronner l'édifice en y plaçant la liberté. Bonaparte avait reçu des mains de sa destinée une révolution coiffée du bonnet phrygien, couverte d'oripeaux démagogiques, et parlant un langage emphatique et sonore; son rôle était de la faire taire, de la déshabiller des pieds à la tête, et de lui passer un vêtement dont le temps ne fera qu'entretenir la force et la beauté. Le *Code Napoléon* est ce vêtement immortel. Il éternise une des plus belles conquêtes de 89, l'égalité des droits civils établie sur l'unité des lois. Cette égalité est la première condition d'existence de toute société humaine, parce qu'elle a journellement à se placer entre le fort et le faible, entre l'oppresseur et l'opprimé. Une société où tous les hommes sont égaux devant la loi devient

une société foncièrement homogène, parce que la sûreté et la dignité de chacun découlent de la même source. Ainsi Napoléon fonde le droit civil, plus précieux encore que le droit politique; car l'homme a moins souvent à se défendre contre son gouvernement que contre son semblable. Telle est l'origine de notre moderne société civile.

Il est bon de se rappeler ici que le principe de l'égalité fut un des moteurs les plus actifs de la révolution française. En 89, il abolit toutes les conditions sociales; en 93, il les décapite. Il part d'un sentiment philosophique pour aboutir à un abattoir. Telle est la marche invariable du principe égalitaire; il faut toujours qu'il en arrive à faire ce que Tarquin exprimait avec sa canne, lorsqu'il abattait devant l'envoyé romain les plus hautes têtes de pavots de son jardin. Il n'en est pas moins vrai que le sentiment de l'égalité, qui était descendu du langage philosophique de la constituante au tutoiement républicain de la convention, qui avait dicté la *Déclaration des droits de l'homme* et fait danser la carmagnole, est une des aspirations les plus naturelles du cœur de l'homme. Mais il faut se hâter d'ajouter que dans l'ardeur de la nouveauté

cette tendance humaine voulut résoudre d'un seul coup les plus difficiles problèmes de la vie sociale. Elle ne s'adressa donc pour cela ni au bon sens ni à la logique, mais au bourreau, cet homme qui fait de l'égalité avec un couteau. Cependant, le principe de l'égalité qui s'était égaré dans les raisonnements philosophiques de 89, souillé dans les horreurs de 93, qui était descendu jusqu'aux bouffonneries du sans-culottisme, était devenu un des premiers besoins du tempérament de la société nouvelle. Ce besoin se traduisait dans la langue politique par ce mot qui allait coûter encore bien du sang et bien des larmes : la *démocratie*. Le premier consul, qui avait été forcé de débuter dans un rôle républicain, ne pouvait manquer de connaître la tendance démocratique de son siècle. Son génie, en effet, fit mieux que de comprendre cette tendance, il la servit. En lui supprimant la liberté, il rendit à la démocratie le service de lui arracher des mains l'arme qui pouvait la tuer. Par un des plus singuliers effets de la force, il la protégeait en la domptant; il l'améliorait en la comprimant, comme on améliore un cours d'eau en lui faisant des rives. La révolution avait eu pour but d'ouvrir toutes les carrières à tous les hommes indistinc-

tement. Cette situation immense et si nouvelle de toutes ces destinées qui pouvaient aspirer à tout aurait trouvé d'abord dans la liberté trop de prétextes et d'occasions de troubles, de rivalités et de luttes; l'absolutisme seul pouvait en régulariser l'aspiration naissante. Ce n'était que par une entrée fortement ménagée que la liberté des carrières pouvait s'introduire peu à peu dans l'élément démocratique.

Et qui ne sait dans quel piteux état se trouvait la société française au moment où elle se jeta dans les bras du premier consul! Elle offrait l'image d'une société profondément divisée par les haines politiques. On n'y rencontrait plus à chaque pas que des traces de rapine ou de mort, des ex-victimes ou des ex-bourreaux. Comment reconstituer une société, une patrie, une France, avec des éléments aussi hostiles? Comment faire tenir en face l'un de l'autre un régicide et un émigré de Coblentz, un Vendéen et un sans-culotte? Il fallait cependant que le sol de la France se rouvrît pour tous ses enfants. Tenter ce rapprochement universel, telle était la véritable difficulté du moment. Le premier consul fit faire le premier pas à cette œuvre de réconciliation et d'oubli. Plus tard, lorsqu'il eut mis la couronne sur sa tête et qu'il eut

fait de son règne une époque gigantesque de gloire, l'empereur rapprocha avec plus de succès encore des hommes que la révolution semblait vouloir séparer à jamais. Son gouvernement se trouvait dans les conditions les plus favorables pour amener la réconciliation : c'était au milieu du temple de la Gloire qu'il ménageait les entrevues aux partis ennemis. Ceux-ci s'y réconciliaient avec d'autant moins de répugnance que les splendeurs de l'endroit écrasaient tous les amours-propres. Il n'appartenait donc qu'à un régime glorieux de pouvoir réunir des hommes si divisés entre eux : Napoléon seul pouvait se permettre une cour composée de gentilshommes de l'ancien régime, devenus ses chambellans, et de jacobins convertis portant couronne de comte. Un gouvernement libre eût vainement tenté un pareil rapprochement : les opinions politiques qui peuvent parler ne se réconcilient jamais. C'est en les faisant taire que l'empereur peut accomplir son œuvre vraiment sociale. Ainsi, au lendemain d'une révolution qui s'est servie de l'échafaud, de l'exil, qui a tracé dans les rangs humains une ligne de démarcation profonde, Napoléon a l'étonnant bonheur de rendre des Français à la France, des enfants à la patrie, et de remettre toute l'âme du pays dans le corps

de la civilisation moderne. Le gouvernement impérial n'a certainement pas éteint à jamais nos haines politiques, mais il a eu la force de modérer leur première rencontre sur le terrain encore frais de la révolution ; il leur a donné une trêve de quinze ans, et, le premier, Napoléon a commencé l'œuvre de la réconciliation politique qu'achèveront plus tard ces deux maîtres encore plus puissants que lui : Dieu et le temps!

Il était dans la mission de l'homme qui reconstituait le pouvoir, et qui faisait rentrer les hommes dans un sentiment d'union et d'oubli, de relever la religion, fondement de tout pouvoir et lien de toute société. La révolution avait été logique : ne voulant plus de maîtres, elle avait même chassé celui qui est dans le ciel. Cependant, dès que la tourmente humaine se fut calmée, on vit la religion catholique reparaître peu à peu, comme un arc-en-ciel qui s'aventure au bord d'un horizon encore noir de tempêtes. Elle attendait, pour se montrer tout à fait, qu'un pouvoir fort l'abritât contre de nouvelles persécutions. La main qui avait fermé les clubs pouvait seule rouvrir les églises. Le catholicisme rentra en France dans les termes d'une solennelle consécration : un concordat fut signé entre le pape et le premier consul.

La France reprit avec une pieuse allégresse son culte antique; elle revenait à toutes ses traditions religieuses; elle se remettait à la file de toutes les générations passées; elle se rapatriait avec un sol tout peuplé de tombes chrétiennes. Les peuples qui avaient vu passer et tomber tant de choses en si peu de temps durent éprouver un véritable bonheur à revenir s'agenouiller au fond des immuables sanctuaires. Les premiers bruits de la révolution ne réveillèrent pas plus puissamment le cœur des villes que les premières voix des cloches des cathédrales qui, après de longues années d'un lugubre silence, faisaient tout à coup éclater dans les airs l'*Alleluia* de la résurrection des églises! Jamais le paysan, accoudé sur sa charrue, n'avait regardé les ruines du château féodal avec cette joie que lui faisait éprouver la flèche restaurée de son clocher, où Dieu était revenu sous l'image d'une croix longtemps absente! C'est qu'au fond, les plus belles libertés, les plus beaux gouvernements ne représentent aux hommes que des choses passagères, tandis que l'âme humaine trouve dans le sentiment religieux tout un monde éternel qui contient ses souvenirs du berceau, ses fêtes de l'enfance, ses fatigues de l'âge mûr, et qui étend derrière la vie je ne sais quel lointain qui inspire

à l'homme ses plus rêveuses en même temps que ses plus saintes pensées!

Au moment même où Bonaparte rétablissait la religion catholique, Chateaubriand faisait paraître son *Génie du Christianisme*. Il y avait dans cette coïncidence quelque chose de providentiel; un grand écrivain venait en aide au premier consul : le livre étayait le fait. Chateaubriand se garda bien de peindre le christianisme avec les couleurs sombres, inexorables, de cette foi qui avait, aux siècles précédents, fait lever des générations entières de fanatiques; mais il en racontait la morale sublime de consolation à une société qui sortait de passer par les plus rudes épreuves. Le christianisme a cela de divin qu'il est salutaire au cœur des peuples, à quelque degré de civilisation qu'ils se trouvent : il épouvante les hordes barbares; il console les nations malades. Chateaubriand faisait revenir la religion, au sein d'une société convalescente, sous les teintes douces et mélancoliques de la poésie. Le livre du *Génie du Christianisme* avait une ombre de tristesse qui s'élevait d'un abîme à moitié fermé; il avait en même temps des paroles de force et de vie qui plaisaient à une génération qui recommençait son existence sociale sur le bord d'un avenir encore inquiet et inconnu.

Après avoir relevé ces deux colonnes de l'édifice, le pouvoir et la religion, le premier consul s'occupa de vivifier l'œuvre. Il reconstitua l'Université et régla à tous ses degrés l'instruction publique, cette mère de l'avenir. Il créa la Banque de France, vaste réservoir du crédit public. L'assemblée constituante avait déchiré la carte géographique de l'ancien régime et mis la France en départements. Les années de désordre qui suivirent cette nouvelle délimitation avaient fait de toutes les administrations autant de foyers d'anarchie, que Bonaparte détruisit en les transformant en préfectures et en arrondissements communaux. C'est de ce moment que commencent à fonctionner les rouages si divers de cette administration française, forte, savante, régulière, que le temps n'a fait que fortifier. Elle reste debout à côté de la chute de l'empire et de deux monarchies, survivant aussi bien à celui qui l'a créée qu'à ceux qui l'ont employée. Le lendemain d'une révolution qui emporte un roi, une charte, des institutions politiques, elle se remet à fonctionner comme de coutume, et, si j'ose m'exprimer ainsi, elle continue à faire le ménage de la France, plus occupée des soins à donner à la maison que troublée du départ de son ancien maître et de l'arrivée du

nouveau. C'est grâce à cette puissante et robuste administration que la France a pu traverser quelques interrègnes sans tomber dans le désordre des affaires et la désorganisation.

Les cinq années du consulat avaient remis sur pied la société française. Elle s'était relevée sous la certitude d'un lendemain, avec toute sa physionomie élégante et spirituelle. Les femmes et les salons, deux puissances charmantes, avaient repris leur empire sur le monde parisien. A qui serait venu demander des nouvelles de la France, on aurait pu faire cette réponse rassurante : On y cause. Deux femmes se partageaient l'influence de l'esprit; l'une, dans les sphères du pouvoir, l'autre, dans le domaine des lettres. Joséphine réunissait et attirait autour d'elle les généraux, compagnons de gloire de son mari; les savants, ses collègues de l'Institut; les artistes, et une foule d'hommes et de femmes jeunes et frivoles. Bonaparte reconstituait la société; Joséphine lui donnait des fêtes; l'un gouvernait, l'autre charmait. Madame de Staël avait ouvert son salon, où se rendaient des hommes avides d'écouter sa conversation spirituelle et véhémente. Alarmée tout à coup du pouvoir absolu dont le premier consul s'était emparé, elle se mit à parler de la liberté à ses amis, comme

une Romaine du temps de César en aurait entretenu un groupe de Romains consternés. Un ordre d'exil arrêta court cette guerre de paroles brûlantes, qui, du reste, avaient jeté un germe dans l'âme de quelques auditeurs de madame de Staël, futurs libéraux de la restauration.

Bonaparte ne pouvait tarder de mettre son véritable nom sur la situation, car l'œuvre de réédification sociale qu'il avait déjà faite s'était accomplie sous la seule force de son autorité, et elle découlait beaucoup plus d'un système de gouvernement monarchique que républicain. Établir la forme monarchique sous le nom d'empire, c'était rendre naturel et vrai un ordre de choses au milieu duquel la république n'avait plus le moindre sens. Et puis, comme je l'ai dit plus haut, le pouvoir qui restait accolé à la forme républicaine gardait, dans un tel voisinage, quelque chose de trop mobile et de trop incertain : Bonaparte méritait bien d'avoir un lendemain assuré. D'un autre côté, le chef de la famille des Bourbons redemandait au premier consul un trône qu'il n'oserait plus réclamer à un empereur. Joséphine elle-même trahissait, jusque sous les yeux de son mari, un timide intérêt pour la famille exilée. Je ne sais si je vois ici la raison, jamais

l'excuse, du meurtre du duc d'Enghein. Le premier consul, irrité sans cesse des démarches et même des prières qu'on lui adressait en faveur des Bourbons, voulut mettre entre eux et lui une barrière horrible, insurmontable; ce fut le cadavre percé de balles du jeune duc d'Enghien.

La France vota l'empire. Elle le fit avec un empressement mêlé d'une certaine anxiété. Où maintenant va la conduire l'homme qui vient de faire un pas aussi immense? A quels prodiges nouveaux va-t-il consacrer les forces et le sang du pays? Ne faut-il pas que le nom de Bonaparte soit largement éclipsé par le nom de Napoléon, comme l'étoile du matin est engloutie dans les rayons du soleil? Si le nouvel empereur ne fait plus la guerre, il donne à penser qu'il a pris sa retraite avec un grade supérieur. S'il fait la guerre, elle recommencera avec des proportions gigantesques, car tous les souverains de l'Europe auront désormais à batailler avec un égal. Napoléon maintint la paix. Mais l'Angleterre ne tarda pas à remettre le monde sur un champ de bataille; elle souffla à l'Autriche le prétexte de la rupture. Napoléon accepta la guerre avec une joie qui avait quelque chose de formidable: il avait à prouver à la France et à l'Europe que l'empereur n'était pas inférieur au

général dans l'art des combats, ni moins heureux dans les hasards de la fortune. Austerlitz, la plus belle, la plus grande et la plus savante bataille des temps modernes, mit Napoléon au-dessus de son ancienne réputation militaire. Les empereurs de Russie et d'Autriche, en personne, s'étaient mesurés avec lui sur ce vaste champ de bataille, où l'empire du monde devait se ramasser, ce jour-là, sous les pieds d'un million de combattants.

Ici, Napoléon est à l'apogée de sa grandeur. Empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la Confédération germanique, à l'image de son prédécesseur Charlemagne, Napoléon tient dans sa main le globe du monde ; il le tient si haut que Dieu seul peut le lui reprendre. Toute fortune humaine qui atteint un tel degré d'élévation trouve dans sa hauteur même la première raison de sa chute: il existe dans les choses de ce bas-monde un niveau que les hommes les plus grands ne peuvent dépasser que pour une heure, tant leur élévation extraordinaire courrouce l'abaissement universel. Mais c'est Napoléon lui-même qui portera le premier coup à sa fortune colossale; il sera le plus cruel ennemi de sa propre grandeur, parce qu'il sera l'homme le plus décidé à ne vouloir lui voir aucunes bornes. Il se perdra de lui-même dans

l'immensité de son ambition. Tel est le caractère de cet homme prodigieux, qu'il ne va pouvoir jamais s'arrêter; sa marche, tout à coup aveugle et sans frein, finira par le conduire aux jours des revers et de la chute, et ce sera moins l'étoile de Bonaparte que le soleil de Napoléon qui, dans quelques années, ira s'éteindre derrière les rochers de la petite île de Sainte-Hélène.... En attendant ce jour encore voilé par une gloire immense, l'empereur fait de son règne une époque ineffaçable dans l'histoire. Il couvre Paris de monuments utiles ou gigantesques. Il y laisse les traces d'un Romain et d'un administrateur: il y fait bâtir des arcs de triomphe et des marchés; il continue le Louvre et il ouvre des canaux.

Au milieu de cette période brillante de son règne, la société se réjouit et danse au bruit continuel des victoires. Les *Te Deum* ébranlent à tout instant les voûtes sonores des cathédrales de France. La liberté n'existe plus; mais la gloire console de tant de choses! Qui aurait songé à cette sévère et triste statue de la Liberté, reléguée pour l'heure dans les greniers de l'histoire, lorsqu'une foule de brillants uniformes éblouissaient les yeux et soulevaient les sympathies publiques, qui savaient que demain le sang allait les teindre

d'une pourpre glorieuse? Chaque chose a vite pris la taille régulière de l'époque: les meubles, les ornements, les pendules, les candélabres, affectent la ligne droite et correcte de l'antique. La fantaisie du jour reproduit des formes insipides à l'œil; mais le mauvais goût conserve de l'ampleur : c'est le genre pompeux, froid et guindé. Les toilettes des femmes ont une disgrâce mêlée d'une certaine correction. La mode crée des à-propos à l'adresse du maître; la fleur de laurier est la fleur de prédilection adoptée pour les coiffures. Les bijoux à la mode prennent de préférence les formes de pistolets, de sabres, de poignards: l'écrin d'une femme élégante devient un arsenal. Ce n'est pas la dernière fois que pour peindre, même très-brièvement, une époque, je ferai entrer dans le domaine de l'histoire le frivole compte-rendu des modes: le Temps sème de la même main l'utile et le futile dans les champs du progrès, comme le laboureur, dans la poignée de grains qu'il envoie au sillon, jette en même temps le froment et les milliers de fleurs qui égayent les épis.

La guerre n'avait pas tué le goût des lettres. La littérature de l'empire n'avait pas, il est vrai, cette fougue qu'elle conquerra plus tard, mais

elle possédait ce charme tempéré qui suffisait pleinement aux besoins de l'époque. On cultivait les lettres avec plus d'amour que de passion. Quoique protégés et comblés des bienfaits de l'empereur, les écrivains avaient l'air de chercher dans la littérature, plutôt un refuge qu'une carrière. Ils étaient de ceux que le bruit incessant de guerres et de victoires fatiguait. Quelques-uns nourrissaient en secret des idées libérales, et ils ne faisaient un détour dans les genres légers que pour n'avoir pas à se trouver face à face avec la liberté. C'est dans la tragédie que la littérature de l'empire offre son plus réel et son plus solide titre à la postérité. Ce genre sévère, triomphal et romain, avait une ressemblance parfaite avec la période impériale. Il y domine beaucoup plus qu'à toute autre époque : c'est le règne de Talma. Chose curieuse! au moment où notre pays se couvre de trophées militaires et fourmille de héros, la poésie devient pastorale et élégiaque : Campenon écrit son poëme de la *Maison des Champs ;* Millevoie et Soumet composent leurs premières élégies. On eût dit que la poésie fuyait avec intention ces vastes plaines rouges de sang humain, d'où étaient datés les immortels bulletins de nos victoires. Aucun grand poëte ne paraît, sous l'empire, pour chanter ses

grandeurs militaires; la poésie a besoin d'attendre que le voile du passé soit tombé sur les figures de l'histoire pour les peindre : l'imagination voit mieux que les yeux. Les poëtes illustres qui de nos jours ont célébré l'épopée impériale appartiennent à une génération qui déjà est à distance de Napoléon. La peinture, au contraire, qui vit sur le fait, s'empara des sujets grandioses que fournissait l'histoire de l'empire, et elle les reproduisit dans des œuvres monumentales.

Dieu avait envoyé sur la terre l'homme dont je parcours timidement le règne, afin qu'il devînt la clef de voûte de l'édifice social du XIX[e] siècle. Il l'avait pris dans les camps et élevé par la guerre : le Dieu des armées aime à choisir ses rares envoyés parmi les hommes qui portent le glaive. C'était au bruit du canon, au son des trompettes, au milieu des nuages de poudre, que la Providence avait fait arriver Bonaparte, réorganisateur de la société moderne, comme jadis il fit marcher le législateur Moïse au milieu des foudres et des éclairs du Sinaï. Les peuples n'acceptent avec confiance que les lois qu'ils reçoivent avec tremblement. La mission de Napoléon était de sauver et de reconstituer la société française : il l'accomplit. Tant qu'il reste dans les voies de la Providence, il marche à pas

de géant; dès qu'il écoute sa fortune personnelle, il se méconnaît. Son ambition exagère tout à coup le but de sa mission, il se croit destiné à règner sur l'Europe entière. Dès qu'il commettra des fautes, elles seront immenses. Sa première faute est la guerre injuste qu'il déclare à l'Espagne. Pour la première fois il voit son bonheur militaire chanceler et s'arrêter devant l'héroïsme d'un peuple. Les nations apprennent qu'on peut lui résister. Cependant, le reste de l'Europe est tranquille. Les rois respirent. La paix semble enfin vouloir descendre sur un monde qu'elle n'a pas visité depuis vingt ans. Tout à coup un bruit formidable s'élève; l'empereur arme de nouveau; la plus nombreuse armée qui se soit jamais mise en mouvement en Europe s'ébranle et marche. La Russie, confinée au bout du monde européen, est la seule puissance continentale qui ne porte pas la marque de la domination française; elle refuse, en outre, de s'associer à Napoléon dans son entreprise de blocus poursuivie contre l'Angleterre. L'empereur, à la tête d'une armée de cinq cent mille hommes, s'avance et pénètre dans les immenses plaines du Nord.... Le monde entier sait comment il en est revenu... Il a vu sa fortune s'ensevelir sous les neiges, et y rester au milieu des monceaux de cadavres.

A partir de ce jour, un nuage se place sur son étoile; chaque pas qu'il fait en avant l'égare. C'est le propre des hommes qui ont fait une marche aussi extraordinaire que celle de Napoléon de ne souffrir d'obstacles pas plus devant leur génie que devant leurs erreurs : ils s'irritent autant contre ceux qui veulent arrêter leur élévation que contre ceux qui veulent les retenir dans leur chute. Qui sait? L'opinion libre du pays pouvait peut-être donner à l'empereur des conseils qui l'auraient sauvé au moment où il commettait les fautes qui le perdaient; mais comme il n'avait jamais voulu subir les inconvénients de la liberté, il ne pouvait pas tout d'un coup profiter de ses bénéfices.

Un an après les désastres de la campagne de Russie, la France lui offre une jeune génération de soldats pour recommencer sa fortune. Cette armée de conscrits remporte une grande victoire : Napoléon a retrouvé ses plus beaux jours. L'Allemagne militaire, savante, bourgeoise, qui avait pris les armes au cri de la liberté, va retomber de nouveau sous le joug français; l'Europe se revoit vaincue; l'empereur remet la main sur son rêve de monarchie universelle, lorsqu'un simple soldat de son armée, par un malentendu que la fatalité seule explique, fait sauter le pont de Leip-

sick et coupe la route à l'armée française, qui se trouve livrée à un ennemi supérieur en nombre qui l'écrase aux bords d'un fleuve sans passage. Il y a dans cet événement commis par une main obscure quelque chose qui laisse mieux voir la main du destin. La fatale rupture du pont de Leipsick disloque tous les plans de campagne de l'empereur ; elle donne à son armée, victorieuse le matin, l'aspect inattendu d'une armée en déroute. Les nations diverses qui combattent autour de Leipsick reprennent courage ; la trahison gagne les peuples alliés, et, quelques mois après, l'Europe coalisée est en France.... Ici, la scène change : l'heure du dénoûment approche. Ce sont les mêmes soldats français qui combattent, les mêmes généraux qui les commandent, et, pourtant, la campagne de 1814 ne ressemble en rien aux précédentes : on dirait que le sol de la France donne aux batailles une tout autre couleur. Les victoires sont inutiles ; les revers sont glorieux comme des victoires. Napoléon a beau concevoir les plans les mieux combinés, les exécuter avec sa vigueur des premiers jours, les réussir avec son bonheur de jeunesse, le côté de sa situation qui reste dans le nuage les frappe instantanément de mort. On aimerait presque mieux trouver Napoléon étendu

sans vie sur un coin du champ de bataille que de le voir se débattre inutilement dans ce vide immense que la destinée trace autour de ses derniers efforts. Enfin, l'homme de ce siècle tombe vaincu mais non fatigué. Les souverains alliés et leurs armées victorieuses entrent à Paris,

L'Europe entière est venue abattre jusque dans sa capitale le conquérant dont la puissance démesurée l'inquiétait ou l'écrasait sans cesse. Elle voulait moins subjuguer la France que vaincre Napoléon. La première pensée des souverains alliés avait été de venger leur orgueil national, et de remettre ensuite l'équilibre dans le monde en diminuant le poids trop grand qu'y faisait un seul homme. Si l'empereur eût voulu se laisser mettre dans des limites plus restreintes, l'Europe traitait avec lui ; mais il aima mieux tomber tout entier que de descendre à moitié. Si les Bourbons rentrent alors en France, ils doivent leur retour moins à la politique préconçue des cabinets européens qu'à une foule de circonstances qui militèrent en leur faveur. Lorsque Napoléon ne veut pas cédér, il place l'Europe dans la nécessité de le remplacer par les Bourbons. D'un autre côté, la France était physiquement épuisée en 1814 ; la masse de ses habitants voyait revenir la paix avec la

famille exilée : c'était moins un sentiment politique qu'un impérieux besoin de repos qui parlait chez tout le monde. Dans chaque maison, dans chaque chaumière, on pleurait la mort ou l'on regrettait l'absence d'un enfant. Dans les mêmes foyers où plus tard on collait religieusement l'image de l'empereur, sa chute rassurait les hommes et réjouissait les mères : la restauration a trouvé dans ce sentiment maternel un allié bien autrement puissant que l'empereur de Russie ou le roi de Prusse. Mais la raison qui surtout aida au retour des Bourbons tenait à l'état dans lequel vivaient les esprits, après quinze années d'un règne absolutiste et militaire. On avait fini par oublier les excès et les crimes de la liberté, et l'on ne songeait plus qu'aux charmes qu'elle aurait sous un gouvernement libéral. La France rassasiée de gloire demandait à goûter une pacifique indépendance. Les libéraux, qui voulaient un régime représentatif, et les royalistes, qui aspiraient à voir revenir leurs princes, s'entendaient sur le terrain d'une constitution nouvelle. Les royalistes demandaient un triomphe ; les libéraux, une charte ; la masse, un changement. Tous ces sentiments réunis formèrent un ensemble d'opinions qui décida les puissances étrangères, travaillées, du reste, par la

diplomatie de M. de Talleyrand, à rétablir les Bourbons sur le trône.

Je ne jetterai qu'un très-rapide coup d'œil sur l'aspect de Paris, à l'entrée des alliés dans la capitale. Je n'ai jamais trouvé beau le spectacle que les Parisiens enthousiasmés et reconnaissants donnèrent sur le passage de leurs troupes. Je veux bien croire que les hommes de cette époque furent ravis de voir ces armées conquérantes user si modérément de leur victoire ; mais il me semble qu'ils pouvaient témoigner leur reconnaissance avec plus de dignité. Les royalistes se livrèrent aux transports d'une joie qui n'était pas française. La cocarde blanche, qui revenait à leurs chapeaux d'une façon si inespérée, leur donnait une ivresse de mauvais goût. On vit leurs femmes danser dans le jardin des Tuileries avec les soldats de l'invasion. L'histoire, qui est la justice du lendemain, ne saurait trop châtier aujourd'hui la façon honteuse dont certains partisans des Bourbons poursuivirent la chute de Napoléon. Toutes les ignobles apostrophes qu'ils adressèrent à cet homme tombé ne le mettaient pas plus bas que sa destinée ne le faisait elle-même. Chateaubriand abaisse sa plume en écrivant sa fameuse et véhémente brochure : *De Buonaparte et des Bourbons*. Un journal sé-

rieux descend jusqu'à recueillir ce fait que l'empereur, toujours enclin au charlatanisme, de son vrai nom s'appelait *Nicolas,* mais qu'il l'avait troqué contre celui de Napoléon, qui était plus sonore. Quelle puissante machine de guerre inventée pour renverser Charlemagne! L'esprit de la réaction avait en un clin d'œil métamorphosé le maître de l'Europe en une chose petite, féroce, monstrueuse, qui fuyait sous le nom de l'*Ogre de Corse.* Je conçois la populace qui attache un câble à la colonne d'Austerlitz, s'attèle après et cherche vainement à la faire tomber dans le ruisseau de la rue de la Paix; cette vile multitude est la même que celle qui passait une corde au cou de la statue de Séjan, son idole d'hier, son jouet du lendemain, et qui traînait jusqu'au brasier l'airain pollué; elle se venge de son abjection sur les images tombées du maître. Les contemporains de Napoléon étaient encore trop près de son règne pour pouvoir en mesurer la hauteur.

Un an s'est passé. L'empereur revient de l'île d'Elbe. Il relève sur son chemin toute une armée qui ressaisit ses aigles avec transport; il est reçu par un peuple auquel il apparaît comme le vengeur de l'honneur national. Rentré à Paris, d'où s'enfuyait à son approche l'ombre à peine ébau-

chée d'un gouvernement constitutionnel, Napoléon donne l'*Acte additionnel,* qui doit faire circuler un peu de liberté dans le nouveau pouvoir qu'il reprend. Mais il faut qu'il aille entendre une seconde fois sa destinée se prononcer sur un champ de bataille. Il faut qu'il éprouve deux chutes pour tomber, comme si le colosse ne pouvait s'écrouler en une seule fois ! Sa destinée s'explique à Waterloo. Ce nom est passé dans les langues humaines comme le synonyme de la fatalité. Revenu à Paris, qu'il trouve prêt à résister à l'invasion nouvelle, Napoléon croit enfin à l'arrêt du destin qu'il vient d'entendre à Waterloo ; il abdique et passe sa fortune mutilée dans les mains débiles de son petit enfant. Rêve d'un jour ! Il part : il va se mettre sous la protection de l'Angleterre, et, quelques jours après, un vaisseau anglais fait filer le vaincu de l'Europe vers l'île de Sainte-Hélène.

Les armées étrangères entrent une seconde fois dans Paris. Mais le tableau ne représente plus cette joie, cet enthousiasme de l'année dernière. Paris a fait une résistance héroïque ; les Anglais et les Prussiens y arrivent la menace à la bouche. Si les Français respirent et se réjouissent de la seconde chute de l'empereur, ils savent au moins cacher ce sentiment à la face de l'étranger. Une année passée

avec le souvenir de la première invasion semble leur avoir appris à rougir de la seconde. Du reste, sous l'aspect silencieux et sombre des événements, chacun voyait arriver une paix plus durable qu'en 1814. Un symptôme l'annonçait : la Bourse monta. Ainsi finirent les *cent-jours*. Ce dernier effort, tenté avec un fracas tout militaire, donne à l'empereur Napoléon un règne de trois mois, amène le désastre de Waterloo, ces Thermopyles de sa fortune, et, comme s'il était écrit dans sa destinée que la défaite elle-même dût aussi concourir à son immortalité, sa dernière catastrophe lui compose le dénoûment le mieux fait pour frapper l'imagination des races futures ; sa chute le place sur le faîte lointain, inconnu, désert, d'un rocher de l'Océan !...

CHAPITRE VII.

DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AUX PREMIÈRES ANNÉES DE LA RESTAURATION.

DES troupes de toutes les nations de l'Europe affluèrent, en 1815, sur le territoire français, comme vers la fin d'un drame tous les acteurs se réunissent sur la scène pour activer le dénoûment. La France avait tenu, pendant les cent-jours, une conduite assez douteuse; elle n'avait pas plus empêché le départ de Louis XVIII que le retour de Napoléon : on eût dit que, stupéfaite ou impuissante au milieu de catastrophes si soudaines, elle ne voyait rien de mieux à faire que de laisser le hasard décider des événements. L'armée avait reçu Napoléon à bras ouverts ; les fidèles sujets du

roi avaient suivi Louis XVIII à Gand ; mais la masse des bonapartistes et des royalistes, qui ne savait trop sous quel maître elle serait demain, faisait taire des passions politiques dont les drapeaux se trouvaient compromis dans les mains du hasard. En attendant que les destins s'expliquassent, la société entière, livrée à de telles attentes, avait suspendu son existence régulière. Sous quel régime vivra-t-elle demain ? Est-ce l'empire ou la monarchie qui triomphera ? Est-ce César, est-ce Pompée qui rentrera vainqueur à Rome ? Qui sait si la France ne périra pas cette fois-ci sous les pas d'une nouvelle invasion ? Les gens sensés tremblent ; les hommes de parti se taisent : chacun attend que la décision des destins se fasse entendre: on sait comment ils parlèrent sur le champ de bataille de Waterloo.

Un an avant, la France avait accepté le retour des Bourbons comme un temps de repos marqué par la chute de l'empire et comme un gage de paix donné à l'Europe coalisée. Vingt-cinq ans séparaient déjà le pays d'une révolution qui avait été très-violente, et que l'empereur avait harassée en la promenant sur toutes les routes de la gloire. Un immense besoin se faisait sentir dans l'esprit public ; Napoléon avait en temps et lieu usé de la force pour réor-

ganiser la société, mais il fallait aujourd'hui que quelque chose la vivifiât : le corps était redressé; il attendait son âme. La liberté était cette âme. La restauration ne pouvait donc faire autrement que de donner un régime libéral à la France, car à propos de quoi aurait-elle succédé à un gouvernement despotique, si elle avait dû le continuer? Et puis, notre pays est ainsi fait, que rien ne le prépare mieux à la liberté que le despotisme, comme rien ne le mène plus vite au despotisme que la liberté. Il passe sans périr par des transitions qui tueraient les sociétés les plus solides : je suis tenté de croire que les nations inconstantes et légères comme la nôtre acquièrent, au contraire, une recrudescence de vie en passant de la liberté au despotisme et du despotisme à la liberté, parce qu'elles font là une chose qui convient à leur tempérament. Sur les derniers jours de son règne, Napoléon aurait voulu satisfaire le sentiment libéral du pays qu'il ne l'aurait pas pu : la main qui a été assez forte pour tenir le pouvoir absolu ne sait pas donner la liberté. Louis XVIII pouvait la donner à la France. Il octroya donc la Charte, acte constitutionnel qui rassurait les droits de tous les Français et qui réconciliait dans un gouvernement représentatif les royalistes et les libéraux, en

ôtant aux uns leurs rancunes et aux autres leur ombrage. Si, dès le premier jour, la Charte de 1814 avait pu devenir pour les uns et les autres un terrain de réconciliation sincère, la révolution se terminait de la manière la plus logique, la plus naturelle, par la loi. Louis XVIII, en donnant la Charte, avait été sincère; il était trop honnête homme pour signer un mensonge, et trop spirituel pour contracter un engagement ridicule. Quelques royalistes exaltés ne virent dans la Charte qu'un jouet jeté pour le quart d'heure à une fantaisie de l'opinion. Les royalistes sages la défendirent comme l'arche de salut de la restauration. Les libéraux l'accueillirent comme une garantie. Mais, au fond, la Charte ne fut pas acceptée par tout le monde comme elle devait l'être, sans arrière-pensée, avec une foi vive. Et rien ne divise plus les hommes qu'un acte destiné à les réconcilier, lorsque cet acte manque son but réel, parce qu'alors les opinions trouvent dans le pacte même qui devait les unir une perpétuelle occasion de se toucher, et, par conséquent, de se combattre. J'ai écrit dans ces quatre dernières lignes toute l'histoire des luttes politiques de la restauration.

Au moment où la famille des Bourbons remontait sur le trône, la pacification des esprits était

loin d'être faite. On n'en était plus à se battre; mais on faisait une chose qui ne valait guère mieux : on se souvenait. Un simple coup d'œil jeté sur la France de cette époque fait juger de l'état dans lequel se trouvaient les esprits. A côté du visage épanoui du royaliste heureux du retour de ses rois, se rencontre la figure morne et sombre du soldat de l'empire, qui rêve à ses aigles brisées dans la poussière. L'arrivée d'un seul émigré dans sa province suffit pour inquiéter une foule d'acquéreurs de biens nationaux. Les nobles parlent avec arrogance et mépris de l'usurpateur; les bonapartistes sèment le bruit que les nobles ramènent avec eux le rétablissement de la dîme, de la corvée et autres droits féodaux. Ici pérore l'insolence d'un vainqueur; là murmurent les méfiances d'un vaincu. L'esprit des gens varie selon les pays : l'opinion publique a ses zones. Paris a fait aux Bourbons un accueil cordial et réparateur; on y a redoré avec ardeur toutes les fleurs de lis. Les départements du Nord ont reçu les princes avec reconnaissance; ils ramenaient la paix et avec elle le commerce et l'industrie. Les provinces de l'Est baissent des yeux courroucés sur leur territoire encore couvert des traces de l'invasion. Le Midi s'enflamme de toutes les fureurs du roya-

lisme. Le pays n'a plus la guerre civile, mais il n'a pas encore la paix. Louis XVIII, à sa seconde rentrée, trouva la situation encore plus difficile qu'en 1814. Il était revenu la première fois pour réconcilier tous les Français ; mais il rentrait la seconde fois pour punir une rébellion militaire. En 1814, il était le médiateur entre la France et l'Europe ; en 1815, c'est à peine s'il est de taille à protéger la France contre les fureurs de l'Europe, irritée de la rupture de la paix. A peine rétabli sur le trône, il est forcé de sévir. Chacun sait le nom des victimes politiques dont le sang coula sur le seuil de la restauration. De leur côté, les passions royalistes du midi avaient profité du désordre qui suivit les cent-jours pour s'armer et pour commettre des massacres sur un grand nombre de Français compromis, tantôt sous le nom de protestants, tantôt sous celui de bonapartistes. Pendant ce temps-là, les étrangers dépeuplaient nos musées ; tous les monuments de nos conquêtes sortaient de France ; Rome perdait en un jour les dépouilles de l'univers. Les puissances alliées imposèrent en outre à la France un tribut de quinze cents millions : c'étaient les frais de déplacement qu'ils prélevaient sur des désastres inouïs dans l'histoire.

Louis XVIII, avec cet esprit de conduite qui le caractérisait, avait fini non par vaincre les difficultés de sa position, mais par les diriger très-habilement. Il avait à accomplir l'œuvre de la conciliation et surtout de l'oubli, car les passions du moment s'agitaient encore plus dans le passé qu'elles ne cherchaient à aborder l'avenir, et elles se combattaient encore plus avec leurs souvenirs qu'avec leurs espérances. Toute la politique de la restauration devait donc tendre à absoudre le passé, afin d'enlever à l'avenir toutes ses armes. Il est une chose que l'esprit sensé de Louis XVIII comprenait très-bien, mais que l'esprit arriéré de quelques royalistes ne voulait point admettre, c'est que la révolution avait été bonne à quelque chose. Le roi cherchait à régner sur elle, tandis que les ultrà-royalistes espéraient la châtier tôt ou tard. Ces derniers commirent une très-grande faute, celle de ne pas savoir pardonner. Une sorte d'animosité rétrospective les portait sans cesse à ranimer les tristes souvenirs. Certes, je suis loin de vouloir blâmer le sentiment pieux et lugubre qui faisait pleurer les royalistes à chaque anniversaire du 21 janvier; mais n'étaient-ce pas souvent des larmes d'apparat, qui avaient quelque chose d'impolitique et de provocateur adressé à

d'autres Français, qui sans nul doute auraient eu plus de remords si l'opinion royaliste avait tâché de leur laisser moins de haines? Et cependant, le royalisme avait trouvé la masse du pays dans les meilleures conditions du monde pour accepter la monarchie des Bourbons. La France avait été corrigée par la terreur, redressée par Napoléon, et elle ne demandait pas mieux que de devenir une nation sage. Elle avait sous les yeux un gouvernement nouveau qui répondait à ses besoins du moment; elle assistait à un spectacle curieux et neuf pour elle : elle écoutait naître ce régime parlementaire qui plus tard deviendra pour elle une véritable question d'existence. Deux tribunes venaient de s'ouvrir à l'éloquence si longtemps muette. Le pays avait tout de suite compris qu'il trouvait dans la discussion une issue pour sa parole, un foyer pour son intelligence, un théâtre pour son active curiosité. Rien ne pouvait mieux lui faire oublier qu'il avait vu tomber ses grands généraux que de voir surgir de grands orateurs. En dehors de la représentation parlementaire, la presse offrait aussi un tableau des plus mouvants. Une foule d'écrits parurent, inspirés par le nouvel ordre de choses. Chaque publiciste se mit à parcourir la Charte de haut en bas, sa lumière à la

main, et donna son avis sur le plus ou le moins de solidité de l'édifice. La société française ressemblait à une maison neuve où chacun éprouvait le besoin de dire comment il fallait mettre les choses en place.

Je ne sais trop si, à cette époque, la restauration ne se serait pas plus vite débarrassée de ce mouvement insolite des esprits en le laissant aller où bon lui semblait qu'en s'efforçant de l'arrêter. Il y avait dans cette fureur de dissertation politique quelque chose qui tenait à la nouveauté même de la situation ; le temps l'aurait fait taire. Mais le gouvernement s'alarma de tous ces écrits, et une loi sur la presse modéra le transport de l'esprit public. Quelques craintes de dangers matériels amenèrent ensuite la suspension de la liberté individuelle. Tandis que la restauration armait la loi contre ses ennemis, elle courait grand risque d'être emportée dans le torrent de zèle et d'amour que quelques royalistes exaltés faisaient monter jusqu'à elle. C'était au sein de la chambre de 1815 que le royalisme avait allumé son plus ardent foyer. Cette chambre avait inauguré le régime parlementaire, et elle manifestait des passions telles, que le judicieux Louis XVIII était obligé de dire tout haut qu'il ne fallait pas être plus royaliste que le roi. Rien ne fait

mieux connaître le tempérament des assemblées que les questions d'amnistie; la chambre de 1815 voulut s'opposer à l'amnistie trop générale accordée par le roi, à son second retour. L'opposition de quelques sages députés, dont le philosophe Royer-Collard fut l'organe, modéra la violence de cette assemblée. Les régicides furent exceptés de l'amnistie; tous furent bannis. Quelques généraux de l'empire eurent le même sort.

Il est évident que la restauration se trouvait forcée de se placer à la tête de son siècle, si elle ne voulait pas plus tard être abandonnée par lui. Mais il existait un parti rétrograde qui la poussait avec une extrême violence à se mettre en hostilité avec les idées libérales. La réaction que ce parti voulait tenter était facile à prévoir. Il y avait des hommes en France qui ne voyaient la légitimité en sûreté que dans les limites de l'ancien régime; ils regardaient en outre comme autant d'injures adressées au principe toutes les concessions faites par la Charte. A leurs yeux, l'ordre social n'avait pas le moins du monde l'air d'avoir été rétabli par Napoléon; ils en étaient encore à vouloir arracher la société des mains de Robespierre et de Marat. Cette ingratitude, qui ne voulait pas reconnaître l'œuvre réparatrice de l'empereur, a

causé le plus grand tort au gouvernement des Bourbons ; elle l'a forcé à refaire très-mal des choses que son prédécesseur avait très-bien édifiées. D'un autre côté, le temps et l'esprit du siècle avaient développé une activité que ne pouvaient pas saisir des hommes qui revenaient du passé. Cette activité, qui n'était rien moins que l'âme des sociétés nouvelles, effrayait tous les retardataires : rien n'épouvante plus que de voir marcher une chose dont on ne comprend pas le mouvement. Il résultait de ces divers sentiments que la réaction royaliste, aussi indignée des souvenirs du passé qu'inquiète des mystères de l'avenir, passait son temps à vouloir tuer une révolution qui était à des millions de lieues de ses mains.

Je reviens à dessein sur le caractère du parti royaliste exalté, parce qu'il a été la cause la plus considérable de la chute de la restauration. Les hommes qui le composaient étaient tous remarquablement honnêtes. Mais la plupart d'entre eux avaient plus de vertus que de lumières ; ils possédaient à un plus haut degré le sens moral que le sens politique. Ils arrivaient tous de l'émigration ou du fond de leur province, et ils se retrouvaient dans une société entièrement renou-

velée, au milieu de laquelle ils étaient reçus plutôt comme des hôtes très-respectables que comme d'anciens maîtres. A la tribune, dans les journaux, dans les livres, les députés et les écrivains remarquables du parti parlaient et écrivaient beaucoup plus en moralistes qu'en hommes politiques : aussi l'histoire doit-elle surtout les considérer aujourd'hui sous un point de vue purement philosophique. Napoléon avait fait de la France une grande nation; ces royalistes honnêtes et religieux voulaient en faire une grande famille. Dans leur esprit monarchique, le roi était un père. Tous leurs efforts tendaient donc à relever ces deux bases de la famille : la morale et la religion. Un rude penseur, M. de Bonald, s'était mis à la tête de cette vaste croisade du royalisme. Il commença par demander à la tribune l'abolition du divorce. Un de ses collègues, placé sous son inspiration directe, vint ensuite demander le rétablissement de l'autorité paternelle. L'idée était juste, grande et belle : reconstituer l'antique puissance du père dans chaque famille, n'était-ce pas ramener la société à son berceau; n'était-ce pas replonger dans les eaux limpides de la législation primitive une société souillée à la suite d'une longue civilisation; n'était-ce pas,

en outre, faire rentrer dans chaque maison française le principe de l'autorité monarchique, si intimement uni au principe de l'autorité paternelle? Quelque bonnes que fussent les intentions de M. de Bonald et des hommes de son parti, elles ne purent pas être plus fortes que le temps. La révolution était entrée dans toutes les familles; elle avait renversé les barrières du respect qui tenait les fils à distance du père; les enfants s'étaient mis à tutoyer leurs parents, et cette familiarité filtrait chaque jour du foyer domestique, comme d'une source cachée, pour se répandre dans le sein de la société et y vivifier le principe de l'égalité. C'était donc tenter l'impossible que de vouloir faire revenir la famille à ces temps primitifs où le chef étendait sur elle une main patriarcale. Le philosophe de Bonald voyait la société si malade, qu'il voulait l'envoyer respirer cet air pur et vivifiant qui court comme le premier souffle de Dieu sur le berceau du monde. Mais s'il était permis aux vieilles sociétés de pouvoir remonter se retremper dans leurs sources premières, elles ne mourraient jamais. Je place ici cette réflexion : qu'y a-t-il donc de si voisin de la vieillesse au fond de notre société, pour que deux hommes dont les noms vont frémir de se trouver

ensemble aient cherché à peu près le même moyen de rajeunir les peuples? Le grand-prêtre Robespierre, qui ramène le peuple français au culte de l'Être suprême à travers les vertes et jeunes images de la nature, ne marche-t-il pas vers un monde primitif, comme le philosophe chrétien de Bonald, qui veut reconduire la famille dans les bras de la création, sous la tente depuis si longtemps ployée d'Abraham et de Jacob? Deux médecins, jetés à une si grande distance l'un de l'autre et qui rêvent le même remède, ne semblent-ils pas attester combien le mal est immense?

L'opinion royaliste, qui avait écrit sur son drapeau et dans son cœur ces mots : *Dieu et le Roi*, ne pouvait manquer d'apporter à la cause de la religion son concours le plus actif. L'Église de France s'était régénérée par le martyre et dans les persécutions; la révolution lui avait enlevé tous ses riches habits d'or et l'avait laissée nue comme le divin Maître. Il y avait dans le dénûment de son clergé, au sortir de la terreur, quelque chose qui rappelait la pauvreté évangélique des premiers âges, et les peuples avaient besoin, après toutes les débauches des fêtes de la déesse Raison, de revoir la religion chrétienne dans toute son austérité et dans toute la grandeur de sa détresse. Le clergé,

en recouvrant alors ses antiques richesses, aurait caché trop tôt ses récentes cicatrices sous les pompes de la prospérité ; il eût acquis le bien-être au détriment de son auréole. Le premier consul avait rétabli le clergé français sur une base modeste ; il ne lui donnait que plus d'influence en agissant ainsi. La restauration trouva les églises ouvertes, mais pauvres. La chambre de 1815 voulut du premier coup rendre à l'Église tout ce qu'elle avait perdu en richesses, en honneurs et en prépondérance. Quelques députés ardents s'indignaient de la voir vivre des deniers de l'État, et, comme l'écrivait plus tard l'abbé de Lamennais, de la voir figurer au budget entre le chapitre des haras et les subventions de théâtre. Ces députés tentèrent donc de rendre au clergé son antique puissance, en lui rendant son immense fortune d'autrefois. Mais cette tentative en faveur du clergé français traînait derrière elle une grosse machine de guerre dont nous allons voir bien souvent jouer les ressorts. A Dieu ne plaise que je veuille blâmer les efforts qui se firent à cette époque pour raviver l'influence religieuse dans l'esprit du pays ! mais s'il est une chose au monde qui demande à être touchée avec une précaution extrême, c'est, sans contredit, la question religieuse. Si vous faites de

la religion un instrument politique, vous la livrez immédiatement aux passions politiques; elle n'est plus un sanctuaire, mais une arène. Où les hommes devraient faire la paix, ils retrouvent la guerre. La France n'est pas tant un pays livré à l'impiété que porté à des ombrages puérils en matière religieuse. Cette dernière disposition de l'esprit, en France, tient à la passion malentendue que nous avons pour la liberté de conscience. Un vieux levain de querelles religieuses fermente toujours chez nous; il reste encore dans certaines âmes quelque chose de la morose insubordination janséniste. Il n'est pas rare de voir chez nous des hommes très-honnêtes, très-sensés, devenir tout à coup des enfants terribles devant le moindre empiétement du pouvoir religieux. Le journal *le Constitutionnel* a, pendant les quinze années de la restauration, poussé cet esprit d'ombrage et d'emportement jusqu'à un ridicule qui, du reste, est devenu immortel. Un tel sentiment a sa source dans l'orgueil, qui est le vrai mal de notre siècle. Le christianisme cherche à le détruire; mais, hélas! l'orgueil ne se convertit jamais; il ne s'arrête qu'en tombant, et sa chute devient son premier et dernier acte de bon sens. Rien n'était donc plus contraire à l'intérêt de la religion catholique

que de vouloir la mêler à l'action politique qui s'engageait déjà, dès les premiers jours de la restauration. Du moment où la religion inquiète les esprits, elle ne les dirige plus. Les ardents défenseurs du culte ne pouvaient donc rien faire de plus nuisible au catholicisme que de vouloir en faire une force politique dans l'État. C'était un levier qui ne soulevait plus assez carrément la France, et qui menaçait de la jeter de côté en ne la soulevant qu'à moitié.

Je reviens à l'histoire des événements. Deux faits considérables avaient signalé les premières années du règne de Louis XVIII. Le premier était la fameuse ordonnance du 5 septembre 1816, qui prononçait la dissolution de la chambre de 1815. Le roi, justement alarmé des tendances ultra-royalistes de cette chambre, voulait demander au pays une nouvelle et moins ardente expression de sa pensée. Les royalistes exaltés bondirent comme frappés d'un coup mortel. A leurs yeux, la légitimité était perdue par le fait seul de l'ordonnance du 5 septembre. L'acte royal, selon eux, ouvrait la porte de la représentation au libéralisme, qui en battait déjà le seuil comme le flot menaçant de l'avenir. Les esprits modérés voyaient, au contraire, la restauration prendre sa route vé-

ritable, en évitant tous les écueils de la droite sans redouter les dangers de la gauche. Telle était aussi l'opinion de Louis XVIII, qui pensait sauver la monarchie légitime en la mettant sous l'égide d'une représentation plus conforme aux idées du pays. La pensée était juste; et, cependant, l'acte sensé du roi ne put sauver la monarchie. L'histoire n'offre rien de plus triste à contempler qu'un acte de sagesse inutile : la sagesse est une chose si rare parmi les hommes, que l'on est tenté de pleurer en la voyant quelquefois se briser plus vaine qu'une fumée aux pieds inflexibles de l'aveugle destin !,...

Le second événement qui changea la face de la situation morale du pays fut l'évacuation du territoire français par les troupes étrangères. La France allait enfin redevenir elle-même; elle voyait tomber de dessus ses nobles traits le masque de fer de l'invasion. De son côté, Louis XVIII n'avait eu de repos qu'il ne fût parvenu à payer à l'Europe les indemnités énormes imposées par les traités, et à avancer l'heure de la libération du territoire. Il ne devenait véritablement roi de France que sur un sol lavé de toute armée étrangère. Le duc de Richelieu, beau caractère de cette époque, ministre habile des Affaires étrangères, avait puissam-

ment contribué à obtenir de l'Europe, qui l'estimait, l'évacuation de la France ; il avait appelé à son aide l'amitié dont l'honorait l'empereur Alexandre, et l'heureux ministre eut l'éternel honneur de délivrer son pays des soldats étrangers, à une époque où il était tout aussi beau de les faire partir du sol français que de les vaincre.

Le départ des troupes alliées a vidé nos garnisons ; des récoltes abondantes ont effacé les traces pâles et maigres de deux années de disette : la paix et la prospérité sont revenues à la surface, mais la société française se divise de plus en plus en deux catégories bien distinctes : les royalistes et les libéraux. Ces deux partis vivent sous le même ordre de choses, comme deux fleuves sortis de sources, différentes et forcés de couler dans le même lit, s'entraînent l'un et l'autre sans jamais mêler leurs ondes. Ce contraste des esprits donne à la société de cette époque des couleurs plus vives et plus tranchées. Une révolution n'est pas à craindre, le repos n'est pas à espérer. Deux puissances actives, la tribune et la presse, viennent entretenir l'agitation. La France, qui faisait alors l'apprentissage du régime parlementaire et d'une polémique quotidienne, trouvait dans cette nouveauté un aliment plein d'une saveur âcre et enivrante.

La liberté, qui s'était débarbouillée de la fange démagogique et débarrassée des entraves de l'empire, voyait tout d'un coup s'ouvrir devant elle un horizon immense et presque inconnu. Jusqu'à ce jour, elle n'avait franchi que les abîmes de la révolution ; aujourd'hui elle pénétrait dans la terre promise. Une fois entrée au cœur du pays, la liberté ne pouvait pas plus y être inactive que la flamme dans le foyer. Mais elle ne faisait encore qu'une œuvre d'essai : sa tâche était toute d'examen. Malheur au gouvernement qui arrive à cette heure de l'histoire d'un peuple, parce qu'il faut qu'il tienne tête à la pensée de tout le monde ! La restauration vit donc ses premiers pas entourés d'un travail d'investigation politique considérable. Cette disposition de l'esprit public se traduisait par des luttes de tribunes, par des articles incessants de journaux, par une foule de livres et de brochures. La Charte était le pivot naturel de toutes les discussions ; elle faisait tourner bruyamment trois partis qu'il importe de signaler à cette heure.

Ces trois partis étaient les ultra-royalistes, les ministériels et les libéraux. Je cite tout de suite une expression tirée du langage de cette époque, qui peint parfaitement le caractère de toutes les discussions

politiques. La polémique libérale répétait invariablement ces deux mots : *la nation nouvelle*, qui lui servaient comme de terrain mystérieux pour soutenir la lutte. Les ultra-royalistes demandaient ironiquement aux libéraux ce que voulaient dire ces deux mots : *la nation nouvelle*, comme si quelque chose de plus nouveau que la restauration pouvait jamais espérer lui succéder. Les libéraux répétaient chaque jour ces deux mots magiques avec une très-grande solennité. Aux yeux des royalistes, cette nation nouvelle finissait par apparaître comme l'arrière-garde de la révolution. Aux yeux des libéraux, cette nation nouvelle était la première moisson qui commençait à verdir dans les sillons de la liberté. Placés à des points de vue si opposés, les deux partis en venaient aux mains avec une ardeur qui trahissait toute la jeunesse de la situation. Les libéraux engageaient les royalistes à se faire porter à l'hospice des *Incurables;* les royalistes, de leur côté, envoyaient les libéraux aux *Petites-Maisons*. Entre ces deux opinions extrêmes se plaçaient les ministériels, hommes modérés, royalistes constitutionnels, qui cherchaient à arrêter les ultras sur la pente d'une contre-révolution qui pouvait perdre la légitimité, et à modérer les libéraux qui, dans leur impatience, pou-

vaient rappeler la révolution. Dans leurs allées et venues d'un parti à un autre, les ministériels perdaient des forces précieuses : ils semaient le pouvoir entre les deux camps. Il existait bien encore un quatrième parti composé d'hommes remarquables, esprits roides et savants, que la polémique commençait à désigner sous le nom de *doctrinaires;* mais ces derniers formaient moins un parti qu'une secte politique; ils cherchaient plutôt à régenter qu'à gouverner. Du reste, encore très-peu nombreux, comme l'un de ces doctrinaires le disait, ils tenaient tous sur un canapé.

De son côté, la société française écoutait les discussions des partis avec ce vif intérêt qu'on accorde toujours, en France, aux gens qui se disputent. Elle se révélait de plus en plus avec le caractère que lui avaient donné le temps et la révolution; elle maintenait la monarchie légitime avec un sentiment de convenance, de bon goût, mais sans la moindre idolâtrie. Ce fut même un des travers d'esprit des royalistes, que d'avoir cherché à faire de la légitimité l'objet d'un culte d'amour pour tous les Français. Les hommes d'aujourd'hui subissent par raison leurs gouvernements, mais ils ne les aiment pas du tout. Jadis, la mo-

narchie absolue était entourée d'un mystère qui prêtait à l'adoration ; aujourd'hui, le pouvoir en est réduit à ce qu'il a de plus beau et de plus prosaïque à la fois : il n'est que nécessaire. La France ne reconnaissait la légitimité que comme un droit qui assurait tous ses droits. Du jour où la monarchie légitime ne lui donnera plus cette garantie, elle l'abandonnera sans pitié.

Le temps n'avait pas tardé à développer cette puissance de l'opinion qui, sous le nom d'*idées libérales*, va désormais harceler sans cesse le gouvernement des Bourbons, jusqu'à ce qu'il tombe autant sous les fautes qu'il commettra que sous les coups qu'on lui portera. Le libéralisme était en un clin d'œil devenu le véritable mouvement du siècle ; tout ce qui ne se mettait pas dans son élan était laissé comme mort. Les vétérans de la révolution se réchauffaient à ce feu du moment; les jeunes gens s'y brûlaient. Le libéralisme était un de ces mots complexes dans lesquels on pouvait faire entrer toutes les idées, un de ces mots attrayants avec lesquels on pouvait tenter toutes les passions. Un mot, en France, peut à lui seul dévorer tout le royaume. Le libéralisme était une étincelle infatigable, qui sautait dans toutes les imaginations jeunes, enthousiastes, turbulentes.

Il était une aspiration vers la liberté mêlée à un vague regret de nos dernières défaites; espoir et souvenir, il vivait avec l'avenir et avec le passé; il y avait dans l'élan libéral du bonapartisme coudoyant du républicanisme. Le poëte Bérenger célébrait cette alliance confuse dans des chansons où tantôt il chantait la liberté, et tantôt il pleurait la chute de l'empereur. La France éprouvait dans ce libéralisme un double sentiment, qui lui faisait regarder l'avenir pour y découvrir la liberté et contempler le passé pour y goûter encore je ne sais quel enthousiasme posthume et consolateur. Couchée sur un lit de repos, elle se retournait encore instinctivement sous la chaude impression du soleil de gloire qui venait de disparaître.

L'opinion libérale ne poussait pas le pays à une révolution immédiate; mais elle l'y préparait très-habilement. Les esprits à cette époque étaient plus remuants que rebelles, plus ombrageux que terribles; ils avaient encore plus de rancune que de colère. Mais le temps ne devait pas tarder à amener la véritable irritation. La société française en couvait les prétextes sous ce qu'on appelait alors les intérêts anciens et les intérêts nouveaux. Bientôt nous allons voir les royalistes rétrogrades prendre fait et cause pour les premiers, et les libéraux défen-

dre les seconds. Quand les uns voudront reconquérir un privilége, les autres chercheront à se fortifier dans un droit. La restauration était le premier champ de bataille libre que trouvaient les intérêts anciens et les intérêts nouveaux : on se souvient que Napoléon les avait tenus au silence pendant quinze ans. L'ancienne noblesse était rentrée en France avec les Bourbons pour tomber dans le droit commun. L'aristocratie, qui était revenue à la vie publique sous le nom de Chambre des Pairs, était moins un ordre privilégié qu'un rouage nouveau dans le gouvernement représentatif; elle n'existait que parce qu'elle servait à quelque chose. La noblesse était classée dans la catégorie des choses utiles; elle n'avait plus de priviléges oisifs. En dehors de son action à la chambre des pairs, l'aristocratie était une ombre. Du reste, à part quelques nobles de l'émigration, dont le temps faisait disparaître de jour en jour les têtes poudrées et les cheveux à ailes de pigeon, la masse de la jeune noblesse française acceptait les conséquences de la révolution de 1789. Si la noblesse avait perdu ses priviléges, elle s'était aussi débarrassée de ses préjugés : le préjugé est le plus lourd fardeau que puisse porter un noble esprit. Le siècle, qui tendait à l'uniformité des mœurs démo-

cratiques, allait offrir à l'aristocratie moins d'occasions d'apparat, mais plus de liberté; l'homme gagnait à cette situation nouvelle ce qu'y perdait le grand seigneur. Les habitudes devenaient moins exigeantes d'étiquette; les vêtements eux-mêmes devenaient plus commodes; l'individu semble mieux circuler dans une société démocratique. La jeune noblesse trouvait donc dans sa nouvelle existence quelques avantages qui la portaient à ne pas trop maudire le temps présent. Il y avait même, dans le libéralisme de l'époque, quelque chose de vif qui devait émoustiller certain côté généreux de la classe aristocratique : la liberté avait un souffle de vie qui pouvait rendre quelque service en s'introduisant dans les vieilles demeures du faubourg Saint-Germain.

Je remarque, en passant, que les hommes font plus vite que les femmes le sacrifice de leur supériorité nobiliaire. Le faubourg Saint-Germain, qui conserve encore aujourd'hui le caractère aristocratique, le doit bien plus aux femmes qu'aux hommes. Moins mêlées que leurs maris aux vicissitudes et aux exigences de la politique, les femmes restent mieux dans l'orthodoxie de la tradition noble. Elles possèdent en outre les qualités et les défauts qu'exige, pour se perpétuer,

l'esprit aristocratique : elles ont une sévérité de conduite qui constitue la véritable dignité; elles ont un fonds de domination et de vanité qui donne la véritable morgue. La noblesse est une vertu ou un ridicule, selon la façon dont on est noble; et rien en ce bas-monde n'est plus durable et plus fort qu'une chose qui inspire aux hommes de grands sentiments ou des petitesses.

CHAPITRE VIII.

DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AUX DERNIÈRES ANNÉES DE LA RESTAURATION.

Le gouvernement de la restauration n'avait qu'un parti à suivre, celui de s'accommoder de la France telle que l'avaient faite les idées et les mœurs nouvelles. Il faut prendre les gens comme ils sont, dit un proverbe fort sage. Les Bourbons avaient retrouvé sous leurs mains un pays actif et mobile; il s'agissait pour eux de savoir donner un cours à cette activité, un pivot à cette mobilité. Pour donner un cours à cette activité, il fallait ouvrir toutes les voies nouvelles réclamées par la civilisation, favoriser de grandes entreprises, forcer le pays à faire fortune pour

l'obliger à ne plus faire de révolution. Pour donner un pivot à cette mobilité, il fallait adapter franchement le pays sur le mécanisme du régime parlementaire, et ouvrir la tribune et la presse à cette foule de nouveaux ambitieux qui surgirent alors. La carrière politique, si facilement ouverte, eût bien vite vu tomber d'inexpérience et de fatigue tous ces faux talents, tous ces faux caractères qui ne reçoivent de l'importance que de la persécution. Je sais très-bien qu'un tel système faisait les affaires de la démocratie; mais la restauration n'avait-elle pas dans la chambre des pairs un auxiliaire aristocratique, puissant, éclairé, qui pouvait servir de contre-poids à la démocratie? Le gouvernement avait trouvé dans la chambre haute une force vraie et sensée. De tout temps, la noblesse française, amie des lettres et des arts, a servi la civilisation. Constituée en corps politique et délibératif, elle devait plutôt tendre à favoriser la liberté qu'à la détruire. Placée par son origine et ses prérogatives au sommet de nos institutions, la pairie avait la haute main sur les besoins comme sur les périls du pays. Étrangère à la démocratie, elle pouvait sans se compromettre l'aider dans ses justes aspirations. Pendant les premiers temps du règne de Louis XVIII, la chambre des pairs avait

souvent tempéré l'ardeur royaliste de la chambre des députés. Il appartenait au principe même de son institution d'avoir une très-grande sagesse et de modérer continuellement les hommes et les choses ; en politique, la modération, c'est la durée.

Mais tout à coup le fatal événement de l'assassinat du duc de Berri vint fournir au parti royaliste exalté le prétexte de demander des actes de rigueur extraordinaire. Le poignard de Louvel, disait le parti, était emmanché dans une idée libérale. Il n'était que temps d'anéantir la révolution ; et, protégé de l'ombre sanglante de l'auguste victime, le royalisme devait se hâter d'écraser le libéralisme. La réaction qui se fit alors jeta hors du ministère M. Decazes, ministre instigateur de l'ordonnance du 5 septembre, et qui, plus est, coupable d'une politique demi-libérale qui n'était plus de saison à cette heure. Par contrecoup, M. de Villèle monta à sa place dans les régions ministérielles.

En ce temps-là, mourut à Sainte-Hélène l'empereur Napoléon. Il expira au milieu d'un orage mêlé d'éclairs et de tonnerres, entendant peut-être les éléments déchaînés qui ébranlaient sa demeure jusque dans ses fondements : on eût dit que cet

appareil d'éclairs, de tonnerres et d'éléments en désordre annonçait quelque chose de redoutable et de surnaturel qui venait chercher l'âme de cet homme dont la destinée avait eu la rapidité de l'éclair, le fracas du tonnerre et la sublime grandeur d'une tempête!

Il devenait de plus en plus évident que sous le cours apparent des choses, il s'était établi un courant contraire qui se trahissait déjà par des frémissements à la surface. Après la révolution qui s'était faite en 1789 et qui avait été si radicale, il était naturel que la contre-révolution cherchât à être tout aussi radicale. C'est une loi du mouvement humain; l'action des uns sollicite la réaction des autres. S'il n'en avait pas toujours été ainsi, le monde n'aurait jamais eu d'histoire. M. de Bonald avait écrit : « La révolution française, qui a commencé par la déclaration des droits de l'homme, ne finira que par la déclaration des droits de Dieu. » La contre-révolution partait donc de l'esprit religieux, c'est-à-dire du point le plus opposé aux doctrines philosophiques du siècle dernier. Il s'était formé en France une ligue catholique, dans laquelle se trouvaient des hommes honnêtes, consciencieux, puissants, qui ne voyaient dans la révolution que l'avénement de

l'impiété, et qui voulaient ramener le peuple français à la foi catholique comme à la source de sa vie sociale. Parmi ces hommes, s'élevaient certains esprits absolutistes qui étaient persuadés que le joug religieux pouvait seul abattre l'orgueil de la nation nouvelle. Ces hauts chrétiens, connus sous le nom d'ultramontains, remontaient jusqu'au moyen âge et rentraient dans cette ville de Rome où vivait jadis ce pouvoir formidable qui excommuniait les rois et faisait trembler le monde, dès qu'il étendait sur lui la main d'un vieillard. Ils écoutaient déjà gronder toutes les foudres du Vatican au fond de leurs méditations austères. La puissance des rois, que la révolution avait si singulièrement abaissée, n'était plus capable de tenir en respect l'esprit de révolte des peuples. Le pape seul, armé de ce pouvoir divin que les siècles n'avaient pas encore pu courber, pouvait remettre le monde sous le joug de l'obéissance et de l'humilité. Son empire universel lui soumettait toutes les nations de la chrétienté, et rien ne paraissait moins chimérique que l'entreprise tentée par les ultramontains pour faire de la France et de l'Europe une vaste théocratie, où les rois ne seraient plus que les sujets couronnés du pontife romain. Deux grands écrivains, M. de Maistre et

l'abbé de Lamenais, servaient la cause de l'ultramontanisme. Ils ressuscitaient en plein XIXe siècle le sombre et despotique caractère des époques monacales. De Maistre flagellait la société sortie de la révolution avec une verve ironique étincelante de génie. De Lamenais l'anathématisait avec une hauteur de langage, mélange hardi de l'orgueil du prêtre et du courroux du catholique. Mais les livres de ces deux écrivains restaient dans les sommets de la société, tandis qu'il importait avant tout aux yeux du parti catholique de convertir la masse des Français.

Au sein même de ce parti existaient les hommes les mieux faits pour s'insinuer pleinement dans la nation. Ceux-ci n'écrivaient pas, mais ils agissaient. Unis d'intention avec le parti catholique, ils allaient faire de la propagande avec une habileté merveilleuse, mais avec une arrière-pensée de domination. Ils avaient déjà conquis une fois le monde en s'y faisant très-humbles et très-petits, et ils en rêvaient la nouvelle conquête par les mêmes moyens. Au siècle dernier, les jésuites avaient trouvé dans leur expulsion de France la punition de leur puissance démesurée. Depuis quelques années, ils y étaient rentrés inquiets et sondant un terrain effondré de toutes

parts. Ils avaient mis vingt ans pour le reconnaître. Napoléon ne les avait pas vus passer. Louis XVIII se souciait fort peu de les avoir pour hôtes dans son royaume; mais les ardents défenseurs de la religion catholique les recevaient avec effusion, comme les seuls vrais ouvriers de la foi. On mit donc l'œuvre religieuse entre leurs mains.

La presse libérale désigna tout de suite sous le nom de *congrégation* le parti catholique et ses alliés les jésuites. Ces derniers reparurent sous le nom de *Pères de la foi*. Ils ouvrirent quelques colléges. Les campagnes manquaient de prêtres; il importait de ne pas y laisser chômer les églises. Mais il était bon d'y envoyer des hommes doux et animés du simple esprit évangélique. Les peuples qui sortent d'une révolution sont comme les gens qui relèvent d'une maladie; ils demandent à être remués avec la plus grande précaution. Le contraire eut lieu. Les jésuites s'emparèrent des missions, qui tout à coup se mirent à sillonner la France. Les missionnaires étaient le corps d'évolution de l'armée catholique. Cette milice ardente, véhémente, parcourut les villes et les campagnes avec une fougue religieuse qui rappelait les beaux jours de la ligue, mais qui ne pouvait qu'irriter un pays si ombrageux en matière de religion. La

congrégation, qui comptait pourtant dans son sein des hommes instruits, des esprits habiles, avait le double malheur d'être un contre-sens et de marcher à contre-temps. Sa fausse position était la conséquence de ce faux système qui consistait à faire de la religion une machine de guerre pour remporter une victoire politique. Un tel système était le contre-pied le plus complet de l'esprit évangélique. Jésus-Christ n'a fait qu'une phrase politique : « Rendez à César ce qui est à César. » Il apprenait à ses disciples que sa doctrine n'avait rien à voir dans les affaires du siècle, et que retirée dans les pures sphères de la morale, elle n'avait pas à s'inquiéter de savoir si elle parlait à des Grecs ou à des Romains, mais à penser qu'elle moralisait des hommes. En rendant les hommes bons, le christianisme les rendait gouvernables; c'était par ce seul côté que sa religion avait à toucher aux gouvernements de la terre. Mais le parti catholique, qui était dirigé par quelques grands personnages politiques, quelques membres du haut clergé ambitieux et quelques caractères hypocrites, mêlait trop la fortune des Bourbons au triomphe des éternels principes conservateurs de l'ordre qui découlent des croyances religieuses. La foi n'était à ses yeux qu'une forteresse redou-

table du haut de laquelle il cherchait, non à convertir, mais à tuer l'esprit du siècle. Rien au monde ne peut tuer l'esprit d'un siècle, tandis que bien des choses savent le modifier.

Le parti congréganiste commettait une grave erreur, celle de croire que le sentiment religieux était mort en France. De tout temps, le peuple français a eu l'esprit religieux. La religion lui est plus nécessaire qu'à aucun autre peuple, parce que ses révolutions le font passer par beaucoup plus de misères et de souffrances. Après les lugubres et horribles catastrophes de 93, le sentiment religieux dut prendre cette teinte mélancolique, grave, tempérée, qui est particulière à tout ce qui se relève d'une grande douleur. Méconnaître ce caractère de l'esprit religieux, c'était s'exposer à le persécuter. Les peuples barbares s'agenouillent devant les flamboyantes images de l'enfer; la foi leur arrive dans une impression de terreur. Tout ce qui est ignorant tremble : les ténèbres sont le véritable domaine de la peur. Les nations qui commençent à s'éclairer se livrent avec ferveur au mysticisme; ce vague rayon, qui perce leur intelligence, facilite toutes ces visions mystiques qui prennent les formes de ces étranges figures célestes qu'on voit dans leurs tableaux, traînant

des pieds effilés dans des fonds d'azur. Mais les sociétés civilisées, qui se courbent déjà sous le fardeau des sciences, de l'esprit et de la vie sociale, demandent à la religion le repos et le baume, comme des pèlerins qui ont déjà fait une bien longue route. Le christianisme n'a plus à effrayer, mais à consoler de telles sociétés. Tout ce qui a vécu a contracté une souffrance, et la religion est sœur de toute souffrance.

Ce n'était qu'en tenant un compte exact du nouveau sentiment religieux que les révolutions avaient fait naître en France, que les défenseurs de la foi pouvaient y servir le catholicisme. Comme ils s'étaient trompés d'époque, ils devaient aussi se tromper de méthode. Les ultramontains tonnaient contre l'orgueil du siècle, et ne pouvaient que l'irriter avec ce continuel bruit de chaînes qu'ils faisaient arriver de Rome. Les dévots criaient contre l'impiété et les scandales du jour; ils accusaient la France d'irréligion, ne se doutant pas que le christianisme s'était simplement détourné de leurs prie-Dieu pour rentrer plus sérieusement que jamais dans tous les cœurs. Les missionnaires parcouraient les départements, prêchant de préférence sur les flammes de l'enfer, les supplices éternels et les formidables colères du

Tout-Puissant. Telles durent être les premières prédications dont retentirent les sombres forêts des Gaules, lorsque les hordes des Francs écoutaient la parole évangélique, les uns adossés aux troncs séculaires des chênes ou appuyés sur leurs longues javelines, et les autres couchés sur la mousse. Cette campagne vigoureuse faite en faveur de la religion ne put que l'amoindrir dans l'esprit des Français. Forcer les hommes à entrer dans les églises, c'est les décider à passer à côté. Bien des gens à cette époque se mirent à rire comme Voltaire, dans l'unique but de tourmenter le pa rticongréganiste et de lui faire croire que tout l'enfer philosophique se rouvrait sous ses pas.

Les outrages commis sur la religion avaient été si violents qu'il semblait nécessaire que l'œuvre réparatrice fût aussi violente que les outrages. On croit souvent que la violence du bien répare la violence du mal. C'est une erreur. Le bien y perd tout ce que le mal y avait gagné. Tous les avantages politiques que l'on voulait retirer du triomphe de la religion catholique imprimaient à l'œuvre du parti congréganiste une passion tout humaine qui abaissait le but. Donner la même route à la religion qu'à la politique, c'était les destiner l'une et l'autre à tomber au même endroit. Rien n'était

mieux fait pour irriter le bon sens national qu'une telle alliance entre la foi catholique et l'ardeur royaliste. S'il est un moment où il importe de bien séparer le spirituel du temporel, c'est aux époques comme celle de la restauration. Une nation qui se remue jusqu'à la lassitude au milieu des querelles politiques demande à trouver un coin de son existence où elle puisse les oublier un moment. Ce coin ménagé pour l'oubli des choses terrestres, c'est la religion. Si l'on y fait entrer la politique, où trouver le repos?

La guerre d'Espagne, à laquelle le parti cathoque convia, pour ainsi dire, le gouvernement, fut la conséquence de cette alliance du zèle religieux avec les intérêts politiques. L'Europe donnait alors un bien singulier spectacle. La France était rentrée dans l'ordre et les autres peuples faisaient des révolutions : on eût dit que le mouvement révolutionnaire arrêté au centre se reproduisait à la circonférence, pour ne pas tomber dans un indigne repos. L'Espagne avait eu son élan constitutionnel; voisin de la France, il était contagieux et intempestif; fait contre un Bourbon, il éveillait la solidarité de tous les Bourbons. Une armée française passa les Pyrénées. Le gouvernement l'envoyait pour délivrer Ferdinand VII; mais

le parti congréganiste se glissait derrière l'expédition, pour maintenir en Espagne le pouvoir monacal. Le maintenir au delà des Pyrénées, c'était presque le rétablir en deçà. Cette guerre eut un bon côté, car elle montra à l'Europe que sous le drapeau blanc marchaient encore les soldats de Marengo et d'Austerlitz.

Louis XVIII, dévoré d'infirmités, ne régnait plus que de nom, et laissait peu à peu s'en aller les rênes du gouvernement dans les mains de son frère, le comte d'Artois. Le roi qui avait donné la Charte prévoyait toutes les tortures que son successeur allait faire subir à son œuvre après sa mort; son esprit judicieux s'en alarmait en silence. Mais Dieu le récompensa de sa sagesse, en le faisant mourir au milieu d'un repos général. Louis XVIII, esprit sagace, caractère tempérant, eut une fin digne de sa rectitude d'esprit et de sa modération; il est le seul roi de France qui, depuis Louis XV, soit mort dans son lit, aux Tuileries, sous le ciel de la patrie, au sein de son royaume, comme un excellent maître au milieu de son domaine florissant.

Charles X monta sur le trône avec des engagements pris à l'avance. Le roi de France avait à s'acquitter des dettes de parti contractées par le comte d'Artois. Rien n'est plus anormal que la si-

tuation d'un souverain obligé d'être d'un parti quelconque, parce qu'il sacrifie toujours son peuple à quelques hommes; il néglige l'ensemble pour le détail. Le nouveau roi avait un caractère parfaitement fait pour précipiter les choses; il était ardent et aveugle. Sa loyauté naturelle le faisait, en outre, l'esclave consciencieux de la cause qu'il avait promis de servir. Cette loyauté, mêlée à un grand sentiment de piété, allait le porter, sans hésitation comme sans remords, aux actes les plus extrêmes, sûr qu'il était de s'y retrouver avec sa foi de chrétien et son honneur de roi. Jamais souverain ne fit plus de mal avec plus de droiture; jamais homme ne crut mieux servir, en les perdant, les intérêts de la religion et de la monarchie. Charles X, qui n'avait jamais compris l'esprit de son siècle, le redoutait. Il avait la conviction profonde que la France était tombée, en 1789, de sa base monarchique et religieuse; tous ses efforts tendaient à l'y remettre. Ramener la France à son passé comme vers son abri naturel, telle fut la pensée constante de son règne. Il rêvait le bonheur de son peuple à un siècle de distance de son époque.

L'avénement de Charles X réjouit le cœur de tous les hommes qui avaient commencé la contre-révolution. Le ciel se remplissait des plus favora-

bles augures. Le parti catholique voyait la victoire assurée sous un roi pieux et déterminé à faire triompher la cause. Les royalistes exaltés baisaient déjà les pas d'un nouveau Louis XIV, qui allait se jeter, le fouet à la main, au milieu des articles constitutionnels de la Charte. Le règne de Charles X avait l'air de tout leur accorder d'avance. Mais plus le champ allait devenir libre pour leurs manœuvres, plus il allait aussi leur offrir d'occasions pour s'y perdre.

Un ministre devenu depuis très-célèbre, M. de Villèle, était passé d'un règne sur l'autre, pour continuer l'œuvre qu'il essayait sur la restauration. M. de Villèle avait plutôt les qualités d'un homme d'affaires que le génie d'un homme d'État. Il avait plus de subtilité que de profondeur dans l'esprit. Doué d'un caractère fin, habile, à la fois soumis et entêté, il avait tout ce qu'il fallait pour conquérir un ascendant sur les assemblées parlementaires. Ce genre de mérite si nouveau à cette époque, et si précieux en raison même de sa nouveauté, permit à ce ministre de mener les chambres françaises à son gré, pendant une période de sept ans. Mais sa politique faisait les choses avec plus de finesse que de grandeur. Du reste, M. de Villèle n'était pas très-libre de ses mouvements : il tenait par des fils

cachés au parti congréganiste. Sa position gênée en secret se trahissait par des mesures intempestives ou incomplètes. Les actes de M. de Villèle avaient toujours l'air d'être des coups d'essai, comme si le fond de son caractère avait été la témérité. Il servait les vues du parti exalté pour rester au pouvoir, et peut-être aussi avec l'espoir qu'il parviendrait à tromper ses fureurs; mais le fanatisme est la seule chose qui ne cède pas à l'habileté, parce que sa violence le tient sans cesse en garde contre toute espèce de manœuvre. La restauration avait trouvé dans M. de Villèle un ministre remarquable, qui avait toutes les ressources d'esprit nécessaires pour la sauver, mais qui, forcé de se jeter dans le courant violent de son époque, fit servir à la perte des Bourbons toutes les qualités précieuses qu'il avait pour assurer le salut de leur dynastie.

J'ai laissé en arrière deux faits qui ont signalé la fin du règne de Louis XVIII, et sur lesquels je reviens pour reprendre le cours des événements. La conversion des rentes, vainement proposée par M. de Villèle à la chambre des pairs, avait tout à coup jeté le pays dans une vive inquiétude. Il y avait danger et maladresse à faire sonner une aussi grosse question d'argent à un moment où la France faisait les plus louables efforts pour

sortir de la situation critique où l'invasion l'avait mise et pour reprendre le cours encore très-incertain de sa prospérité. Le second fait fut la disgrâce de M. de Chateaubriand et son renvoi du ministère. Tout le monde vit la main de M. de Villèle dans cet événement. Chateaubriand personnifiait l'époque; il en reproduisait avec éclat les qualités et les défauts. Brillant et mobile, il servait en même temps la cause royaliste et l'esprit du siècle. Son royalisme était armé de pied en cap d'une idée libérale. Son but politique était de marier la monarchie légitime avec la Charte : c'était la pensée qui dominait alors dans la masse des esprits. Les ultra-royalistes lui reprochaient ses alliances avec la liberté ; sa foi politique n'était à leurs yeux qu'un royalisme de fantaisie. Chateaubriand cherchait avec une certaine pompe d'attitude et de langage à réconcilier le passé et le présent. L'auteur de *la Monarchie selon la Charte* proposait cette réconciliation avec une grandeur de style et de paroles qui captivait les jeunes esprits. Tantôt écrivain, tantôt orateur, il était journellement en contact avec la pensée publique. Les hommes très-sérieux découvraient bien en lui des manques assez fréquents de logique; mais les choses d'un bon sens absolu ne

sont pas celles qui réussissent le mieux en France. Je dirai même que nous n'aimons pas outre mesure les choses d'une logique irréprochable, parce qu'elles ne laissent rien à redire. Chateaubriand avait compris le vrai caractère de son pays, plus facile à impressionner qu'à convaincre, plus avide d'une émotion que d'une solution, plus enthousiaste que sérieux. Aussi cherchait-il beaucoup plus à émerveiller qu'à fixer son époque, à lui donner un sentiment qu'une conviction, et à faire triompher la cause des Bourbons dans le cœur que dans la raison des Français.

M. de Chateaubriand avait une manière de traiter les choses au grand jour qui ne pouvait convenir au système souterrain et hypocrite qui allait bientôt dominer dans les régions du gouvernement. Quelque chose de rusé, de ténébreux et d'infatigable commençait à enlacer insensiblement la France. Le parti qui n'avait pu conquérir en masse l'esprit religieux du pays allait tenter de le fausser sourdement en détail. Les moyens ne lui manquaient pas pour arriver à ses fins; il disposait des places, des honneurs, des distinctions et même du repos des foyers. Un gouvernement occulte travaillait sous le gouvernement apparent. Grâce à ses efforts, on vit se produire

une chose inouïe dans notre pays si franc, si ouvert ; la bigoterie devint une puissance : l'hypocrisie constitua l'histoire de cette époque. On était tout à coup bigot par calcul, par ambition, par prudence. Paraître dévot était un moyen d'arriver aux emplois et même de se mettre à l'abri. Le parti de la congrégation voyait avec joie se faire de nombreuses conversions d'une sincérité plus que contestable. Les rouages de toutes les administrations n'étaient confiés qu'à des mains qui certifiaient d'un signe de croix. La propagande tenait les hauts emplois, peuplait les administrations inférieures, comptait une centaine de députés pour accolytes, gouvernait la cour, tenait quelques chefs militaires courbés sur un prie-Dieu, et adossait habilement les sacristies contre les casernes. Son pouvoir occulte ne tarda pas à se trouver en face du carbonarisme, société secrète qui allait également se servir des ténèbres pour arriver à son but. On sait comment plus tard l'un tua l'autre. La domination cléricale arma en outre la chose du monde qui lui était la plus opposée et la plus hostile, l'esprit militaire. Jamais les conspirations militaires ne furent plus fréquentes qu'à cette époque. Tous les hommes que la restauration fit guillotiner ou fusiller portaient épaulettes.

On conçoit facilement que M. de Chateaubriand, qui dans son *Génie du christianisme* avait peint la religion sous des couleurs douces et poétiques, dut faire tache sur ce système sombre, absolutiste, qui voulait à la longue établir en France une théocratie formidable. Rien de commun entre le Dieu qui visite les chaumières et le Dieu qui tonne au Vatican.

Ici, je ferai remarquer en passant que l'œuvre du *Génie du christianisme* avait inauguré en France la littérature romantique, destinée à faire la gloire du XIXe siècle et les délices de la société moderne. La religion chrétienne fait les premiers frais d'une littérature qui sera la plus douce, la plus chaude et la plus large distraction d'une société, tantôt avide d'émotions violentes, tantôt noyée dans des rêveries maladives. Chateaubriand est le premier rayon qui traverse le ciel du romantisme. A l'époque où je suis arrivé de cette histoire, deux étoiles viennent d'y paraître : De Lamartine a publié ses *Méditations,* tout un monde nouveau de mélancolie ; Victor Hugo a fait paraître ses *Odes,* tout un monde nouveau d'imagination.

Un des premiers actes du règne de Charles X fut la demande faite aux chambres d'un milliard, destiné à indemniser les émigrés des pertes que

leur avait fait subir la révolution. Le milliard fut accordé. Rien ne paraissait plus juste et plus politique que cette largesse réparatrice, puisqu'elle forçait l'émigration à pardonner à une révolution qu'elle ne pourrait plus traiter de spoliatrice, et qu'elle rassurait les possesseurs de biens nationaux, qui voyaient tomber toutes les prétentions des anciens propriétaires, satisfaits par l'indemnité; et, cependant, rien ne souleva plus de passions et plus de haines que la discussion entamée à propos de l'indemnité. Elle raviva tous les souvenirs du passé, et le gouvernement, qui voulait fermer la dernière plaie de la révolution, en rouvrit tout à coup l'abîme. Un second acte du ministère vint quelque temps après éveiller douloureusement l'attention publique. Le garde des sceaux, M. de Peyronnet, apporta à la tribune un projet de loi contre le sacrilége. L'esprit de cette loi, qui voulait instituer des supplices en matière religieuse, portait un caractère inquisitorial qui épouvantait les mœurs adoucies du XIXe siècle. Il était visible à tous les yeux que c'était le parti théocratique qui tirait le glaive du fourreau pour ramener les esprits par l'intimidation. Cette loi déplorable, qui faisait descendre les expressions consacrées de l'eucharistie jusque dans le texte du Code

pénal, qui laissait pénétrer un juge d'instruction jusqu'au tabernacle pour reconnaître le degré du crime; cette loi sur le sacrilége passa dépouillée de la peine de mort, et tomba dans la législation désarmée de son véritable caractère. Une autre tentative du ministère de Villèle, inspirée du même esprit que la loi précédente, mais préparée dans un autre ordre d'idées, échoua complétement devant le vote des chambres. Je veux parler de la proposition faite pour obtenir le rétablissement du droit d'aînesse. Le sort malheureux qui atteignit cette proposition me dispense du soin d'examiner les conséquences sociales du droit d'aînesse, au point de vue du parti qui le demandait.

Tous ces efforts successifs trahissaient un plan d'attaque dirigé contre les bases neuves de la société sortie de la révolution de 89. L'opinion publique s'alarmait; ses organes, les écrivains et les journaux, exprimaient violemment toutes ses craintes. L'adresse du parti les exagérait quelquefois. De son côté, le gouvernement, irrité d'une opposition de plus en plus véhémente, voulut l'écraser une bonne fois sous une loi qui tuerait la liberté de la presse. La France de cette époque aimait d'un jeune amour le journalisme, ce pourvoyeur intelligent et infatigable de ses émotions

politiques. Frapper la presse, c'était frapper la France au cœur. Le projet de loi fait contre la presse excita à l'instant même un frémissement général dont les hommes de nos jours ne peuvent plus avoir qu'une idée imparfaite. Les salons, les ateliers, les théâtres, les comptoirs, retentissaient de plaintes, de murmures ou d'imprécations : le cri variait selon l'étage. L'Académie française elle-même se leva de sa place inoffensive pour protester hautement. Des académiciens furent punis de cette protestation par la perte de leurs emplois publics. La chambre des pairs vit la révolution qui arrivait à grand train derrière la loi, et rejeta par son vote le fatal projet. La nouvelle du rejet de la loi fut reçue avec des transports d'allégresse. Paris et plusieurs villes illuminèrent en signe de réjouissance... Lumières qui éclairiez si bien les routes de l'avenir, vous ne pûtes même pas monter jusqu'aux regards de ce noble et malheureux roi, qui, saintement enveloppé dans ses futurs desseins, ne marchait plus en avant que pour se perdre!

Tous les actes du gouvernement de Charles X isolaient de plus en plus la monarchie légitime au sein même de son royaume. Le pays, de son côté, arrivait à une certaine virilité politique. Il étendait les voies de son commerce et de son industrie; il inau-

gurait un beau mouvement littéraire; et pendant ce temps-là son gouvernement complotait à côté de lui, caché sous un fouillis de vieilles choses, la tête pleine de vieilles dates. La restauration s'était singulièrement amoindrie dans ce rôle-là : elle n'était déjà plus qu'une petite époque perdue dans une grande époque.

M. de Villèle était tombé du ministère devant des élections hostiles. Avant de quitter la position, il avait fait signer au roi le licenciement de la garde nationale de Paris. Cette mesure eut les plus graves conséquences; elle a pesé d'un très-grand poids sur la nature de la révolution de Juillet. Le licenciement de la garde nationale était une faute sociale, parce que la mesure entrait chez tous les particuliers pour infliger aux sujets fidèles une punition non méritée, pour laisser aux citoyens rebelles une arme libre, pour donner à tous un prétexte d'opposition, et, enfin, pour blesser chez tout le monde la vanité, ce mobile le plus petit et le plus inexorable des révolutions humaines.

Le ministère Martignac fut un temps d'arrêt. Quelques concessions libérales furent faites à cette époque. L'opinion publique fut calme pour un moment. Le roi ne faisait que reprendre haleine

pour exécuter plus tard avec plus de vigueur les ordres de sa conscience et de son aveuglement.

Je ne puis mieux introduire dans ce récit la révolution de 1830 qu'en la faisant précéder du rapide tableau que présentait la société française vers la fin de la restauration. Depuis le jour de trêve faite avec l'esprit de conquête, cette société avait grandi et prospéré de plusieurs façons. Jamais avenir de vie sociale ne s'était présenté sous un plus bel aspect que lors du retour des Bourbons. Il y avait eu comme une aurore impatiente derrière le chaos des événements qui s'amoncelaient alors. La France cherchait à prendre un élan nouveau; l'important était d'avoir un gouvernement qui le dirigeât franchement : la franchise est la première force d'un pouvoir qui a la conduite d'un peuple bien intentionné. Louis XVIII avait été sincère; il fit du bien à son pays. Charles X prit l'œuvre à rebours. Avec un caractère loyal, il pratiqua les choses les plus déloyales; il fit le mal avec la conscience nourrie de la certitude qu'il faisait le bien. La base de son système était beaucoup plus religieuse que politique : il voulait moins fixer sa couronne qu'arracher la France à l'esprit philosophique et impie. Il espérait la ramener à son antique berceau catholique : le chré-

tien l'emportait sur le roi. Le pays libéral dut s'alarmer de pareilles tendances, dont la presse de l'opposition noircissait à plaisir les profondeurs cachées, et que le parti congréganiste, qui vivait des concessions royales, cherchait encore à exagérer pour leur donner une force plus imposante. Les gouvernements qui marchent avec une arrière-pensée s'exposent à voir se faire autour de leurs pas des ténèbres qui servent beaucoup plus à leurs ennemis qu'à eux-mêmes. La politique du roi, toujours livrée au mystère, toujours pleine d'expectatives, avait fini par étendre sur la France une situation intolérable. La société éprouvait, depuis 1815, un besoin vrai, régulier, immense, celui de vivre franchement à la lumière constitutionnelle qui jaillissait de l'esprit de la Charte. Loin de trouver un tel besoin satisfait, elle s'éveillait, au contraire, avec l'inquiétude de voir, chaque matin, ses libertés arrêtées, sa vie politique brisée sous un coup d'État, et la Charte disparaissant comme une ombre coupable dans la mystérieuse et dévote politique de son souverain. Depuis quelques années, le pays pressentait une ère de prospérité; on parlait déjà de grandes découvertes qui allaient changer le monde du commerce et de l'industrie ; d'un autre côté, un mouvement

inouï se faisait dans l'esprit humain, qui ouvrait des routes nouvelles et originales à la littérature; toute une génération d'hommes jeunes, instruits, ardents, se groupait sous la main d'un événement quelconque qui pût les jeter dans l'activité. La société française de cette époque voyait déborder à ses pieds sa vie naturelle, comme un de ces riches fleuves qui charrient de l'or, tandis que, au-dessus de sa tête, son gouvernement s'amusait à la tenir dans des angoisses continuelles. Tantôt cette société gaie, tolérante à l'excès, entendait retentir à ses oreilles cette proposition sombre, barbare, inquisitoriale, qu'on appelait la loi contre le sacrilége. Tantôt ce pays dans lequel l'extrême division des propriétés amenait une aisance pour ainsi dire symétrique, voyait se précipiter sur lui le droit d'aînesse, étonné de revoir la lumière du jour en plein XIXe siècle. Ainsi passaient continuellement, au-dessus d'une société démocratique dans ses mœurs, de formidables velléités d'ancien régime qui n'aboutissaient à rien : illusoires en haut, dérisoires en bas.

Tout à coup, la France apprit que Charles X avait composé son ministère de MM. de Polignac, la Bourdonnaie et de Bourmont : ces trois noms étaient un véritable programme politique. M. de

Polignac, ami d'exil du roi, serviteur zélé du parti congréganiste, arrivait pour donner le dernier coup de main. M. de la Bourdonnaie, le foudre d'éloquence de la droite royaliste, avait tenu en 1815 un langage de violence qui coudoyoit le terrorisme : il représentait le royalisme implacable. M. de Bourmont rappelait Waterloo, ce jour où la gloire militaire de la France avait été tuée. Tout le monde comprit que la guerre était commencée. L'opinion royaliste mit sur-le-champ le feu à sa polémique; le parti libéral, doué d'une habileté extraordinaire, employa une tactique qui réussit toujours contre d'aveugles colères; il irrita de ses apostrophes adroites, de ses sarcasmes, la contre-révolution pour la faire courir plus vite à son but. Le pays, qui avait acquis un amour patient et raisonné de la liberté, se mit à assister avec une certaine grandeur à la lutte qui s'engageait entre les partis royaliste et libéral. Un vague pressentiment lui disait qu'un événement allait se passer, qui pouvait donner la plus violente secousse à ses destinées sociales, une issue peut-être à la situation torturée que lui faisait la politique de son roi. Inquiet et irrité à la fois de tous ces bruits de coups d'État qui grondaient journellement dans les nuages du pouvoir, le pays y

répondit par le refus de payer l'impôt. Un signe précurseur de révolution venait de parcourir la France ; le général Lafayette s'y était promené comme une évocation de 89 : on eût dit qu'il y venait pour renouer la chaîne des temps. Qui donc allait sortir vainqueur de cette lutte naissante qui portait une révolution dans ses flancs? Les royalistes s'imaginaient que la couronne en sortirait plus forte, plus nette, plus indépendante de la Charte. Les libéraux espéraient que la Charte, triomphant de ces dernières attaques, ferait rentrer la couronne dans les limites de son droit, ils voulaient moins renverser le trône des Bourbons que remettre irrévocablement la royauté dans ses limites constitutionnelles : limiter un droit, c'est l'abriter. Quant à la république, cachée derrière les horizons encore trop voisins de 93, elle n'osait que très-timidement montrer ses prétentions : le sang était encore trop frais sur les souvenirs.

Les jours du ministère Polignac s'écoulent et aucun coup d'État n'a encore retenti. La nouvelle chambre, arrivée avec une opposition considérable, est dissoute. D'autres élections sont tentées. Le scrutin devenait le véritable terrain de la lutte. Le roi lui-même ne craignit pas d'y descendre par

une lettre officielle adressée aux électeurs. Le parti libéral fit des prodiges d'activité. La chambre revint avec des éléments d'opposition encore plus forts. Tout à coup le gouvernement s'enveloppa d'un mystère impénétrable : il se fit autour de lui quelque chose de sombre, de silencieux, de lourd comme ce moment qui précède et annonce l'orage. La foudre éclata ; les ordonnances du mois de juillet parurent.

Il n'entre pas dans le plan de cet ouvrage de faire l'histoire de l'insurrection de 1830; je ne poursuis que le côté philosophique des choses. Le mouvement insurrectionnel avait déjà teint de sang le pavé de Paris, qu'il attendait encore des chefs; il s'agitait, mais il n'avançait pas. Un instant de doute immense s'était emparé de l'esprit du parti libéral : que mettra-t-on à la place de la restauration renversée? Le lendemain d'une révolution, c'est l'avenir improvisé. Les principaux chefs libéraux, monarchistes constitutionnels, députés ou journalistes éminents, pensèrent d'abord qu'il fallait faire rentrer dans la Charte Charles X corrigé par l'insurrection populaire; mais plus les heures du combat se précipitaient les unes sur les autres, plus ils s'apercevaient que le roi s'était renversé de lui-

même. Sorti de la Charte, il n'avait plus la moindre porte ouverte pour rentrer dans son royaume. Hier, il était encore une vérité constitutionnelle; demain, si par hasard il est vainqueur, il ne sera plus qu'un mensonge absolutiste. Dès que les hommes influents du parti libéral eurent compris la situation royale, ils tournèrent le dos à Charles X et passèrent du côté de l'insurrection. Le peuple triompha après trois jours de combat. Charles X, qui avait voulu agir en chrétien, sut tomber en roi. Il regarda le ciel pour se consoler d'avoir perdu sa couronne. Le souverain laissa derrière lui des sujets rebelles; mais l'homme ne dut s'enfuir devant aucun ennemi. Les hommes importants qui avaient préparé la révolution de 1830 par leur opposition, qui l'avaient soutenue par leur civisme, et qui s'apprêtaient par leur action intelligente à la séparer au plus tôt du désordre populaire, ces hommes-là ne se doutaient guère que la révolution de Juillet amenait derrière elle la révolution de Février. Ils s'en seraient doutés qu'ils n'auraient pas tenu d'autre conduite que celle qu'ils tinrent en 1830, tant il est vrai que les hommes sont jetés sur terre, plus pour obéir à l'ordre des événements qu'aux conseils de leurs propres intérêts et de leurs propres dangers!

CHAPITRE IX.

DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE PENDANT LES PREMIÈRES ANNÉES DU RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE.

La restauration était tombée en grande partie parce qu'elle avait moins cherché à devenir le gouvernement de la France nouvelle, qu'à être l'asile vermoulu de quelques vieilles idées revenues du passé. Un gouvernement qui favorise une classe quelconque de la société au détriment des autres se condamne à tomber par les efforts mêmes qu'il fait pour se pencher vers la classe qu'il prédilectionne. Un gouvernement qui a des préférences s'isole dans ses préférences, et quand vient la crise qui l'emporte, il se trouve seul pour com-

battre la majorité du pays exclue de ses tendresses. Je donne en ce moment la raison du triomphe si rapide de l'insurrection de Juillet. La masse des citoyens combattit sans pitié la restauration, la vit partir sans regrets et la remplaça sans difficulté. A force de se retirer dans son système exclusif et arriéré, Charles X, encore sur le trône, avait déjà fait place à son successeur. Le renversement subit de son gouvernement ne mit la société française ni en danger, ni même à découvert : la chute de Charles X n'était qu'un accident dans sa vie sociale ; c'était une pierre du sommet qui tombait avec un certain fracas ; mais l'édifice entier restait debout. Le roi s'en allait ; la France recontinuait son existence suspendue un instant. La restauration n'emportait donc avec elle aucun organe essentiel à la vie des peuples. Le principe de la légitimité, qui quittait alors la France, n'y avait pas opéré tout le bien qu'on avait attendu de lui ; descendant du droit divin, il semblait qu'il dût faire des miracles. Il n'avait assuré ni le repos ni la grandeur du pays ; mais il l'avait amené à une révolution nouvelle. Le peuple avait de plus terrassé la légitimité. Rien ne déconsidère un principe né du droit divin comme la défaite, car sa cause a l'air d'être perdue même dans le ciel. Le

lendemain des journées de Juillet, la chute des Bourbons n'entraînait la ruine d'aucune partie de la société; il y a même dans les révolutions humaines quelque chose d'injuste et d'immoral qui aime mieux se courber devant une usurpation que devant tout principe légitime : l'usurpation est souvent le salut d'une révolution.

Je l'ai dit plus haut, le pays était avide surtout de s'asseoir dans un ordre de choses établi sur le respect de sa constitution. Il avait perdu la fureur de la liberté, il en avait acquis la dignité. Il avait accompli, avec une certaine grandeur, un acte insurrectionnel beaucoup plus commandé par sa situation intolérable que par le désir de courir de nouvelles aventures révolutionnaires. Jamais soulèvement national ne se montra plus empressé de rentrer dans l'ordre : on voyait qu'il n'en était sorti que pour renverser Charles X et reprendre incontinent le cours de sa civilisation. Cette sagesse de la révolution de 1830 annonçait tout de suite au profit de qui elle était faite. Les classes moyennes, riches ou aisées, commerçantes ou propriétaires, amies d'une certaine liberté, ombrageuses, irritées des fautes de la restauration, représentaient la fortune et l'intelligence de la France. Jamais très-rassurées pendant

les quinze ans du règne des Bourbons, les classes moyennes avaient redouté toujours quelque empiétement aristocratique sur les principes de 89. Elles aspiraient donc en 1830 à s'établir sous un gouvernement sincèrement constitutionnel. Ce besoin de sécurité tenait au caractère même des sociétés modernes, qui choisissent désormais leur gouvernement comme les fourmis choisissent dans les bois une place favorable pour y abriter leur commerce, leur industrie, leurs arts et tous les mille mouvements de la vie des affaires. Ce caractère actif, laborieux, industriel, qui est le génie des sociétés modernes, devait donner ses premiers signes d'existence au sein des classes moyennes, qui sont le ressort principal de l'activité d'un pays, parce qu'elles se trouvent au centre. Un tel caractère a développé chez les individus une vertu qui est tout à la fois la gloire et la conséquence de la civilisation; cette vertu est l'amour du travail. Les peuples nomades et les sauvages regardent comme une honte de gagner leur vie à la sueur de leur front. Il était donc naturel que les classes moyennes acceptassent avec enthousiasme un gouvernement qui, non-seulement garantissait les libertés constitutionnelles, mais encore sympathisait avec le tempé-

rament bourgeois, actif, laborieux, tendu vers les intérêts matériels de la société moderne.

Je m'écarte un instant de mon récit pour faire quelques réflexions qui portent aussi bien sur le passé que sur l'avenir de la France. Nous avons vu la révolution de 1789 préparée par les grands seigneurs et les nobles du XVIII[e] siècle : le sentiment de la liberté naquit dans les salons et les châteaux. La révolution de 1830 avait couvé à un étage plus bas : elle se fit dans les comptoirs et les boutiques. Dix-huit ans après, une autre révolution éclatera qui voudra ravir sa conquête aux classes moyennes : celle-ci partira des cafés et des cabarets. Il ne faut pas s'alarmer de voir nos révolutions successives prendre cette ligne descendante : elles doivent visiter et remuer toutes les couches sociales les unes après les autres, afin que toutes produisent les fruits qui leur sont propres. Ce n'est que du moment où toutes les classes d'une société ont à tour de rôle pris la parole et fait leur acte dans l'œuvre révolutionnaire, qu'un pays peut voir sa révolution accomplie, parce que seulement alors, en haut comme en bas, chaque classe s'estime à sa propre valeur, voit le bien et le mal qui sortent de son action isolée, et reconnaît qu'elle n'est ni meilleure ni plus forte que les

autres classes, ses rivales politiques. Alors un gouvernement arrive qui n'est plus tenu de s'accrocher au haut ou au bas de l'échelle sociale et qui gouverne toutes les classes corrigées par leurs défaites successives : une révolution achevée n'est pas autre chose que le fruit de l'expérience et de la sagesse générales d'un peuple.

Un prince existait en 1830 qui, par sa personne, ses qualités, ses antécédents, toute sa situation, en un mot, représentait des pieds à la tête le mouvement révolutionnaire de cette époque. Né sur les marches du trône, il n'avait qu'un pas à faire pour y être assis. Pour être roi des Français, le duc d'Orléans n'eut qu'une parole à dire à la révolution : l'un et l'autre se comprenaient. Ce prince avait l'honnêteté de sa vie privée, qui répondait de l'honnêteté de sa vie politique. Élevé dans les principes de 89, il n'avait qu'à rester ce qu'il était pour devenir un vrai roi constitutionnel. Il avait combattu jadis sous le drapeau tricolore; le Bourbon pouvait donc, sans renier le drapeau de sa race, étendre les trois couleurs sur le front de sa royauté nouvelle. Ses mœurs princières avec simplicité, probes sans ostentation, fastueuses avec ordre, donnaient au duc d'Orléans une entrée naturelle dans cette vaste corpo-

ration bourgeoise qui fait du luxe avec économie, qui est honnête avec méthode et sage par esprit d'ordre. Cette classe si nombreuse où vit l'esprit de famille, où la possession des droits politiques satisfait peut-être plus de vanités que d'ambitions, couronna dans Louis-Philippe l'excellent père de famille et le prince libéral et simple qui faisait descendre chez elle la royauté en habit noir. La monarchie de 1830 se plaça franchement, carrément, au centre de la bourgeoisie : elle inaugura le règne du *juste-milieu*. Cette position mitoyenne de la royauté et de la bourgeoisie avait ses avantages et ses désavantages. Si elle mettait la couronne plus en contact avec les sentiments généraux du pays, elle la tenait aussi plus en butte à ses exigences. Être roi-citoyen, c'était se voir journellement coudoyé par mille prétentions citoyennes. Les satisfaire toutes était impossible; en mécontenter une seule devenait une faute impardonnable. Le gouvernement de Louis-Philippe s'appuya sans hésiter sur une classe active, industrielle, riche, intelligente, qui lui apporta son dévouement et peut-être aussi son égoïsme. La bourgeoisie était dévouée à ce roi et elle l'aimait, parce qu'il était la figure parfaite de sa grandeur politique. Mais elle eut un grand tort à l'égard de

ce souverain, celui de le soumettre à une représentation par trop conforme à ses goûts ennemis de toute pompe aristocratique. L'attitude modeste que la royauté s'imposa l'exposait, d'un côté, aux sarcasmes d'une noblesse que la nouvelle cour ne pouvait ni attirer ni séduire, et, d'un autre côté, la mettait dans l'impossibilité de captiver les yeux du peuple, qui ne se courbe que devant une majesté qui l'épouvante ou qui l'éblouit. Je sais bien que cette simplicité royale plaisait aux esprits sérieux; mais je le dis avec une certaine honte pour mon pays, ce ne sont pas les esprits sérieux qu'en France les gouvernements ont le plus d'intérêt à satisfaire. Dans un pays qui a vu régner Louis XIV, un roi-citoyen est peut-être un non-sens. Il vaut mieux supprimer la majesté royale que de la faire descendre. Chez nous où les choses vont si vite en besogne, si vous remplacez le trône par un fauteuil, vous verrez bientôt arriver des gens qui trouveront le fauteuil encore trop beau et qui voudront mettre une chaise à la place.

Dans la pensée des hommes éminents qui fondèrent la monarchie de 1830, mettre sur le trône un roi-citoyen, c'était faire de la personne royale le premier sujet de la loi, le premier défenseur de

la liberté et de l'ordre public. C'était, en outre, offrir au pays la garantie exigée par son besoin le plus pressant, qui était d'avoir confiance entière dans son gouvernement. La monarchie s'incorporait à la nation; mais elle réclamait en même temps de cette nation un sentiment de justice qui la forçât à ne jamais empiéter sur les droits abaissés de la couronne. Notre pays sera-t-il assez juste pour tenir compte d'un tel ordre de choses? Ne trouvera-t-il pas, au contraire, dans sa fougue et ses exigences mille prétextes pour traverser et bouleverser une monarchie devenue pour ainsi dire mitoyenne avec lui? La bourgeoisie elle-même ne viendra-t-elle pas harceler de ses prétentions, de ses tracasseries, de ses passions vaniteuses, sa camarade couronnée, qui n'aura plus à la fin que ce seul moyen d'échapper à cette tyrannie incessante : la fuite? Enchaînée au centre même de la société, la monarchie de 1830 aura-t-elle les bras assez longs pour en tenir les extrémités? Osera-t-elle jamais s'y aventurer, si elle comprend que sa destinée et sa fortune y sont complétement étrangères? Toutes questions que l'avenir expliquera.

Je reviens à l'avénement au trône de Louis-Philippe, roi des Français. Ce moment de notre his-

toire offre un caractère particulier qu'il est bon de ne pas passer sous silence. On se passionne pour le nouveau règne par des motifs et avec des élans qui peignent parfaitement la société française de cette époque : la jeune monarchie fait éprouver à la masse des citoyens un bonheur qui tient du délire, en abaissant devant tous les yeux cette royauté que Charles X prétendait relever avec son antique pouvoir. Hier, chacun redoutait de voir triompher un monarque absolu comme Louis XIV; aujourd'hui, tout le monde rencontre dans les rues de la capitale un roi-citoyen coiffé d'un chapeau gris. Le roi gagne plus de cœurs à sa cause en sortant le parapluie sous le bras, qu'en jurant fidélité à la Charte. L'ivresse publique a son centre; elle vient à tout instant dans la cour du Palais-Royal contempler Louis-Philippe à son balcon, entouré de jeunes princesses vêtues de simples robes blanches et de jeunes princes qui reviennent du collége. La simplicité des mœurs et des habits devint une chose de bon goût; la politique donna la mode; l'habit noir se mit à régner partout, et surtout dans le monde officiel : un député de cette époque eût rougi d'avoir la moindre broderie au collet. Cette tenue sévère et philosophique pouvait avoir sa gran-

deur, mais elle avait aussi ses inconvénients. A force d'arracher au pouvoir ses signes dorés et fastueux, on le décolore entièrement aux yeux de la foule. Il faut bien le dire, un gouvernement a quelque ressemblance avec le théâtre; il commet toujours une faute en négligeant la mise en scène.

Un des premiers embarras que rencontra la monarchie de 1830 fut provoqué par une masse de solliciteurs qui venaient se faire payer leur opposition à la restauration et leur dévouement au régime nouveau. J'appuie sur ce fait, parce qu'il signale une plaie devenue incurable dans notre société : cette plaie se nomme la manie des places. C'est un spectacle comique et triste à la fois que de contempler un lendemain de révolution sur la figure des solliciteurs. Plus les révolutions descendent l'échelle sociale, plus considérable est le nombre des gens qui viennent sauter sur les faveurs qu'elles tiennent dans leurs mains. Lors du retour des Bourbons, quelques centaines d'émigrés à cheveux poudrés sollicitèrent de tardifs emplois comme dédommagement des peines de l'exil; quelques royalistes fidèles se firent rembourser par des places les frais du voyage à Gand. Après la révolution de juillet,

une nuée de solliciteurs s'éleva de tous les coins de la France. Pas de petite ville qui n'ait nourri dans son silence et son obscurité un formidable adversaire de Charles X, accourant à Paris pour se faire récompenser d'avoir renversé la restauration dans sa ville natale. Lorsqu'un gouvernement est à terre, que de gens s'empressent de montrer sur lui la trace de leur coup de pied apocryphe! Quelle comédie on aurait sous les yeux, si le pauvre gouvernement tombé se relevait tout à coup! Des milliers de quêteurs d'emplois se mirent à parcourir Paris dès l'aurore, envahissant les ministères, les hôtels des grands personnages du jour, portant le chapeau sauvegardé par une large cocarde, la boutonnière égayée d'un frais ruban tricolore. La manie des places, qui déjà sous l'empire et la restauration avait fait des progrès inquiétants, devait sous Louis-Philippe devenir une véritable plaie sociale. Elle est l'exagération d'une qualité de notre siècle positif et très-prévoyant de l'aveuir. Avoir un emploi rétribué, c'est un appoint ajouté au patrimoine; c'est un fixe : ce mot est magique dans l'esprit d'un grand nombre de gens. Rien au monde ne s'alarme plus vite que la prévoyance; on dirait que la Providence qui nourrit les petits oiseaux se

plaît à mettre l'inquiétude chez les hommes, qui tremblent toujours pour le pain du lendemain. Un tel sentiment de sollicitude trouve naturellement sous l'énorme budget de l'État un abri capable de le rassurer.

La manie des places, considérée dans ses rapports avec la vanité, est un monde trop vaste et trop connu pour que je tente de le parcourir.

De son côté, le gouvernement nouveau avait contracté de nombreux engagements. Le journalisme était un des premiers créanciers qu'il fallait à tout prix solder : dans sa lutte avec la restauration, il était devenu une puissance; dans le triomphe de juillet, il était le premier triomphateur. Chacun connaît la fortune politique qu'eurent certains journalistes de cette époque. L'élévation de ces écrivains a honoré le journalisme, mais elle a perdu l'institution de la presse. Du jour où le journalisme a laissé voir qu'il était un chemin pour arriver aux honneurs, aux places, à la fortune, tout le monde a voulu s'y jeter. Il en est résulté un vrai danger pour la société. Des hommes jeunes, intelligents, spirituels, se sont mis à chercher le boire et le manger dans la polémique quotidienne, de telle sorte que leur vie a dépendu beaucoup de l'agitation perpétuelle

des esprits. Dès que la tiédeur publique faisait mine de s'assoupir, ils se hâtaient de mettre le feu à un coin quelconque de la politique pour la réveiller. Né de la presse, le gouvernement de Louis-Philippe la respectait d'une façon toute filiale. Sous Charles X, la congrégation menait à tout; sous Louis-Philippe, le journalisme pouvait tout. La fortune récente des parvenus de la presse attirait tous les jeunes ambitieux sur cette grande route des places et des honneurs. Louis-Philippe est le souverain du monde qui a récompensé le plus de journalistes; mais, hélas! il ne pouvait les satisfaire tous : son premier ennemi a dû être un journaliste mécontent. De son côté, la société se faisait un vrai plaisir de choyer les réputations de la presse; mais elle ne voyait pas le moins du monde dans les bas-fonds du journalisme une foule d'écrivains laissés sans honneurs et sans emplois, qui rêvaient une révolution nouvelle. La presse ne tarda pas à avoir le sort de toutes les puissances qui ne savent pas se tenir à une juste hauteur; elle tomba dans l'excès. La France avait sous la monarchie de 1830 la quantité de libertés suffisante à son tempérament industriel et laborieux; moins de libertés l'eût affamée; plus l'aurait enivrée. Elle était à son vrai niveau politique, celui

qu'il lui fallait à cette heure. Telle ne fut pas, hélas! l'opinion d'une douzaine de journalistes, qui tentèrent alors d'achever l'éducation politique de leur pays; mais il arriva qu'en voulant trop l'éclairer, ils le brûlèrent. Le gouvernement de Juillet avait trouvé un singulièr moyen de contrebalancer les journaux qui lui étaient hostiles; il en fondait de nouveaux. Ces feuilles nouvelles ne faisaient taire aucune passion, ne produisaient aucun bien; mais elles jetaient un combustible de plus dans ce foyer déjà si bien nourri de l'opinion. Eût-elle été faite d'airain, que la monarchie de 1830 devait finir par se fondre au feu incessant que la presse faisait sous ses pieds.

Les premières années du règne de Louis-Philippe retentissent de tempêtes continuelles qui partent de la tribune parlementaire et des profondeurs sonores et mouvantes de la presse. Mais le gouvernement de Juillet louvoie avec une habileté supérieure entre ces deux écueils destinés plus tard à le briser. Telle est même l'ardeur de sa jeunesse constitutionnelle, que ce gouvernement prend ses premières forces dans les discussions mêmes qui cherchent à l'affaiblir. Né de la tribune et de la presse, il ne s'effraie en aucune façon d'avoir à lut-

ter contre les propres éléments de sa vie; il comprend, au contraire, qu'il ne surgira fort et respecté qu'autant qu'il montrera à tout le monde qu'il était digne de sortir d'une pareille origine, puisqu'il sait l'affronter, la combattre et la dominer. Semblable à un vaisseau qui serait né de la fureur même des flots, ce lien de parenté avec la tempête le force à en subir plus fréquemment les caprices et les violences, mais il est assez habile pour faire de sa route souvent bouleversée le chemin même du port. Pendant que la tribune et la presse harcèlent le nouveau gouvernement, la rue s'arme et l'attaque. Deux partis, les légitimistes et les républicains, ont pris les armes. La Vendée s'est soulevée et a combattu. Le Cloître Saint-Merri est devenu le tombeau de la première insurrection républicaine. Les légitimistes, revenus de la stupeur causée par la chute si soudaine de Charles X, relevaient la cause de la légitimité devant le pouvoir né d'hier de Louis-Philippe. Ils croyaient en renverser facilement les fondements encore si frais; mais ils oubliaient qu'ils avaient un mérite que notre pays met au-dessus de tout : ils étaient neufs. Quant aux républicains, ils avaient, dès le lendemain de la révolution, été les victimes d'une singulière illusion d'optique; ils voyaient la répu-

blique en tout et partout : fatale illusion qui causera leur long martyre durant tout le règne de Louis-Philippe ! La personne de ce roi était aux yeux des républicains un mensonge politique dont ils attendaient de minute en minute l'évanouissement ; c'était une ombre qui osait follement se colleter avec cette immense réalité qui se nommait la république. Une telle illusion fit que le parti républicain ne s'occupa, pendant dix-huit ans, qu'à regarder venir la république à travers le gouvernement de juillet ; c'est de cette préoccupation permanente que sortent les insurrections répétées de Paris et de Lyon ; c'est elle qui groupe toutes ces sociétés secrètes qui produisent des retentissements lugubres et instructifs devant les tribunaux et la cour des pairs ; c'est elle qui s'impatiente du temps que Louis-Philippe met à régner, lorsqu'on voit courir sur lui les assassins..... En effet, la république devait être le lendemain de ce règne.

Toute révolution fait naître et active au sein des sociétés un mouvement, une expansion, une exubérance d'idées, qui les font sortir pour quelque temps de leur vie ordinaire. La force du bon sens, cette colonne d'air du monde moral, ne pèse plus sur un très-grand nombre de cervelles,

et c'est alors qu'on voit surgir mille folies humaines. Il est même nécessaire qu'au bout de chaque révolution, il y ait une espèce de terrain vague qui serve de voie de dégagement à l'exubérance de la pensée humaine, afin qu'elle puisse s'y perdre à son aise. Le bouleversement de 1830 ne pouvait manquer d'avoir son ébranlement moral. Tout homme qui vit d'une idée vraie ou fausse ne voit dans une révolution qu'une porte ouverte à son idée. Parmi les hommes qui profitèrent de 1830, comme d'une occasion pour mettre leur idée au soleil, il faut placer en première ligne les saint-simoniens. La société venait de prendre un nouveau gouvernement; pourquoi ne se donnerait-elle pas aussi une religion nouvelle? Ainsi procède l'esprit des novateurs; dès qu'ils voient un peuple changer le moindre petit pan de sa constitution, ils se jettent aussitôt sur lui pour le forcer à faire peau neuve. Le monde, livré pieds et poings liés aux mains des novateurs, ne durerait pas deux jours. Les saint-simoniens voulaient appliquer sur la société française une religion dont tout le monde connaît les principes, et dont j'aurai occasion, après la révolution de février, de retrouver les idées, âgées de dix-huit ans de plus. La société aima beaucoup mieux rire du cos-

tume des saint-simoniens que de s'inquiéter de leur doctrine. Peu à peu les apôtres de Ménilmontant se virent engloutis dans la masse des choses qui reprenaient leur attitude ordinaire. Mais leur tentative laissa un germe à l'avenir. Tandis que le Père suprême habitait sur une des collines de Paris, l'abbé Chatel fondait avec le plus grand sang-froid du monde son Église française, destinée à supplanter l'Église catholique, apostolique et romaine. Les esprits sérieux subissaient aussi l'influence fiévreuse de cet aïr qui courait sur la société de cette époque. On voit arriver devant la cour des pairs un noble prêtre et un jeune pair de France, qui, pour répondre à l'accusation de leurs juges, se drapent avec un orgueil enfantin du titre modeste de *maître d'école*. Tous ces faits, recueillis çà et là sur la surface sociale, prouvent qu'une grande perturbation s'était faite dans la pensée humaine. Le monde moral subissait une crise. Ces apôtres bizarrement costumés, qui courent Paris avec une sorte de majesté grotesque, ont tout l'air de ces faux prophètes qui viendront aux derniers temps du monde. Ce prêtre qui inaugure son Église triviale et scandaleuse, fait descendre la religion au rang des choses que le public parisien va voir jouer chaque soir.

Ces deux sincères et ardents catholiques eux-mêmes, ne trahissent-ils pas, sous leur simple titre de maîtres d'école, une superbe qui montrait jusqu'où venait battre l'esprit de révolte du moment ? Pendant que le monde extérieur voit se produire ces physionomies bizarres, extravagantes ou hautaines, le monde souterrain organise une armée sous le nom de *société des droits de l'homme*. En haut, l'exaltation morale prêche, discourt ou s'enivre de son propre orgueil ; en bas, elle s'arme. Les nouveaux religionnaires, les sectaires, les hommes de la pensée libre, amusent, étonnent ou réchauffent la surface sociale ; pendant ce temps-là, la société des droits de l'homme s'enrégimente. Lorsque les heures sonores des phrases politiques et sociales seront passées, l'heure de la pratique sera équipée pour combattre. La société écoutait avec plus de curiosité que d'inquiétude ce bruit fait par les esprits, qui lui arrivait après une révolution, comme le retentissement suit le coup. Rien, en effet, n'est plus attrayant pour une nation vive et intelligente, que d'entendre le travail que fait la pensée : c'est sa propre vie qu'elle écoute ; mais un peuple ne doit rien tant redouter que les choses qu'il aime, parce qu'il y porte toutes ses passions

et qu'il y trouve par conséquent tous les périls de sa vie sociale.

Un mouvement littéraire considérable, éblouissant, sérieux, s'était opéré après la révolution de Juillet. Dès les premières années du siècle, la littérature française avait conquis une forme nouvelle. La France qui, en 1789, avait changé d'institutions, de mœurs, de costumes, ne pouvait manquer de changer aussi de littérature. Mais la réforme littéraire ne pouvait arriver qu'après les réformes sociales, comme l'écho ne parle qu'après la voix. La littérature nouvelle était l'âme tardive de cette société nouvelle, qui sortait des événements les plus grands, les plus horribles et les plus dramatiques qu'ait jamais racontés l'histoire. Elle allait écrire avec ce style coloré, vivant, énergique, mêlé de teintes mélancoliques, tel qu'il le fallait à une société qui se relevait d'une révolution si pleine de grandeurs, de crimes et de souffrances. Les littératures jouent au sein des sociétés le rôle des chœurs dans les tragédies antiques : elles en reproduisent et en commentent la pensée dominante avec des accents, tantôt énergiques comme le drame, tantôt plaintifs comme l'élégie. La littérature nouvelle prit en peu de temps son nom et sa place dans l'histoire : elle s'appela

le *romantisme*. Pendant les dernières années de la restauration, la forme romantique se révéla d'abord dans la poésie : l'inspiration qui fréquente les hauteurs devait recevoir la première les rayons de l'aurore littéraire. Un ciel nouveau s'était ouvert au-dessus de la pensée humaine. Lamartine y avait fait monter sa tristesse ; Victor Hugo, son enthousiasme ; lord Byron, son désespoir : tristesse, enthousiasme, désespoir, ces trois grands traits que le temps a mis sur la face de l'humanité actuelle ! La commotion politique de 1830 trouva devant elle le mouvement romantique hésitant ; elle le décida. Alors apparut une jeune phalange de poëtes, de romanciers, de dramaturges, de critiques. On eût dit que la troupe inspirée arrivait directement des régions du sublime, tant elle s'élança avec insolence et mépris sur les pâles et fugitives remontrances de la littérature classique. En un clin d'œil, toutes les Muses changèrent de robe. Le théâtre, un des grands foyers de la chaleur nationale, renversa ses vieux procédés et passa vigoureusement à l'action. Une forme dramatique pleine de péripéties rapides convenait à un peuple qui assistait depuis quarante ans au spectacle si tragique, si changeant de ses révolutions, et qui satisfaisait encore avec

les poignantes émotions du drame moderne un dernier besoin d'agitation et d'anxiété. La poésie prit un souffle plus vrai, plus humain : l'homme palpita mieux dans le poëte. On peut même dire que les poëtes, ces éternels chercheurs de l'idéal, sont descendus aujourd'hui de leur monde imaginaire pour chanter sur le terrain de la réalité, comme si, au milieu d'une société positive comme la nôtre, le poëte lui-même était forcé de devenir dans la machine sociale un rouage harmonieux, utile et vrai. Platon exilait les poëtes de sa république; la société moderne, plus sage que lui, les met à profit. Le roman avait reçu bien vite dans son cadre immense tous les penchants littéraires, comme l'Océan reçoit tous les fleuves. Il pouvait adopter tous les genres de style, développer toutes les idées, reproduire sur toutes ses faces une société inquiète et avide de se voir soumise à l'analyse. Le roman intime est né de cette époque. Une femme de génie, Georges Sand, le fit à la taille de son temps, ami de l'audace de sa pensée. Elle attaquait souvent le mariage, cette source régulière de l'humanité; elle parlait aux femmes le langage séduisant de la révolte; elle tentait de bâtir à côté de la société un monde de fantaisie grandiose, où l'amour avait quelque chose

de sévère et d'impétueux à la fois, où les hommes et les femmes parlaient entre eux, rebelles comme des Titans, enthousiastes comme des poëtes et ennuyés comme des gens qui ont le spleen : monde vaste, étrange, malade, où toutes les souffrances morales du siècle se précipitaient! Le roman de mœurs avait aussi trouvé son écrivain de génie. Balzac, puissant anatomiste du cœur humain, porta son analyse sur la société; il écrivit sa *Comédie humaine*. Je ne connais rien de plus effrayant que l'œuvre que fit Balzac. Il n'appartient qu'à la grandeur du mal d'inspirer une telle grandeur d'observation. En suivant le romancier dans l'étude de la société moderne, on éprouve cette irrésistible et respectueuse répugnance que donne la vue du chirurgien en chef qui parcourt les salles de son hôpital. La nouvelle littérature, jeune, téméraire, ardente, se jeta naturellement dans toutes les voies; elle produisit, dans une période de dix ans, plus de livres que jamais époque n'en vit paraître. Si la postérité ouvre jamais les volumes de la *Bibliographie française* publiés de 1830 à 1840, elle s'étonnera de ce nombre inouï d'ouvrages écrits dans tous les genres, parus sous tous les titres; assemblage confus qui donne au mouvement littéraire de cette époque l'aspect

original et varié d'un carnaval, reproduit le tohu-bohu monstrueux, fantasque, bizarre d'un *pandémonium,* et laisse aussi voir l'imposante et grave figure d'une des plus belles phases de la pensée humaine.

CHAPITRE X.

DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE PENDANT LES DERNIÈRES ANNÉES DU RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE.

J'ai raconté les premières années périlleuses de la monarchie de 1830. Les heures de grande crise sont passées; les insurrections sont vaincues; la splendeur du règne de Louis-Philippe commence à se débrouiller des nuages de son aurore, comme un soleil qui se lève tard. L'époque dans laquelle nous entrons va se montrer tout entière dans une tendance générale vers les intérêts matériels. Le mouvement industriel qui se faisait alors en France était une conséquence naturelle de la révolution de 89, qui, après avoir détruit la féodalité, les privilé-

ges, les monopoles, les classes, les corporations, remplaçait tous ces éléments de l'ancien régime par une condition unique ; cette condition se nommait le *travail*. La révolution, qui avait donné à tous les hommes la liberté et l'égalité, avait isolé tout d'un coup l'individu, car le premier mouvement que fait un homme qui se sent libre et l'égal des autres est de s'enfermer seul dans ses droits, pour en prendre une possession pour ainsi dire plus visible. La féodalité avait tenu tous les Français liés et pressés entre eux comme des graines à une grappe ; la révolution, en les déliant, les avait éparpillés. Les priviléges étaient détruits, les titres abolis, les conditions sociales égalisées ; il fallait donc à la société renouvelée un nouveau moyen de se recréer des distinctions, des fortunes, une hiérarchie, une histoire. Ce moyen excellent et mis dans les mains de tout le monde, c'était le travail. Le travail, cet effort perpétuel du savant, de l'artisan, de la pensée et des bras, devenait le point de départ de tous les hommes qui marchaient vers un monde régénéré. Il était, en outre, une condition, une nécessité de la vie d'une société où tous les hommes se trouvaient indépendants les uns des autres. Chez tous les peuples, le travail couronne et clôt en même temps la civilisation.

Cette loi d'activité imposée aux sociétés modernes avait naturellement chômé pendant les terribles épreuves de la république ; l'empire lui avait donné un certain élan que la guerre avait trop souvent arrêté ; mais le retour de la paix en 1815 l'avait mise dans ses premières voies. Le gouvernement de Louis-Philippe, sorti de la volonté de la classe la plus active, la plus laborieuse de notre société, allait donc ouvrir la véritable ère du travail. La tendance de l'époque s'y manifesta comme par enchantement.

Le roi avait compris son rôle, et tous ses efforts tendirent à faire prospérer le génie du jour. Il y réussit. Un mouvement industriel, commercial, universel, immense, éclate comme une explosion sociale. Le beau règne des affaires commence ; c'est un vrai printemps : à l'instant même tous les intérêts matériels sont en fleurs. Les chemins de fer s'établissent. Ce nouveau moyen de transport sympathisait merveilleusement avec le génie de la société actuelle : la vitesse tendait la main à l'activité. Louis-Philippe inaugura l'ère de cette grandeur active et entreprenante qui dure encore aujourd'hui. Cette passion prodigieuse que les hommes éprouvèrent pour les affaires dut nécessairement amener des catastrophes, des scandales,

des hontes, que l'histoire ne se fera pas faute de mettre sous les yeux de la postérité. Mais les gens qui tombent déshonorés dans les champs de la spéculation et des affaires ressemblent beaucoup à ces soldats qui jonchent la plaine où s'est donnée la bataille; ils sont morts bien plus par la faute de leur destinée particulière, que par celle du général qui commandait et dirigeait le combat. Un gouvernement qui fait de grands efforts pour soulever les bons côtés d'un pays donne forcément un coup d'épaule aux mauvais. C'est à la société qui se voue à l'industrie, aux affaires, à la spéculation, à bien se convaincre que la probité est le dernier point d'honneur d'une nation mercantile et industrielle. Dans un pays comme le nôtre, où les choses tendent si vite à l'excès, le goût des affaires devait naturellement engendrer l'agiotage; le développement de la prospérité publique, la passion de l'argent. Le gouvernement de Louis-Philippe s'appuyait avec tant d'affection sur ce qu'il y avait de bon dans son règne, qu'il donnait à supposer qu'il ne dédaignait pas de s'appuyer aussi sur ce qui en sortait de mauvais. Lié comme il l'était aux intérêts matériels, il avait toujours l'air d'être le complice des scandales qui naissaient de l'avidité de ces mêmes intérêts. Cette apparence

de complicité a été une des principales causes de sa chute. La chose du monde que nous pardonnons le moins à nos gouvernements, c'est de leur voir les mêmes passions qu'à nous-mêmes. Nous avons beau nous livrer aux instincts les plus bas, les plus cupides, nous voulons toujours que notre gouvernement reste français, c'est-à-dire, noble en toutes choses. Le pouvoir, en France, peut jeter par les fenêtres autant d'argent qu'il lui plaira; mais il ne doit jamais faire voir qu'il l'aime. L'amour de l'argent, que ses ennemis ont tant reproché à Louis-Philippe, était moins dans son caractère que dans celui de son époque. Ce roi crut faire une chose très-agréable à son temps en se donnant une de ses faiblesses; personne ne lui en sut gré. Sa monarchie économique ne le sauva pas du tout. L'admiration profonde que lui témoignaient les avares ne lui donna pas une heure de plus à vivre.

Cet appétit des richesses qui s'empare des sociétés livrées au travail est la conséquence de leurs efforts laborieux; c'est un mal qui naît d'un bien. C'est à la religion seule qu'il appartient de corriger cette passion générale, en faisant voir, au-dessus de ce monde si mobile des intérêts humains, l'immuable éternité, cette solution véritable et mystérieuse de

l'existence terrestre. Dieu fait aussi de temps en temps réfléchir les hommes passionnés pour l'argent, en laissant éclater des révolutions dont les sinistres lueurs éclairent de la tête aux pieds la fragilité des fortunes humaines. En un clin d'œil, Dieu porte le monde au-dessus de l'abîme pour le ramener à la sagesse.

La grandeur de la prospérité publique avait, en outre, développé un besoin qui allait entrer pour beaucoup dans l'élan laborieux de la société française ; il était le résultat inévitable des progrès de l'industrie, des arts et de la civilisation ; c'était le besoin du bien-être. Les peuples sont comme les individus : en vieillissant, ils deviennent plus exigeants pour toutes les commodités de la vie matérielle. Il arrive aussi que, par suite de l'affaiblissement des croyances religieuses, les hommes regardent moins le ciel, but de leur route sur cette terre, et demandent plus de choses à cette vie passagère. Les premières générations chrétiennes passaient sur la terre ; les générations modernes s'y installent. Acquérir le bien-être est le rêve de tout homme qui travaille. Plus les sociétés deviennent laborieuses, plus la recherche d'une existence heureuse devient le mobile de la pensée générale. Ce mobile est bon en lui-même ; il donne

à l'individu une direction louable; il jette ensuite sur toute la société un aspect plus digne, plus élégant, plus riche. Mais il existe, entre le bien-être et le bonheur une corrélation dangereuse et fatale. Je ne connais pas de moments plus terribles à contempler que ceux où l'humanité cherche à résoudre le problème du bonheur. Le bonheur n'est qu'un accident dans le monde moral, comme le bien-être n'est qu'un accident dans le monde physique. Tout le monde peut chercher ces deux biens, mais personne n'est sûr de les trouver. Souvent, la vertu ne donne pas plus l'un que le travail n'assure l'autre. Cette injustice est un des plus grands mystères de la destinée humaine. Il faut croire que Dieu nous l'expliquera là-haut. Une société qui se met à la recherche du bonheur et du bien-être s'expose donc à courir après l'impossible, et à se briser contre des arrêts suprêmes. Comme ces deux biens semblent devoir appartenir à tout le monde, quiconque ne les a pas se révolte contre celui qui les possède : personne, à cet égard, ne tient compte de ses fautes, de ses vices ou de sa destinée; et lorsque c'est la masse des individus qui se précipite à la fois vers les objets du bien-être et du bonheur, les moyens de les acquérir ne pouvant être à la fois dans les mains de tout le

monde, on invente alors des systèmes qui tendent à remplacer ces moyens insuffisants. Je sens que j'approche du seuil de la révolution de Février. La prospérité d'un règne heureux et calme, cette chaude et molle haleine qui s'exhale du sein des riches civilisations, le perfectionnement des choses usuelles, tout avait concouru, sous le règne de Louis-Philippe, à développer et à entretenir le goût du bien-être : vaste besoin social qui allait chez l'un, chez l'autre, pour y exciter l'activité ; mais qui, chez les êtres vicieux, oisifs ou malheureux, ne réveillait qu'une pensée mauvaise qui attendait qu'une révolution lui donnât une arme.

Dans ce rapide récit que je fais du règne de Louis-Philippe, je cherche moins à écrire l'histoire des événements qu'à poursuivre les causes morales qui en ont amené la chute. Ces événements, du reste, ont une grandeur que le temps a singulièrement diminuée. Je ne prétends pas dire qu'ils manquent d'importance ; mais la plupart d'entre eux se sont accomplis sur le terrain du régime parlementaire, et ont perdu avec le temps la seule chose qui fît leur physionomie : la passion du moment. Une simple indemnité à accorder à un petit sujet anglais, pendant un grand mois, a mis le feu aux quatre coins du monde parlemen-

taire, et soulevé dans les journaux une des plus grandes tempêtes connues de la polémique. L'histoire, qui arrive après ces tumultes de la tribune et de la presse, ne ramasse que le nom de M. Pritchard qui, je crois, n'a même pas touché son indemnité. C'est là le côté défectueux du régime parlementaire ; comme il s'alimente beaucoup des passions du jour, il offre un fort beau spectacle aux contemporains, mais il ne montre que la toile baissée aux yeux de la postérité. Il est vrai que, de temps en temps, la pensée fait de la tribune son marchepied. Un grand orateur a parlé. Une émotion tout athénienne circule par la ville ; l'esprit de chacun éprouve un chatouillement délicieux... mais à quelque temps de là, un cri part de cette même tribune ; un farouche harangueur y tonne ; une révolution se rue par la ville, et la société tout entière, livrée à la stupeur et à l'effroi, écoute gronder la tempête et monter les flots à la place même où Démosthène parlait si bien la veille !

Le gouvernement de 1830 aimait le système parlementaire comme un honnête fils chérit l'auteur de ses jours. Il avait pour lui des déférences et un respect qu'il portait trop loin. Il commit donc une très-grande faute, celle de se retrancher uniquement au sein de cette représentation qui siégeai

au Palais-Bourbon. Il s'isolait dans son amour sincère pour l'objet de ses préférences. Je sais bien qu'on ne peut s'appuyer que sur ce qui vous soutient; mais lorsqu'on se réduit trop à un seul appui, on l'use vite. La chambre des députés était devenue la vraie clef de voute de la monarchie de Juillet; elle faisait et défaisait ses ministres; elle avait la haute main dans toutes les affaires de l'État; elle réduisait la royauté à n'être quelque chose qu'à force de ruse, d'habileté ou de patience; elle était, en un mot, l'âme, la voix, l'histoire du règne de Louis-Philippe. Rien de plus naturel que ce roi et ses ministres ne vécussent qu'avec l'idée fixe de conquérir le plus grand nombre possible de députés dévoués. Pendant dix-huit ans, le terrain de l'élection cacha un trésor que ce gouvernement passait son temps à arracher à la sueur de son front. Son existence se fractionnait en autant d'existences qu'il y avait de colléges électoraux : il vivait dans celui-ci, il mourait dans celui-là; dans quelques endroits, il flottait entre la vie et la mort. Le total des élections donnait le bulletin définitif de sa santé. Le pays, qui était témoin de l'intérêt capital que ce gouvernement représentatif avait de trouver les élections favorables, ne pouvait manquer de l'accuser de les

corrompre. Un pouvoir qui laisse voir à tout le monde de quelle manière il tient à la vie, est un pouvoir condamné à voir ses moyens d'existence journellement attaqués ; il faudrait toujours qu'il y eût un nuage sur la source de l'autorité : les livres saints font toujours parler Dieu derrière une nuée. Aussi voyons-nous, pendant tout le règne de Louis-Philippe, ses ennemis préparer et amener sans cesse la lutte sur le terrain électoral, certains qu'ils étaient qu'ils ne pouvaient mieux le faire tomber qu'en lui enlevant le seul appui qui le faisait tenir debout. Les élections étaient alors de véritables batailles, qui renfermaient dans leurs résultats si mobiles toute la fortune d'un règne. Une loi qui modifiait le système électoral produisait aussitôt un effet pareil à celui que ferait naître dans la nature la modification d'une de ses lois primordiales. Elle changeait à l'instant même les conditions d'air et de chaleur, de longitude et de latitude, du monde politique. La révolution qui emportera un tel régime sera naturellement faite au nom d'un nouveau système d'élection ; il est inutile de rappeler ici que la réforme électorale a fait la révolution de Février.

Cependant, malgré les périls et les embarras de sa propre situation, Louis-Philippe avait assis

la France dans un état prospère. Habile et plein de présence d'esprit, ce souverain disert et prudent savait beaucoup mieux endormir que détruire les obstacles. Il aimait mieux user de ruses que de violences à l'égard de ses ennemis, de telle sorte qu'à la fin il les avait plutôt égarés que vaincus. Économe de moyens extrêmes, il avait une modération digne d'un meilleur sort. Si la révolution française avait pu ou voulu finir en douceur, elle eût trouvé dans Louis-Philippe l'homme le plus capable de lui faire goûter un doux et paisible dénoûment. Ce prince, éloigné de tout esprit de conquête, avait modestement fermé la main de la France, lorsque la Belgique ne demandait qu'à y tomber, en 1831. Il voulait et maintenait à tout prix la paix du monde, tant il la désirait pour la prospérité de la France et pour l'établissement de sa jeune dynastie. Tout à coup, l'année 1840 arrive avec des probabilités de guerre. Les quatre grandes puissances ont écarté la France de leur action commune sur cette éternelle et interminable question d'Orient. M. Thiers, ministre des affaires étrangères, place le pays sur la limite des hostilités; mais Louis-Philippe l'en retire lentement, prudemment. Ce prince a-t-il fait là un acte de sagesse ou a-t-il

commis une faute politique? je ne sais; mais j'ai toujours pensé que la guerre faite en 1840 empêchait la révolution faite en 1848. La société française commençait à s'énerver dans les délices de sa prospérité; la fibre nationale s'amollissait; la France prenait un certain embonpoint qui n'était pas naturel; le pays s'assoupissait dans son bien-être, comme un capitaliste dans son fauteuil: bien des gens enfoncèrent alors sur leurs yeux leurs bonnets de soie ou de coton et s'endormirent, le dos contre l'avenir. Ce fut dans cette position placide et somnolente que le 24 février surprit une bonne partie de la société française. La guerre, au contraire, réveillait l'âme de la patrie; elle la tenait en haleine et purifiait son esprit de toutes les souillures de la spéculation et de l'agiotage; elle faisait jaillir le trop-plein de son sang. La guerre est quelquefois un remède; il revient de toute l'étendue des vastes champs de bataille je ne sais quel souffle de mâle et saine vertu qui guérit les plaies des riches civilisations. On s'efforce de vivre plus dignement, quand on songe qu'il en est qui meurent bravement pour la gloire de la patrie. La guerre roule dans l'ordre humain comme la foudre dans l'atmosphère: elle l'ébranle pour l'assainir.

Louis-Philippe évita la guerre surtout dans la crainte qu'il avait de laisser l'esprit révolutionnaire maître de l'intérieur dégarni de ses forces. Il se remit à régner au milieu d'un calme que ne troublaient plus les émeutes, dont la dernière avait été vaincue en 1839. Il accomplit alors toute l'œuvre que la paix, devenue certaine, lui donnait à perfectionner. Il fait de Versailles le musée de la France; il le peuple de tableaux qui reproduisent les grands actes de notre histoire; la gloire de la France était le seul hôte que pût endurer cette grandiose solitude, qui fut le séjour de Louis XIV. Un jour, il y reçoit à sa table toutes les illustrations politiques, littéraires et artistiques du pays; il donne un grand repas de famille à la France moderne et illustre, en face des ombres glorieuses et fraternelles du grand siècle. Quelque temps après, il offre au pays tout entier l'occasion de sentir passer dans son âme une émotion inouïe; il fait rapporter par un de ses fils les cendres de l'empereur Napoléon. Tout ce qui reste de l'homme prodigieux descend, par une belle matinée d'hiver, sur un char gigantesque, le long de l'avenue des Champs-Élysées, et vient se coucher pour l'éternité sous le dôme militaire des Invalides.

Le pays assistait à toutes ces fêtes de la gloire,

des arts et du souvenir, calme, heureux, les mains pleines de travail pour le lendemain. Peut-être eût-il fini par jeter de côté tous ses instincts révolutionnaires, s'il n'avait pas eu sous les yeux un théâtre toujours ouvert où le spectacle politique ne faisait jamais relâche. Toutes les forces vives de la France étaient en présence dans l'enceinte de la chambre des députés; on les nommait conservatrices et progressives ; elles avaient pour organes les ministériels, les opposants et les radicaux. Le voisinage même de ces éléments contraires les portait sans cesse à lutter; ils auraient cessé de vivre s'ils avaient cessé de combattre. Leurs luttes perpétuelles étaient très-intéressantes pour l'esprit, mais très-dangereuses pour la paix publique. Le pays croyait encore trop au régime parlementaire. Une *question ministérielle* discutée à la chambre mettait pour longtemps l'opinion publique en feu. Il fallait combattre pour renverser un ministre, combattre pour prendre sa place, combattre pour s'y maintenir. Qui ne se souvient de cette guerre gigantesque, sorte d'Iliade parlementaire qu'on appela la *coalition* , qui réunit tous les princes de l'éloquence dans le formidable dessein de renverser du ministère M. le comte Molé? Que de traits lancés de part et d'autre

qui allèrent se planter dans la vanité de celui-ci, dans la haine de celui-là, et qui en passant au-dessus des têtes des ministres parvinrent à ébrécher la couronne elle-même! La monarchie de Juillet est tombée en grande partie devant ces rivalités de tribune. Que de fois l'habileté oratoire se permit de battre, avec adresse, il est vrai, la royauté sur le dos responsable de ses ministres! La couronne n'avait pas l'air de recevoir les coups, mais elle en gardait très-bien les marques. Cette réflexion m'amène droit à M. Guizot. Cet homme remarquable a une révolution attachée à son nom, parce que ses grandes qualités ne servirent qu'à perdre une cause qu'il croyait défendre et sauver. Ferme, inébranlable, impassible, il fixa le pouvoir dans ses mains, lorsque, au contraire, il eût fallu plus que jamais le laisser courir de mains en mains, afin de le faire échapper à la révolution qui le guettait. Ce ministre crut qu'à force de ténacité il fatiguerait l'opposition tumultueuse, mais il ne fit que l'irriter, comme un rocher qui au milieu des mers ne domine les flots que pour les faire écumer. Lors de la fin si lamentable du duc d'Orléans, les ennemis de son ministère à peine âgé de deux ans se bercent déjà de l'espoir qu'il saura se retirer en passant derrière le voile

de deuil qui couvre le trône. Mais ce fatal événement, qui ouvre une porte sur l'avenir aux partis légitimiste et républicain, et rend la situation de la monarchie de Juillet plus incertaine, ne fait qu'encourager M. Guizot à rester au ministère pour braver une position devenue plus difficile. Il reste encore cinq ans ministre. Pendant cette longue période, l'alliance avec l'Angleterre, connue sous le nom d'*entente cordiale*, soulève les plus violentes discussions à propos du droit de visite. La prise de quelques petites îles au fond de l'Océanie amène la fameuse question de l'indemnité accordée à M. Pritchard. Chaque année, la France voit s'arrondir sa conquête en Afrique; chaque année, un certain député dépose sur le bureau du président sa proposition au sujet de l'abandon de l'Algérie. Louis-Philippe marie un de ses fils à une princesse d'Espagne; l'opposition donne à la tribune et dans la presse son opinion, qui va jusqu'à l'irrévérence pour les personnes royales. Je cite quelques faits entre mille. Il était évident que plus M. Guizot se fixait au pouvoir, plus il activait les passions qui voulaient l'en faire sortir. Du jour où ce ministre prit la résolution de ne pas descendre, il se condamna à tomber.

Toutes ces luttes parlementaires, qu'agrandis-

sait le talent des orateurs célèbres, occupaient et vivifiaient l'esprit public, mais elles accéléraient la chute de la monarchie de 1830. Plus ce gouvernement recevait les coups réitérés de l'opposition, plus il donnait tête baissée dans ce fatal système politique qui consistait à ne chercher le triomphe que dans l'enceinte du Palais-Bourbon. M. Guizot, puissant orateur, savait ce qu'il faisait; il attirait la chance des combats dans l'endroit où il se sentait très-fort. Il croyait avoir vaincu le pays lorsqu'il avait conquis la majorité, et, pendant des mois entiers, il laissait flotter les choses sur l'effet d'un brillant discours. Il épuisa ainsi ses grandes forces en dehors de la vraie situation, et lorsque celle-ci monta de la rue jusqu'à lui, il se trouva affaibli, dépaysé, inactif devant la révolution. Son esprit alla jusqu'à se persuader qu'elle ne voulait qu'un simple changement de ministère: la seule catastrophe qu'il crut possible portait encore le caractère d'un épisode dans l'histoire du régime parlementaire.

Des affaires et des procès scandaleux, dans lesquels le public se plaisait à voir le gouvernement impliqué, avaient retenti comme ces premiers craquements qui annoncent la chute d'un édifice. Une question de grains, chose sinistre! avait ré-

veillé dans un département toutes les fureurs populaires ; il s'y était passé des choses qui rappelaient les plus terribles souvenirs : c'était 93 en petit. La révolution rôdait déjà autour du pays ; elle se promenait devant le seuil de la chambre des députés, impatiente, inactive, lorsque sa bonne étoile lui fit rencontrer M. Duvergier de Hauranne, qui l'introduisit au milieu de ses collègues, en la faisant passer sous le nom de réforme électorale. La proposition de cet honorable député avait déjà plusieurs fois été présentée, mais elle était toujours tombée sous le coup de l'intempestivité. Cette fois-ci, la proposition resta debout ; elle avait maintenant un terrain sous ses pieds. Le signal est donné. Aussitôt Paris et la France se couvrent de banquets réformistes. La réforme n'est déjà plus une nécessité politique, elle est une passion, une mode. Tout le monde en veut ; tout le monde en parle. Mot complexe, la réforme a un sens pour chaque opinion. Les uns voient en elle l'expulsion des incompatibilités, c'est-à-dire l'élément fonctionnaire ami de la routine. Les autres y rêvent l'introduction des capacités, c'est-à-dire l'élément le plus intelligent, et, à cette heure, le plus oisif de la démocratie. Quelques esprits avancés veulent faire arriver par la réforme la

souveraineté du peuple, c'est-à-dire le suffrage universel. En face de cette campagne réformiste qui se fit par toute la France, sous le commandement de députés considérables dans l'opinion, au bruit des paroles les plus véhémentes prononcées par des orateurs en crédit, le gouvernement comprit-il bien le danger de sa situation? Chaque jour, un fait nouveau venait révéler la profondeur de l'agitation qui remuait le pays. Les *toasts* criés dans les banquets avaient une signification sociale qui ne laissait aucune ombre de doute : on y buvait *à l'organisation du travail; à la solidarité humaine!* Un toast fut porté à Jésus-Christ dans une auberge de province. Depuis plusieurs mois, la révolution était à table sous le nez du gouvernement. Au milieu de cette situation extrême, le ministère s'occupa d'avoir la majorité pour combattre les dangers qui fondaient sur lui de toutes parts. La majorité, alarmée du mouvement réformiste, se rallia franchement au ministère. Celui-ci se crut sauvé et il se mit à regarder les choses avec un calme ironique. En effet, qu'avait-il à craindre? A la veille de la tempête, il avait eu le bon esprit d'embarquer sa fortune sur l'océan parlementaire, et il se confiait au flot de la majorité qui devait si bien l'éloigner des écueils de la réforme.

La session de 1848 s'ouvre. Dans son discours d'ouverture, Louis-Philippe adresse un reproche amer aux passions aveugles et ennemies qui agitent le pays. Ces trois mots deviennent le thème d'une discussion qui éclate avec une certaine grandeur. Chacun pressent tout à coup qu'il y a quelque chose de décisif en suspens dans la main des destins. Le ministère se jette avec joie dans la lutte; il est sur son terrain. Étrange et fatale nécessité des choses! il faut que le gouvernement se passionne pour combattre les passions du moment, tant sa résistance est malheureusement forcée de porter le caractère de l'attaque. M. Guizot fit des prodiges d'éloquence dans cette dernière campagne : on eût dit qu'il avait le pressentiment qu'il disputait à la mort la monarchie de 1830. Le triomphe qu'il obtint dans la discussion de l'adresse perdit irrévocablement la royauté constitutionnelle : il emporta un trône dans la grandeur de ses effets oratoires. La majorité, séduite et retenue par sa voix puissante, soutint avec acharnement son ministère dans une crise qui, d'abord, ne demandait pas mieux que de finir par un changement de ministres. On arrêtait la révolution en satisfaisant quelques exigences parlementaires. De son côté, Louis-Philippe ne pouvait pas renvoyer

un ministre qui venait de remporter une si belle victoire sur l'opposition; c'eût été fustiger le vainqueur avec ses propres lauriers. D'un autre côté, cette même opposition, irritée de voir M. Guizot survivre à une attaque où elle avait donné toutes ses forces, se décida à porter la guerre en dehors du palais législatif : tactique dangereuse et extraparlementaire, qui amenait le ministère sur un terrain où la monarchie était destinée à périr de mort violente. La rue ne pourra pas faire de différence entre les ministres et la couronne; elle emportera tout à la fois. Les députés de l'opposition constitutionnelle se gardèrent bien de prévoir un tel danger; il arrive un moment désespéré et violent où rien ne semble plus méprisable que d'avoir de la prudence et de la sagesse.

Il est temps de sortir de la chambre des députés pour regarder les choses qui vont se passer dans Paris. Un banquet réformiste a été annoncé à grand bruit dans les journaux de l'opposition. Le gouvernement l'interdit d'abord dans le douzième arrondissement; il se porte aux Champs-Élysées. Une centaine de députés acceptent l'invitation et promettent de s'y rendre. Une vive agitation commence à circuler autour du futur banquet. Le gouvernement fait un acte de vigueur : il le défend

tout à fait. Le ministre de l'intérieur annonce lui-même à la tribune que le pouvoir a l'œil sur les perturbateurs, avec la force et la loi en main. Les députés de l'opposition font paraître une déclaration par laquelle ils annoncent qu'ils ne se rendront pas au banquet surveillé par la police; ils invitent, en outre, tous les honnêtes citoyens à la modération, en face des mesures extrêmes du gouvernement. Le banquet n'a pas lieu. Mais, dès le matin, les ouvriers étaient sortis de leurs ateliers, les étudiants, de leurs écoles, les faiseurs d'émeute, de leurs repaires, les esprits, de leur ordre habituel. Il courait sur toute cette foule comme un vague pressentiment de révolution; rien au monde ne l'aurait fait rentrer chez elle sans en avoir vu une dans la journée. L'émeute commence par des vociférations, des menaces, des pierres lancées aux fenêtres du ministère des affaires étrangères. Elle a trouvé son cri : *Vive la réforme!* Ce cri prend une puissance magique; il élève des barricades; il arme les révoltés; il fait courir sur toute la garde nationale un esprit de vertige, une hallucination, dont on ne peut encore aujourd'hui se rendre compte. Les gardes nationaux crient : *Vive la réforme!* ils croient faire un acte de haute raison politique; ils commettent

une révolution sans le savoir. Pendant ce temps-là, le gouvernement s'apercevait que les fantômes qu'il croyait écraser en mettant le pied dessus étaient devenus des hommes armés de fusils, et il se voyait cerné tout à coup, non par une émeute, mais par une véritable révolution. Louis-Philippe accepta la démission de M. Guizot et de ses collègues. Acte tardif et inutile! Lorsqu'un gouvernement ne sait pas céder à temps, il court grand risque plus tard de céder mal à propos. L'insurrection haussa les épaules devant ce changement ministériel, passa outre, tourna autour du ministère éphémère de MM. Thiers èt Odilon-Barrot, et alla s'apaiser aux pieds du gouvernement provisoire. Le 24 février 1848 avait sa date dans l'histoire.

Rien n'avait pu arrêter la chute de Louis-Philippe, ni le renvoi du ministère-Guizot, ni la formation du ministère-Thiers, ni l'abdication en faveur du comte de Paris. Les causes de sa chute sont écrites sur toute l'histoire de son règne. Le régime parlementaire et la presse avaient développé en France une vie politique extraordinaire; le besoin d'une réforme électorale n'était autre chose que l'exubérance de cette vie politique qui cherchait une issue. Il fallait ou la vaincre

par les armes ou la satisfaire. Si Louis-Philippe avait su lui ouvrir une porte très-large, peut-être eût-il sauvé son trône : il est de ces vastes aspirations humaines dont on ne se rend maître qu'en leur laissant l'espace. D'un autre côté, le gouvernement de 1830 avait commis une grande faute, celle de trop s'appuyer et de trop compter sur la chambre des députés; le plus court évanouissement de la majorité le laissait tomber à terre : témoin cette séance du 24 février, à laquelle assistaient madame la duchesse d'Orléans et son fils.

On a prétendu que le roi pouvait résister et tenir par la force des armes; il le pouvait pour quelque temps; mais cette exubérance de vie politique dont j'ai parlé plus haut, qu'il ne pouvait ni dominer ni satisfaire, aurait toujours fini par l'entraîner. Une chose, en outre, était venue subitement troubler toutes les idées de Louis-Philippe. La garde nationale, sa camarade des beaux jours, lui tournait brusquement le dos; il assistait, vivant, à la chose du monde la plus incroyable, la plus inouïe, la plus douloureuse pour lui, à une infidélité de la bourgeoisie. Ainsi, d'un côté, la garde nationale l'abandonnait au cri de : *Vive la réforme!* d'un autre côté, la majorité se disloquait devant la détente d'un pistolet républicain,

et, au-dessus de toutes ces défections inattendues, passait et repassait le hasard des révolutions, qui ne s'était jamais trouvé à pareille fête, et à qui chacun s'était empressé de remettre toutes les clefs de l'avenir.

Louis-Philippe tomba sans faire de résistance, parce qu'il se sentit vaincu dans son esprit avant même qu'il pût l'être dans la rue. Une récente douleur de famille, l'abandon de la garde nationale, l'anéantissement de la majorité, un mouvement de l'opinion publique qui se faisait pour agrandir le système parlementaire, son idole politique, tout contribua à porter le roi à se retirer sans combattre et à laisser triompher si singulièrement une manifestation qui, dans le principe, pouvait bien avoir eu quelque apparence de droit au fond de son esprit éminemment constitutionnel.

Louis-Philippe avait donné dix-huit ans de paix à la France, un développement industriel considérable, une prospérité qui avait eu sa grandeur et ses vices, et il quitta sa capitale dans une voiture de place, comme un très-remarquable agent qui, dans un jour de malheur, est forcé d'abandonner toutes ses affaires en litige. La chute de Louis-Philippe réveilla la société

française de son assoupissement; celle-ci donna à ce prince des regrets tardifs; mais elle ne fit aucun effort généreux pour retenir le vieux roi dans son royaume, obéissant dans son inaction égoïste, moins aux décrets du ciel, qui tout d'un coup renversait le gouvernement de 1830, qu'à cette facilité extrême qu'ont les nations heureuses d'être ou indifférentes ou ingrates.

CHAPITRE XI.

DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE APRÈS LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER.

—o—

Dieu a mis dans le cœur de l'homme le sentiment du progrès comme un don; l'amour du perfectionnement, comme un signe céleste; le rêve de l'impossible, comme un châtiment. Les hommes progressent, se perfectionnent, marchent et touchent le point le plus élevé de leur civilisation. Alors un spectacle gigantesque les entoure; ils voient à leurs pieds les œuvres des siècles et des générations passées; mais ils ont encore au-dessus de leurs têtes quelque chose de tentateur qui les provoque à monter plus haut. Là est le piége.

Lorsqu'une société est parvenue au terme de sa grandeur, son premier soin doit être de le reconnaître ; son plus cher intérêt doit être de s'y fixer. Mais il arrive bien rarement qu'une société puisse s'arrêter à temps ; en touchant le but, elle marche encore, obéissant en cela à l'impulsion qu'elle a reçue à travers les siècles. Assise à son apogée, elle est encore tourmentée du besoin de se jeter dans l'espace : l'humanité aime encore mieux s'égarer que de rester immobile. De tous les périls qui viennent assaillir une telle société, le plus grand, sans contredit, est dans l'esprit d'orgueil qui s'empare tout à coup de l'intelligence humaine. Quand les hommes ont fait sur terre tout ce qu'il leur était possible d'accomplir, c'est l'orgueil qui se charge de leur faire tenter l'impossible.

L'orgueil prend alors pour ses aides les utopistes, les réformateurs, les novateurs, esprits audacieux et téméraires qui montent au plus haut de la sphère humaine, comme ces oiseaux insensés qui se perdent dans le vide du firmament. Ils en redescendent et ils se mettent à dire à l'humanité qu'ils lui ont trouvé des routes nouvelles ; ils lui jurent qu'elle peut encore aller plus loin ; ils lui attestent que le ciel n'est haut que parce qu'elle se résigne à rester en bas. Et l'humanité, qui ferait

des millions de lieues pour suivre un atome, pourvu qu'il arrive de l'inconnu, marche bravement derrière tous ces chercheurs de l'impossible. C'est alors qu'on voit les peuples sortir tout à coup de leur civilisation acquise, comme d'un nid tout fait, pour se mettre à courir l'aventure derrière de nouvelles théories sociales. C'est alors qu'on voit des sociétés qui croyaient n'avoir plus qu'à se conserver pour s'améliorer, tout à coup être forcées de lutter contre des utopies formidables et soudaines qui se jettent sur elles comme des brigands inattendus qui attaquent des voyageurs, sur le soir d'un beau jour. Ces sociétés se trouvent tout à coup placées dans une situation étrange, touchante, dramatique; elles reçoivent à grands flots les lumières de la civilisation, et elles entendent rouler la mort dans les ténèbres de la barbarie qui glissent sur leurs pieds. Toute la question de leur existence se résume en deux mots : la lumière chassera-t-elle les ténèbres, ou les ténèbres éteindront-elles la lumière? Si ces sociétés ont conservé saine leur constitution morale et religieuse, elles peuvent et savent vaincre les ennemis qui attaquent les jours de leur grandeur. Elles traversent le moment critique sans mourir. Si, au contraire, elles arrivent sans forces morales et

religieuses devant les épreuves qui attendent ici-bas tout ce qui est heureux, elles tombent vaincues, écrasées sous le poids des folies monstrueuses, colossales, qui se mettent aussitôt à danser sur le corps de toute civilisation qui s'est laissé vaincre. L'esprit humain, monté à son apogée, n'a pas de plus proche voisin que la folie. La folie est un fruit extrême de la civilisation. Les sauvages n'ont pas de fous chez eux. Toutes les grandes sociétés asiatique, grecque et romaine, ont fini par des choses qui avaient tous les aspects d'une grandiose démence. Leur histoire n'enregistre plus guère à la fin que des noms de fous immortels.

La révolution de Février venait d'ouvrir un champ vaste et libre à tous les novateurs, réformateurs, utopistes, qui apparaissaient alors sous le nom de socialistes, de communistes, de philosophes humanitaires. Le jour des essais était arrivé. Jamais société ne mit plus de complaisance à se laisser lier pieds et poings que la société française surprise par le bouleversement du 24 février. Les réformateurs purent donc tout à leur aise l'étendre sur le marbre de la clinique et la passer à l'examen du scalpel. Une seule fois elle se révolta; ce fut aux journées de juin, lorsqu'elle vit que le scal-

pel, las de fouiller dans ses organes, s'était changé en un couteau qui voulait l'égorger.

Il n'est guère possible de trouver dans l'histoire du monde une époque comparable à celle qui suivit le 24 février. Ce joug du bon sens qui pèse éternellement sur l'humanité, comme l'air pèse sur l'Océan pour le tenir dans ses limites, s'était tout à coup brisé sur toutes les têtes. Tout pouvoir s'était retiré du milieu de la France, comme pour lui fournir l'occasion de faire quelque chose d'inouï dans l'histoire humaine. Le gouvernement provisoire, issu d'une révolution aussi soudaine qu'inattendue, portait tous les caractères de son origine. Il était fait d'éléments divers étonnés de se trouver réunis ensemble : le coup de vent qui avait jeté au pouvoir des hommes étrangers les uns aux autres n'avait eu que le temps de commettre des surprises. Ce gouvernement était l'âme hétéroclite de la situation ; il en était la physionomie originale et multiple : il avait une face pour toutes les classes de la société. Le bien et le mal se croisaient dans le gouvernement, comme ils se croisaient en bas dans la rue. Autour de la table du conseil s'asseyaient des philosophes, des républicains, un ouvrier, un socialiste, des écrivains et des avocats. Ce tableau était pittoresque, mais il n'of-

frait aucune image de gouvernement. Quel curieux spectacle, en effet, que celui d'un pouvoir qui représentait toutes les idées, toutes les passions qui circulaient dehors pour le quart d'heure ! Aussi, dans les fréquentes visites qu'il faisait à l'Hôtel-de-Ville, le peuple allait-il moins voir et reconnaître des chefs qu'écouter et regarder des hommes qui avaient des liens de parenté avec lui. Aussi le gouvernement provisoire était-il moins le frein que la réverbération de toutes les passions populaires. Pendant les deux mois qu'il siége à l'Hôtel-de-Ville, il domine des situations difficiles, plutôt en les flattant qu'en les maîtrisant. Toute sa politique consistait à promener le peuple qu'il désespérait de faire tenir en place. Un homme a immortalisé ce procédé nouveau dans l'art de gouverner les hommes. La postérité aura quelque peine à comprendre comment M. de Lamartine put avec sa belle parole produire d'aussi bons effets sur les masses soulevées. Il possède dans certaines scènes de l'Hôtel-de-Ville je ne sais quelle magie qui vous rappelle cette lyre divine avec laquelle Orphée avait la faculté d'apaiser les bêtes féroces. Il faut croire que, même dans les plus terribles révolutions humaines, il y a toujours un petit fonds d'enfantillage qu'il s'agit de savoir flatter.

Le peuple n'est qu'un enfant terrible; un jouet le détourne à l'instant même de sa colère. M. de Lamartine eut l'immense bonheur de comprendre l'esprit populaire; il le promena pendant deux mois dans les chemins sonores de son éloquence intarissable : il amusa une situation effrayante.

Ainsi, du soir au lendemain, la société française se trouvait jetée dans un chaos sans nom, ou pour mieux parler le langage des circonstances, dans une anarchie sans bornes. L'anarchie qui se fait au sein des peuples civilisés est plutôt morale que matérielle; elle est plus dans les idées que dans les actes; elle a plus de goût pour les dissertations que pour les champs de bataille. Les hommes qui ont déposé leur force physique aux pieds de la raison aiment mieux lutter dans les nuageuses sphères de l'intelligence. L'anarchie qui se met au milieu d'eux n'arrive qu'avec répugnance aux voies de fait, mais elle se perd avec délices dans les plus interminables controverses. Ce genre de désordre jette la société dans un chaos moral au fond duquel elle perd à la longue une chose que Dieu avait mise en elle pour la faire vivre : le sentiment du juste et du vrai. Je ne cherche pas à comprendre les secrets de Dieu à l'égard de l'humanité; mais je me demande pourquoi

CHAPITRE XI.

DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE APRÈS LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER.

—o—

Dieu a mis dans le cœur de l'homme le sentiment du progrès comme un don; l'amour du perfectionnement, comme un signe céleste; le rêve de l'impossible, comme un châtiment. Les hommes progressent, se perfectionnent, marchent et touchent le point le plus élevé de leur civilisation. Alors un spectacle gigantesque les entoure; ils voient à leurs pieds les œuvres des siècles et des générations passées; mais ils ont encore au-dessus de leurs têtes quelque chose de tentateur qui les provoque à monter plus haut. Là est le piége.

de cette lutte que les hommes tentent pour conquérir le bonheur par les raisons que j'ai données plus haut. Le socialisme n'est pas né d'hier. Le premier homme qui fut malheureux par sa faute ou par l'arrêt du sort a été socialiste. A toutes les époques du monde, le socialisme a traversé l'histoire; il représente dans le drame humain l'éternel et pâle personnage de la misère : tantôt il y soupire; tantôt il y prie; tantôt il y menace, suivant l'âge des sociétés au milieu desquelles il apparaît. Les peuples jeunes l'entendent se plaindre; les nations religieuses l'écoutent prier; les sociétés civilisées le voient menacer. Cette plainte éternelle qui court sur l'humanité, comme le soupir de sa destinée mystérieuse, prend quelquefois la parole au milieu des événements de l'histoire; mais les hommes qui l'écoutent avec pitié ou tremblement ne savent ni l'apaiser ni la guérir : Dieu seul, là-haut, sait ce qu'il a à faire à l'égard de la plainte humaine ! Cette voix de l'humanité souffrante et inquiète, après la révolution de Février, vit l'occasion propice pour se changer en un cri de révolte et d'espoir. Le socialisme, son éternel organe, ne voulut plus, cette fois-ci, rester dans les coulisses de la révolution comme un acteur imbécile; mais il envahit fièrement la scène qu'il occupa tout,

entière. Il eut un siége dans le gouvernement de la France, une tribune au palais du Luxembourg; il compta une armée formidable sur le pavé de Paris. Le socialisme avait décidément pris dans ses bras l'humanité entière, et il la promena pendant quelques mois aux bords de son salut : jamais le monde ne fut livré à de plus étranges terreurs qu'à cette époque. C'est que le monde ne tarda pas à voir au fond des divers systèmes socialistes une inexorable philanthropie qui voulait faire le mal pour le bien, et les traits d'un orgueil implacable qui voulait tout ravaler. Rien de sauveur n'éclatait au-dessus des théories du socialisme; il promenait bien son triangle au-dessus des têtes; mais il ne laissait flotter dans son ciel vide et terne aucun *Labarum* resplendissant et miraculeux. Il apparaissait sans avoir eu d'aurore; il n'avait ni la jeunesse ni le souffle imprégné de vie. Et les peuples ne suivent avec foi et enthousiasme que les choses qui ont un signe céleste au front, un souffle d'avenir à la bouche, et l'éternelle jeunesse de la vie autour de leurs faces lumineuses.

Le socialisme en 1848 n'avait qu'un caractère matériel, avide, brutal; il était l'expression militante, armée, aveugle du prolétariat, cette classe nombreuse de la société qui s'échappait des chaînes

du travail, moins pour obtenir un droit que pour accomplir une vengeance. De son côté, la société française, qui, dans l'idée socialiste, ne voyait autre chose qu'une arme effilée mise entre des mains terribles, se hâta de renfermer ses trésors, son industrie, son intelligence, sa vie entière, et de faire de sa civilisation une feinte solitude, semblable à celle de ces villes qu'on laissait jadis désertes à l'approche des Barbares. Chacun crut alors le socialisme très-fort, parce qu'il faisait très-peur : l'effroi qu'inspirent les méchants est l'unique secret de leur force. Les socialistes, qui se virent redoutés, se crurent redoutables. Cette persuasion leur donna une attitude d'intimidation qui perdit encore plus vite leur cause. Chose étrange et vraie! c'est la société française qui, fuyant effrayée devant le socialisme, l'a fait courir si vite à ses fins qu'il est tombé à l'instant même dans le piége caché de sa fausse force; sa pierre d'achoppement a été les journées de juin. Ce jour-là, il fit un effort insensé, aveuglé et abruti qu'il était par son orgueil et son audace.

Je marche, depuis le commencement de ce livre, à côté d'un compagnon de route qui tour à tour m'a ébloui, effrayé, charmé ou indigné. Il a été successivement philosophe, révolution-

naire, scélérat, militaire, politique et industriel. Ce compagnon de ma route se nomme *l'esprit humain*. Il a fait une grande révolution; il a changé la face de toute une société; il a agrandi les domaines de la pensée, de la science et des arts; il a conquis sa liberté politique et religieuse; il s'est assis au milieu d'une civilisation complète, et, lorsque je le croyais arrivé au terme d'un repos marqué par ses destinées, je le vois brusquement ouvrir une petite porte bâtarde, pratiquée dans l'épaisseur de sa civilisation, et chercher à s'esquiver par la sortie du socialisme. Tant il est vrai qu'après avoir accompli les plus grands actes, l'esprit humain s'amuse quelquefois à faire des choses ridiculement petites! C'est un géant qui a la triste faculté de pouvoir se changer en nain.

La doctrine socialiste n'est que la fille illégitime de l'esprit prévoyant, inquiet, positif de notre siècle. Le socialisme n'est que la généralisation extrême d'une tendance au matérialisme que nous avons tous en nous aujourd'hui. Il a fait une théorie d'une chose dont nous tous, nous faisons un penchant. Lorsqu'il place chaque individu dans sa case prévoyante avec cette étiquette au-dessus : *de chacun suivant ses facultés; à chacun suivant ses besoins*, il tient dans son casier social une

bonne partie de l'esprit véritable de ce siècle. Lorsqu'il parle d'assurer le bien-être de tout le monde, il touche la fibre la plus sensible de notre époque. Quelle influence, en effet, doit avoir une doctrine qui prend tous les gras aspects d'une excellente auberge qui attendra l'humanité à sa dernière étape!

Le socialisme n'a ni grandeur ni vérité. Il manque de grandeur, parce qu'en voulant organiser invariablement notre sort, il nous enlève ce côté de la vie, mystérieux, solennel, terrible parfois, qu'on nomme les vicissitudes humaines. Il manque de grandeur, parce qu'il ôte à l'homme tout le charme de sa destinée, en voulant caser uniformément l'individu depuis sa sortie du berceau jusqu'aux bords de sa tombe. Il manque de vérité, parce qu'il est anti-humain. Quels que soient les biens que le socialisme puisse promettre aux peuples, ces derniers ne tarderont pas à voir que l'air vital n'entre pas le moins du monde dans de pareils systèmes : la vie des nations est faite d'inconnu, de souffrances, d'imprévu et de labeurs. L'humanité tiendrait le remède dans ses mains qu'elle le rejetterait bien vite, tant elle trouve de charme et de gloire à le chercher! Les sociétés exileront donc de leur sein le socialisme comme

un faux produit d'une mauvaise tendance matérialiste, parce que les peuples ne s'attachent qu'à ce qui est grand, et ne vivent qu'à côté de ce qui est vrai.

J'arrive à une séance ouverte au palais du Luxembourg. M. Louis Blanc préside un cénacle de travailleurs. On y discute le système de *l'organisation du travail.* Tout homme qui travaille se tient dans l'esprit de la civilisation moderne. Je l'ai dit plus haut, le travail est l'âme des sociétés nouvelles ; c'est la dernière vertu de l'humanité. Le socialisme devait donc s'emparer au plus vite de la question du travail, cette cheville ouvrière du mécanisme social. Organiser le labeur, c'était mettre la main au vif de la société. M. Louis Blanc avait préparé cette organisation ; l'association en était la base ; les ateliers nationaux en étaient l'expression ; l'État en devenait le chef. Ce système était tout simplement un chef-d'œuvre de despotisme ; il anéantissait d'un coup une des plus belles conquêtes de 89 : l'individualisme. Le principe de l'association anihilait les deux plus hautes prérogatives de l'homme : l'emploi isolé, libre, de sa personne, et sa lutte avec sa destinée particulière. L'association, qui unissait les classes ouvrières, enlevait à chaque

travailleur le mobile le plus vrai de ses efforts, celui de gagner à lui seul un bien qu'il gardera à lui seul. L'artisan aime mieux acquérir à la sueur de son front une chaumière qui sera bien à lui, que le palais des Tuileries qu'il aura à partager avec des coassociés. Rien, en outre, n'était plus impolitique que le principe de l'association; car il est bien plus difficile de gouverner des hommes réunis que des individus isolés. Toutes les institutions qui agglomèrent les hommes sont tenues avec une discipline de fer: les armées et les couvents sont régis par des lois impitoyables. Réunir les hommes, c'est les agiter. Je ne connais qu'un endroit où ils puissent s'assembler sans danger, c'est à l'église. Toutes les associations ouvrières tentées sous l'inspiration du système de M. Louis Blanc n'ont pas tardé à s'évanouir dans le vide, quand, toutefois, elles ne sont pas tombées dans le grotesque.

J'ouvre maintenant un livre de M. Proudhon. Cet écrivain traite M. Blanc avec un dédain colossal, et le prie une fois pour toutes de ne plus apporter au socialisme que l'appui de son silence. M. Louis Blanc base son système sur l'organisation du travail par l'association; M. Proudhon établit le sien sur l'organisation des forces économiques

de la société. Le premier opère sur le travail, le second, sur le crédit ; l'un associe les bras, l'autre tourmente les capitaux. M. Proudhon crée une banque qui émerveille et vivifie à jamais le crédit ; il reconstitue la propriété immobilière et foncière de telle sorte, qu'il la rend pour ainsi dire fluide, et la fait passer à tour de rôle du propriétaire au locataire, du maître au fermier, lorsque le prix du loyer ou du fermage a couvert la valeur de la chose louée ou affermée : il trouve moyen de contenter tout le monde. M. Proudhon, en outre, reconstitue le juste prix de toutes choses, terres ou capitaux ; il égalise les destinées de chacun, en égalisant les intérêts de chacun ; enfin, il veut que le gouvernement ne soit qu'un simple contrat passé entre tous les citoyens, contrat de raison et d'intérêts. Ce système, qui a le crédit pour base, l'intérêt pour âme, l'économie pour règle, le bien-être matériel pour unique but, offre exactement l'aspect froid, méthodique, d'un véritable comptoir. M. Proudhon, qui fut un excellent comptable dans une maison de roulage, a trop regardé la société à travers les petites vitres de son bureau. Il ne voit le salut des sociétés modernes que dans l'organisation de leurs forces économiques ; il ne voit renaître la vie sociale qu'à la suite d'une série

de bonnes mesures financières. Je veux bien croire qu'un jour, grâce au système socialiste de M. Proudhon, la France coulera dans un lit de bien-être plus large, plus profond, que le Mississipi ; mais je défie quiconque au monde de jamais reconnaître l'humanité dans ce courant social qui glissera méthodiquement le long des rives économiques de M. Proudhon ! O teneur de livres, vous savez très-bien écrire le *doit* et l'*avoir* du grand-livre social, mais vous avez complétement oublié d'y ouvrir le compte de l'âme humaine, à moins que vous n'ayez déchiré sa page dans votre volumineux registre du compte-courant de la société française !

De même que M. Louis Blanc dérobe la liberté de l'homme avec son système d'association, de même M. Proudhon dérobe la propriété avec son système de l'organisation des forces économiques. Ce dernier ne vole pas brutalement le droit de propriété, mais il le compromet si habilement dans son système que c'est tout comme : le temps devient le vrai spoliateur. La propriété est le complément de l'homme au moral comme au physique. Elle est son pain, son foyer, sa liberté. La propriété est donc la chose du monde la plus difficile à introduire dans un plan de réformes, parce que c'est prendre quelque chose chez tout le monde.

Vouloir organiser la propriété, c'est vouloir régler l'élément le plus rebelle à l'organisation, puisque la propriété est le fruit spécial du travail, du bonheur, du talent et de la destinée de tout homme. Quoi qu'il en soit, l'auteur des *Confessions d'un révolutionnaire* reste persuadé que son système est le dernier mot de la science sociale. Il le croit si fermement, qu'il soutient avec une inflexible logique que la société ainsi régularisée pourra très-bien se passer de religion. Il ne donne pas vingt-cinq ans à Dieu pour qu'il ait déménagé de la surface du globe. Quel besoin de religion peut avoir une société dont tous les membres seront liés par un contrat juré sur l'autel de l'intérêt! Les banques d'escompte et d'échange remplaceront les églises; le grand-livre social aura ouvert à chacun son compte-courant de bonheur; et si les hommes manifestaient encore la velléité d'adorer une divinité quelconque, M. Proudhon les adresserait à Satan, Lucifer, génie du mal, qu'il invoque d'une façon aussi mélodramatique qu'inattendue, dans un passage de ses œuvres, tandis que le diable est tout étonné, et même assez humilié, d'être évoqué sur un théâtre aussi étroit que celui d'un livre qui traite des forces économiques de la société française au XIX[e] siècle!

J'arrive à l'école de Fourier. Celle-ci est d'un tempérament doux et pacifique; elle est le reflet sentimental d'une société primitive: le phalanstère est un berceau. Le travail y devient attrayant et plein d'un charme magique; tout s'y base sur la sympathie; et l'humanité, satisfaite dans tous ses besoins honnêtes, se promène éternellement, le sourire à la bouche, dans les allées tirées au cordeau du calme phalanstère. MM. Considérant et Pierre Leroux ont été les dignes représentants de l'école fouriériste. J'aurais voulu dire un mot de la philosophie humanitaire de M. Pierre Leroux, mais j'avoue à ma honte que ne l'ayant pas bien comprise, je courrais grand risque de ne pas bien en parler. J'ai encore devant les yeux la figure de M. Cabet, père du communisme. Ce dernier a éprouvé la plus étrange destinée qu'on puisse imaginer: il est tombé parce qu'il a réussi. De tous les systèmes inventés par le socialisme, celui de M. Cabet est le seul qui ait eu son application en Icarie; il n'était pas plus ridicule, plus impossible, que les autres; il n'a eu sur les autres théories sociales qu'un désavantage : la priorité de l'application.

Il est temps maintenant d'aborder le socialisme dans la rue. Il a trouvé son nom dans les masses

populaires; il s'appelle la République démocratique et sociale. Il a écrit sur son drapeau : *Droit au travail;* ses foyers d'action sont les clubs; sa tribune, l'assemblée nationale issue du suffrage universel. Paris renferme 147 clubs qui parlent nuit et jour. L'esprit public se nourrit de la lecture de 174 journaux qui lui arrivent matin et soir, sous les noms les plus sinistres et les plus bouffons : le tragique et le comique sont de la partie de dés qui se joue à cette heure. Le feu est aux quatre coins du monde intellectuel. La fournaise est béante; elle lance des flammes de plus en plus impatientes; des milliers de bras y traînent depuis trois mois la société pour la refondre. Y sera-t-elle jetée? Comment en sortira-t-elle? Question de chaque jour, de chaque heure, de chaque minute, qui sort de toutes les bouches frémissantes! Le présent chancelle à chaque pas; sur quoi pourra-t-il s'appuyer? L'avenir est un nuage.

La société française subissait à cette heure une crise marquée dans les phases de sa civilisation. Il était moins difficile à une nation comme la nôtre de monter jusqu'au dernier degré de sa grandeur que de pouvoir s'y fixer. Un peuple qui s'arrête à temps donne le plus bel exemple de sagesse qu'on puisse voir, car il montre qu'il sait résister aux fausses

séductions de ce progrès parasite, bâtard, factice, qui s'attache à sa vraie civilisation, comme une chimère dont les mille formes bizarres et monstrueuses ont de perfides et dangereuses fascinations. La France devait, plus qu'aucun autre pays, se trouver exposée à l'influence des charmes de ce progrès de mauvais aloi. Elle nourrissait dans son sein une multitude inquiète d'individus déclassés. Tout homme qui n'a pas trouvé sa place dans la société a une horreur profonde de l'immobilité. Les hommes de cette espèce, qui ont remis leur destinée aux mains de l'inconnu, font les plus grands efforts pour pousser la société vers cet inconnu réparateur. Depuis quelques années, l'éducation, plus commune dans toutes les classes, avait fait naître une race instruite et oisive, qui était devenue des avocats sans causes, des médecins sans malades, des professeurs sans élèves, des écrivains sans libraire, des tribuns sans tribune. De son côté, l'industrie avait arraché au sillon le peuple des campagnes pour le jeter dans les villes, où le travail est moins rude, où la vie a plus de saveurs enivrantes. Tous ces êtres audacieux ou inutiles se promenaient sur la surface de la société, attendant leur heure. Leurs forces étaient éparpillées partout. Toute leur fortune tenait à un

mot qui pût les réunir. Le socialisme fut ce mot. Je ne connais rien qui fraternise plus vite que les mauvais instincts. En un clin d'œil, le socialisme rassembla toutes les inquiétudes, tous les rêves, toutes les misères humaines. Remède pour les uns, champ de bataille pour les autres, il réalisait ce que voulait ce monde errant et malade; il était une arme pour la haine, un baume pour la souffrance, une échelle pour l'ambition, un lit de roses pour le sensualisme. L'armée socialiste ne tarda pas à être au complet, décidée à tout et appuyant ses flancs sur ces masses populaires, ignorantes, inertes, mais si faciles à ébranler à l'odeur du pillage. Ainsi la société française arrivée au moment de se fixer au point suprême de son repos, se voyait tout à coup reportée sur la route d'un nouveau monde, inconnu, inexplicable, et qui n'émerveillait que les déserteurs aventureux de sa civilisation acquise.

Les classes ouvrières, honnêtes et justes au fond, se laissèrent facilement tromper par un semblant de justice réparatrice qu'étalaient certaines théories socialistes. Du jour où le peuple est sorti de son bon sens ordinaire, il croit tout. L'erreur est la plus douce pâture que puissent dévorer les multitudes. Le mensonge est la dernière divinité

qu'adoreront les hommes. Le mouvement socialiste fait aussitôt marcher les classes ouvrières au nom du *droit au travail,* qui était une chimère; il trouve même le moyen de les faire arriver un jour sur l'assemblée nationale au nom de la Pologne, qui était un fantôme. Une fois entrée dans la salle des représentants, l'ombre de la Pologne, si étrangement ressuscitée, leva le masque, et ce fut la pâle figure de Blanqui qui apparut à la tribune, pour prononcer la dissolution de l'assemblée et l'avénement de la république démocratique et sociale.

Huit jours après ce nouveau 1er prairial, Paris se réveille un dimanche pour assister à la *fête de la concorde,* donnée en l'honneur de la fraternité et du travail. L'à-propos était transparent. Depuis trois mois, les hautes classes vivaient dans l'effroi que leur inspiraient les classes ouvrières; celles-ci, de leur côté, se méfiaient des classes riches. La fête de la concorde offrait une occasion large et magnifique pour tenter le rapprochement de tous les citoyens. En France, il faut aussi peu de chose pour nous réconcilier que pour nous diviser. Une fête publique donnée par un beau jour fait mille fois mieux les affaires de la fraternité que la pompeuse inscription de ce principe sur

les murailles de nos monuments. Quels que fussent les résultats de cette fête républicaine, préparée comme elle l'était entre les terreurs de la veille et les luttes du lendemain, elle avait au moins le mérite d'être un entr'acte. Le cérémonial fit tout ce qu'il put pour être grandiose. Le travail y était représenté sous ses traits les plus primitifs : une charrue, des laboureurs, des chevaux de labour. Le programme avait bien parlé de bœufs aux cornes dorées qui devaient traîner le char de l'agriculture orné des verts symboles de la paix, de la force et de l'abondance; mais ces bœufs, qui auraient par trop eu l'air d'avoir été dételés du char de Cérès, ne figurèrent pas dans la cérémonie. Chaque corporation ouvrière suivait le char emblématique, en portant en triomphe une œuvre de son métier. Cinq cents jeunes filles vêtues de blanc, couronnées de chêne, formaient le cortége. J'ai déjà fait cette remarque, à propos des fêtes données au peuple par la convention, que les ordonnateurs de ces sortes de cérémonies publiques avaient un goût très-prononcé pour la mise en scène adoptée jadis par les païens, comme si les grandes vertus humaines, en l'honneur desquelles ces fêtes étaient instituées, se trouvaient mieux à leur date dans le cérémonial antique.

Il est aussi curieux de remarquer que lorsque les humains veulent promener en grande pompe les images sacrées de Dieu, de la vertu et du devoir, ils adoptent les simples emblèmes pris aux hommes des premiers âges, comme si tout à coup la civilisation devenait un accessoire inutile ou factice au milieu de ces pieux recueillements de l'humanité.

La fête de la concorde fut célébrée avec décence, mais sans enthousiasme. La société française était encore attachée à une situation trop obscure pour pouvoir se livrer à un épanchement sincère. Toûtes les classes des citoyens qui avaient pris part ou été témoins de la cérémonie du jour se séparèrent avec les mêmes inquiétudes et les mêmes passions dans le cœur. On s'embrassa du bout des lèvres. Le char de l'agriculture, qui avait promené dans Paris le chêne, le laurier et l'olivier, était à peine remisé depuis un mois que le canon des journées de juin se mit à gronder pendant cinq jours sur la cité sanglante. La guerre civile était devenue inévitable; elle était le vrai mot de la situation. Le temps faisait mûrir trop lentement les fruits promis par le socialisme; la guerre en hâtait la maturité. Et puis, un parti violent se dégrade, s'il patiente. L'insurrection

de juin était donc dictée par le caractère même du parti socialiste. Le présent commençait à lui échapper ; la république de 1848 n'allait plus qu'à la cheville des rêves de certains démocrates ; elle menaçait de se régulariser, de prendre de l'avenir : le coup de février était manqué. Le suffrage universel lui-même, cette grosse machine de guerre inventée pour introduire tous les vrais démocrates dans l'élément représentatif, avait laissé descendre de ses flancs monstrueux un bataillon d'anciens députés conservateurs, de légitimistes et d'orléanistes. Le suffrage universel n'avait pas compris son rôle ; il barrait l'avenir. Que pouvait attendre de ce côté-là l'impatient socialisme ? Rien. Le bon sens du pays y parlait trop haut et trop bien. La guerre devenait donc sa dernière ressource. La guerre commença terrible, implacable, désespérée, et, chose inouïe dans l'histoire des batailles humaines ! aucun mot d'ordre ne passait sur les lèvres ; aucun drapeau ne flottait sur les barricades ; les insurgés eux-mêmes ne savaient quel nom donner à ce qu'ils exécutaient sur les dernières limites des déchirements humains. Paris, la France, la civilisation, sortirent triomphantes de la lutte, mais pour vivre désormais avec le plus mélancolique souvenir que

puisse garder une nation civilisée. La société restait victorieuse sur un champ de bataille dont les bords seront éternellement voilés par cette sombre et mystérieuse insurrection de juin : la barbarie a placé un énigme au sein même de la civilisation du XIX[e] siècle. Le socialisme tomba vaincu, écrasé, couvert du sang d'un saint archevêque, de plusieurs généraux et de quelques milliers de Français : stigmates sanglants dont un martyr, des héros et de braves gens le marquaient au nom de la religion, de l'honneur et du civisme, ces trois grandes vertus de toute société humaine !

Vaincu dans la rue, le socialisme alla se réfugier dans les esprits. A partir de ce moment, la société fut mise en discussion permanente, pendant une durée de quatre ans. Les principes sur lesquels se fondent les sociétés sont éternels, par la simple raison qu'ils sont indiscutables. Les faire tomber dans le domaine de la dispute et de l'examen, c'est profaner la condition de durée qu'ils tiennent de leur incontestable vérité. Ces principes sont, en outre, immuables, parce qu'ils sont éternels. Tout ce qui est destiné à périr s'agite. Ainsi, lorsque vous voyez le monde se révolutionner sans cesse, tenez pour certain qu'il s'affaiblit. Dieu a

créé le repos pour faire durer les choses : tout ce qui reste dans cette intention du Créateur a la vie longue. Les races sauvages se maintiennent plus longtemps sur ce globe que les nations civilisées, parce qu'elles s'y remuent moins. Les révolutions renferment plus de principes de mort que de vie; ces grandes convulsions nationales portent plutôt les signes de la maladie que de la santé. Les peuples vraiment sains font très-peu de bruit sur terre. Rien n'était donc plus maladif que cette agitation extrême qui se fit en France, après la révolution de Février; remuement d'autant plus dangereux, que l'action frénétique des uns sollicitait la réaction violente des autres, et, quand tout s'agite en même temps dans l'ordre social, tout court le risque de s'épuiser en même temps. C'est de cet état anormal dans la vie des peuples, qu'on vit surgir tous ces esprits aventureux qui tentèrent de discuter les principes indiscutables des sociétés : efforts impuissants d'enfants mutinés qui, ne pouvant tarir la source, se mettaient à la troubler!

L'histoire est d'hier. Je raconterai donc très-rapidement des faits qui sont encore dans la mémoire de tout le monde. Qui ne se souvient des luttes et des orages parlementaires qui, pendant

quatre années, ont tenu la France et le monde en éveil ? L'assemblée nationale, issue du suffrage universel, représentait les partis, les passions, les idées, le bien et le mal du pays entier. Jamais assemblée humaine n'avait offert un tableau plus original, plus pittoresque : le contraste y atteignait un certain grandiose. Cette réunion d'hommes, d'une origine si hétérogène, était conviée par la nature même de ses éléments à tout mettre en discussion : société, gouvernement, questions politiques, sociales, économiques et financières. La parole y était un crible dans lequel le monde entier devait passer jusqu'au dernier grain. Le voisinage des opinions y prenait un aspect d'une originalité parfaite : le bon sens de M. Thiers se colletait avec un paradoxe de M. Proudhon ; la noble éloquence de M. de Falloux coudoyait le verbe cynique de M. Miot ; la pensée religieuse de M. de Montalembert vivait en face du scepticisme railleur de M. Félix Pyat. Tous les principes politiques, depuis celui de la légitimité jusqu'à celui du gouvernement direct du peuple, avaient leur tour de parole. Toutes les plaies de la société étaient étalées au grand jour de la tribune. Toutes les passions publiques avaient un écho dans l'assemblée. On y discutait souvent, pendant un mois entier,

une question qui ne devait pas même avoir de lendemain. L'éloquence y coulait imperturbablement, comme un torrent dans le vide.

Les deux assemblées nationale et législative, quoique composées en bonne partie d'hommes illustres, honnêtes, sérieux ou éclairés, ne purent rien faire pour le salut de l'avenir, parce qu'elles-mêmes cachaient dans leur sein deux maladies mortelles inhérentes à leur constitution : la passion et la confusion. Rien au monde n'aurait pu les en guérir; elles étaient de naissance. Le voisinage même dans lequel ces deux maladies se trouvaient les empirait. Cependant, ces assemblées eurent le bonheur de contenir pendant quelque temps le pays, plutôt en l'émotionnant qu'en le gouvernant. L'empire qu'elles exerçaient sur lui ne tenait qu'aux charmes de ces représentations parlementaires qu'elles lui donnaient chaque jour : en France, tout ce qui rappelle le théâtre jouit d'une autorité très-grande. Mais le spectacle des séances orageuses, qui ranimait l'opinion publique, tuait à la longue le repos du pays. Celui-ci, entraîné par la force des choses à reprendre ses affaires ordinaires, ses soins domestiques, cet état de masse immobile qui fait le fond des sociétés, comme la masse des eaux stagnantes fait le fond de l'Océan, se voyait à

chaque instant arraché à son fragile repos par une tempête qui descendait de la tribune nationale. Sa température politique était de vingt degrés moins chaude que celle qui régnait dans la salle de ses représentants. Au moment où le pays respirait un air tempéré, l'assemblée aspirait un air brûlant et malsain. A la fin, la physionomie de la représentation nationale, échauffée, luxuriante, riche en couleur, ne représentait pas plus celle du pays que la végétation de serre chaude ne ressemble à la végétation en plein air. L'assemblée nationale avait beau donner des marques de courage aux jours de danger, des preuves de sagesse aux moments de raison; une heure de séance orageuse et furibonde lui faisait perdre tous les bénéfices de son courage et de sa sagesse. Elle se discréditait par l'usage qu'elle faisait des passions violentes. D'un autre côté, elle était trop mêlée aux partis pour pouvoir les dominer. Le pouvoir qui les fera taire n'aura rien de commun avec eux. Moins que quiconque, l'assemblée législative était capable de commander une situation anarchique, raisonneuse et bavarde : elle parlait trop pour cela. C'est en ne disant pas le moindre mot qu'on finit par saisir, par dominer et par régler ces époques bruyantes, tumultueuses, discoureu-

ses, prôneuses de systèmes, qui se perdent d'elles-mêmes dans le bruit incessant qu'elles font autour d'elles.

Un an encore nous sépare de 1852. Déjà cette date pèse comme une préoccupation inévitable sur l'esprit du pays. Les maux qu'on attend de l'avenir sont encore plus insupportables que ceux que le présent vous fait sentir : le lointain les exagère. Comme les pouvoirs exécutif et législatif expiraient en même temps au mois de mai 1852, il y avait de nombreuses raisons pour croire que les partis profiteraient de cet interrègne pour faire des tentatives. Le côté le plus effrayant de la situation était dans l'absence absolue d'un parti assez fort pour dominer tous les autres. Si le parti monarchique triomphait, il mettait en présence les légitimistes et les orléanistes, qui se disputaient la couronne. Si le parti démocratique l'emportait, il laissait aux prises les républicains et les socialistes. De quelque côté que les choses tournassent en 1852, elles aboutissaient à un champ de bataille. Tout le monde pouvait y combattre, mais personne n'était sûr d'une victoire complète et décisive. Je ne connais rien de sinistre au monde comme une mêlée humaine de laquelle on ne voit sortir aucun vainqueur : il semble que la

Providence elle-même se montre à bout de ressources. Un vainqueur, il est vrai, pouvait sortir de la situation obscure de 1852, mais pour quelques jours; c'était le socialisme. Il trouvait à l'instant même l'occasion si belle, qu'il tentait quelque chose de démesurément monstrueux et insensé. Il était donc très-capable de prendre la société comme une proie et comme un jouet, de la dévorer et de s'en amuser au plus vite; bourreau et enfant à la fois, il pouvait commettre à la hâte les actes les plus horribles et les plus bouffons; il pouvait très-bien renverser toutes les autorités avec une fureur d'esclave, et venir après se faire garrotter comme un idiot par le premier dictateur venu sorti d'une usine, d'un cabaret ou d'un bouge!

Les partis s'avançaient vers l'année 1852, ramassant des forces qui les rendaient entreprenants, mais pas assez forts. Ils engageaient tous un pied dans la lutte; mais aucun ne pouvait mettre la main sur la victoire. Le socialisme l'avait empochée dans son havre-sac. L'assemblée législative avait tenté les plus louables efforts pour atténuer les dangers de la fatale époque; mais la loi du 31 mai, qui modifiait le suffrage universel, ne fermait qu'un battant de la porte. Du reste, la porte

eût-elle été fermée hermétiquement, que le socialisme serait passé à côté. Plus les jours s'écoulaient, plus la France, cette terre classique de l'esprit, des arts, de l'élégance et des plaisirs, laissait son génie, son esprit, sa gaieté, se perdre dans cette incessante et insoluble question : « Quel parti « triomphera en 1852? Est-ce la légitimité ou la « régence orléaniste? Est-ce la république ou l'em- « pire? Ou bien sera-ce le socialisme qui sortira « seul de l'inconnu, ses théories à la main, « comme un bûcheron qui sort au petit jour de « sa hutte, la cognée sur l'épaule, pour aller « abattre les grands arbres de la forêt? »

En élisant président de la république un prince de la famille de l'empereur Napoléon, la France avait payé à une grande gloire la dette du souvenir. Elle avait consolé le prisonnier de Sainte-Hélène par un acte immense de reconnaissance nationale. Louis-Napoléon Bonaparte tenait depuis trois ans le pouvoir exécutif. La première chose qu'avait faite le président de la république avait été de relever le pouvoir. Le principe de l'autorité était singulièrement affaibli; il était passé comme un rêve entre les mains du gouvernement provisoire, comme un éclair entre celles du général Cavaignac; il avait besoin pour se consolider de devenir

stable. Louis-Napoléon le releva autant que pouvait le faire un chef de l'État qui avait sur son bureau la date précise de sa mort imprimée dans une constitution. La force du principe de l'autorité tient beaucoup à une sorte d'éternité que l'imagination des peuples prête à la destinée des rois : connaître la fin d'un pouvoir, c'est presque en mépriser l'existence. Du jour où chacun put dire, un calendrier à la main, le moment où Louis-Napoléon descendrait du pouvoir, il en était descendu. La constitution de 1848 s'opposait à sa réélection. L'assemblée et quelques journaux commencèrent, il est vrai, cette bruyante et inutile campagne de la révision de la constitution ; mais jamais les hommes ne bataillèrent plus à côté de l'événement que dans cette question politique.

Rien au monde ne pouvait empêcher qu'un sourd antagonisme ne divisât tout à coup le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, parce que l'un ou l'autre devait rester maître de l'année 1852. L'assemblée législative laissa sa pensée transpirer; elle avait tant de bouches qui pouvaient la trahir. Elle se dévoila dans la discussion de la révision, dans son enquête sur la société du Dix décembre, dans sa demande du droit de requérir la force

armée. Comme tout homme qui médite un grand dessein, Louis-Napoléon s'isola. Il reçut sans mot dire les coups de son antagoniste : il devait beaucoup à la nature même de son pouvoir cet avantage du silence qu'il avait sur l'assemblée. Celle-ci, au contraire, parlait très-haut, parlait sans cesse; et plus sa dernière heure approchait, plus elle se livrait avec fureur aux passions qui pouvaient le mieux la perdre.

Le temps marchait. Un coup soudain, décisif, porté d'une main sûre, pouvait seul trancher une question que les hommes, les partis, les bonnes et les flottantes intentions n'avaient plus ni le temps, ni la faculté de résoudre. Le coup d'État du 2 décembre fut accompli. Un trait de plume de Louis-Napoléon venait de dérouter l'avenir jusque dans ses plus sombres profondeurs. Du soir au lendemain, les partis furent déjoués.

Chacun sait aujourd'hui dans quelles voies sûres, calmes et prospères la société française s'est remise à marcher.

Des esprits honnêtes et sérieux ont courbé douloureusement la tête sous l'acte du 2 décembre; mais je crois que ces esprits, ignorant ou feignant d'ignorer le véritable état des choses, ont complétement manqué de reconnaissance envers la

Providence, qui ne donne jamais mieux la mesure de sa main que lorsque, dans les grandes crises humaines, elle prend un seul homme pour déjouer, combattre et gouverner des millions d'hommes!

CHAPITRE XII.

COUP D'ŒIL GÉNÉRAL SUR LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

J'AI pris l'histoire au moment où la société française s'échappait de cette contrainte dans laquelle la tenait la fin du règne de Louis XIV. Je l'ai vue passer aux mains licencieuses de la régence; je l'ai trouvée quêtant des gains chimériques à la porte du banquier Law. Je l'ai suivie pendant tout le long règne de Louis XV, époque à la fois philosophique et futile, qui se présente à la postérité tenant l'Encyclopédie d'une main et les fanfreluches de la marquise de Pompadour de l'autre : règne que Dieu ne semble avoir fait aussi long que pour donner à la monarchie

absolue tout le temps de se perdre dans un abîme de frivolités et de faiblesses. J'ai ensuite vu tomber cette société, enivrée de toutes les influences philosophiques, sous le règne décent et débonnaire de Louis XVI. Déjà une teinte grave et sombre commence à voiler les hommes et les choses : chacun pressent un dénouement inconnu, mais inévitable. La révolution de 1789 s'accomplit. La société française se transforme des pieds à la tête; ses rides vieilles de quatorze siècles s'effacent de dessus son front; elle tressaille de jeunesse au milieu des splendeurs d'une nouvelle aube sociale. Mais à peine a-t-elle pris dans ses mains juvéniles les fruits de sa conquête, que, semblables à des molosses lâchés dans l'ombre, les bourreaux de 93 viennent les dévorer dans ses propres mains. Des forfaits et des folies énormes entourent les premiers pas de sa rénovation; le cours de sa destinée se perd tout à coup dans cette immense mare de sang qu'on nomme *la terreur*. Un homme prodigieux arrive, qui rend ses bases éternelles à la société française. Son œuvre accomplie, il tombe. La France, exténuée de fatigues militaires, demande un gouvernement libre aux Bourbons. Tout à coup la restauration se trompe sur elle-même et

disparaît dans une révolution. Le pays trouve sous le règne de Louis-Philippe une température politique qui fait fleurir tous les intérêts matériels; mais il contracte dans sa prospérité quelques bas instincts qui appellent la révolution de Février. J'ai raconté les terreurs, les angoisses, les combats de la société française éveillée et surprise dans sa molle quiétude. Je me suis arrêté sur la route des événements devant le coup d'État du 2 décembre, qui donne aujourd'hui à la France un repos dont Dieu seul sait la durée.

J'arrive donc à la conclusion de ce livre, comme un voyageur au terme de sa route. Là, comme ce voyageur, assis pensif, je jette un dernier regard sur l'espace parcouru; je cherche à m'en rappeler les divers aspects; je tâche de détacher de la masse de mes impressions la pensée vraie que je dois laisser au bout de cette œuvre, comme un dernier témoignage de mes faibles efforts : vérité jetée dans un coin de ce modeste livre que le temps et les hommes ne ramasseront peut-être jamais!... Qu'importe!... Et qui sait?... De quelque mince mérite que soit ce livre, il trouvera peut-être sa récompense en considération de sa bonne intention. Les êtres les plus infimes, les plus vulgaires, en faisant le bien, acquièrent tout à coup

une grandeur et une autorité qui les rehaussent en dépit de leur petitesse même : les oies qui sauvèrent le Capitole devinrent à Rome des oiseaux sacrés.

Le genre humain se fait vieux. Comme tout ce qui a parcouru une longue existence, il a contracté les infirmités inséparables de l'âge. Il est aujourd'hui inquiet et morose, comme quelqu'un qui a le pressentiment d'une vieillesse maladive. Lorsque les socialistes prétendent le rajeunir, ils n'ont pour eux que la bonne intention ; ils lui tendent le poison à la place de l'élixir. Je dirai plus bas le nom du véritable remède. Dans sa marche à travers les siècles, le genre humain a accompli de grandes choses, comme aussi il a erré en bien des choses : il a fait autant de ténèbres que de lumière ; il a flotté sans cesse entre l'infini et le néant. « Que l'homme est grand ! qu'il est petit ! » s'écrie Pascal. Le fond de son esprit est un mélange de bien et de mal, de rayons et d'ombres, de vérités et d'erreurs, auquel le temps ne fait que donner un caractère plus net, plus décidé. Jamais ce caractère complexe n'a été plus remarquable qu'il ne l'est au XIXe siècle. C'est un composé d'éléments hétérogènes qui s'attirent pour s'annihiler le plus qu'ils peuvent. Aujourd'hui, l'esprit humain est à la fois



religieux et sceptique; il entre à l'église, et il aime Voltaire par tradition; il est monarchique avec une arrière-pensée de république; il est républicain avec de secrètes inclinations pour la monarchie; il est moral sans une trop grande horreur du vice; il est pervers sans une trop grande haine de la vertu. On serait tenté de croire qu'ayant voulu être trop de choses, il n'est plus rien. Ce caractère général de l'esprit humain au XIXe siècle se reproduit vivement sur les individus. Tous tant que nous sommes, nous ne sommes plus des êtres homogènes, mais des fragments de toute espèce de choses. Nos âmes sont faites de ce que nous avons pris un peu au christianisme, un peu à la philosophie voltairienne : nous ne sommes ni chrétiens, ni athées. Nos opinions politiques s'habillent de lambeaux arrachés, soit à la monarchie, soit à la république. Nos cœurs sont tout aussi bien disposés pour la liberté que pour la servitude. Nos instincts sont matérialistes; nos âmes sont tristes et rêveuses, comme si, dans notre avidité à jouir de tout, nous avions toujours le sentiment qu'il nous échappe quelque chose. Nos philosophes sont éclectiques; nos écrivains n'ont plus cette unité de pensée qui fit la gloire des écrivains du grand siècle; nos hommes politiques

font des mélanges de gouvernement; ils inventent des fusions de principes; les socialistes eux-mêmes, qui se croient les possesseurs de l'avenir, n'ont pas l'homogénéité d'une doctrine.

Ce caractère de l'esprit humain au XIXe siècle est la conséquence de son excessive intempérance, qui a voulu trop tenter, trop penser et trop lire, surtout. L'humanité ferait peut-être très-bien de jeter au feu tous les livres, même le mien, et de ne garder à la main que l'Evangile!... Je ne sais si la société actuelle n'obéit pas déjà un peu à cet instinct de conservation, lorsqu'elle abandonne de plus en plus les domaines rebattus de la pensée pour pénétrer dans les voies nouvelles de l'industrie et de la spéculation. Il est bien évident que l'esprit humain tend à changer complétement de sphère. L'humanité est éternelle; quand elle se transforme, c'est qu'elle se rajeunit. Aujourd'hui, les sciences exactes dominent; une découverte chimique fait plus de sensation dans le monde qu'une nouvelle idée en philosophie; l'industrie tue la pensée écrite : si haut que soit le Parnasse, avec le temps il y passera un chemin de fer. Cette tendance de notre époque a sa source dans l'âme même des sociétés modernes, vouées au travail et avides de bien-être. Ce mouvement industriel, qui ouvre une

nouvelle phase à l'humanité, a dans l'avenir un immense et inévitable danger, qui l'attend comme le gouffre attend le torrent. Lorsque l'industrie se sera approprié l'univers jusqu'à sa dernière parcelle, que lui restera-t-il ? Le néant. Je n'en doute pas un seul instant, les sociétés futures trouveront dans l'épuisement de la matière le même vide que les sociétés actuelles ont trouvé dans l'épuisement de la pensée. Quel remède les générations pourront-elles avoir pour guérir ce grand vide humain ? Un seul : la foi chrétienne. La religion relie, dans son unité divine, toutes les parties de l'humanité que le travail des choses terrestres à la longue a disjointes. La religion est pour l'humanité ce que le piédestal est pour la statue ; en même temps qu'elle l'élève, elle la fixe.

La révolution de 1789 a, sans contredit, assuré aux hommes une meilleure situation politique ; mais, d'un autre côté, elle a singulièrement contribué à dénaturer le sens de la vie humaine. Elle a aidé les hommes à commettre une bien grave erreur, celle de croire que les droits pouvaient remplacer les devoirs. Rien n'est plus faux. Les hommes n'ont jamais plus de devoirs à pratiquer que lorsqu'ils ont plus de droits à faire valoir. Le droit renferme le devoir, comme la vertu renferme

le sacrifice. Sous l'ancien régime, les Français n'avaient qu'à suivre l'impulsion séculaire de la monarchie absolue, comme les flots suivent la pente éternelle du fleuve. Nos pères engloutissaient, pour ainsi dire, le moi humain dans le courant monarchique héréditaire; mais aujourd'hui que la révolution de 1789 a individualisé l'homme, au point qu'il est devenu, dans l'organisation sociale, un élément isolé et libre qui apporte au mouvement des choses sa raison ou son caprice, ses vertus ou ses vices, l'individu devient une fraction agissante, honnête ou perverse, intelligente ou fantasque, de ce grand tout qu'on nomme la société. N'est-il pas nécessaire et juste qu'un membre aussi actif de la société moderne soit tenu à plus de devoirs que ses devanciers de l'ancien régime, puisqu'il exerce plus de droits? Aussi les générations nouvelles sont-elles forcées d'être plus morales, plus religieuses, que les générations passées, parce qu'elles se trouvent bien plus mêlées qu'autrefois à l'œuvre humaine. Émancipation oblige.

La religion est le premier devoir des hommes. Elle est le plus sublime exercice de l'âme, comme la liberté est le plus sublime exercice de l'esprit : à une certaine hauteur, la religion et la

liberté sont toujours sûres de se rencontrer. Un peuple libre qui n'est pas religieux est un monstre. Au milieu des sociétés démocratiques, la religion joue un très-grand rôle; elle garantit et elle fortifie en même temps tous les droits de chacun, parce qu'elle est la source de la morale. On n'est libre qu'autant qu'on est juste : l'homme ne possède en fait de liberté que celle qu'il sait respecter chez les autres. *Ne fais pas aux autres ce que tu ne veux pas qui te soit fait,* dit l'Evangile. Tout l'ordre politique est dans cette maxime. La liberté n'est qu'un grand sentiment de justice mis en commun. « Ils veulent être libres et ils ne savent pas être justes! » s'écriait M. Mounier, en parlant aux hommes de l'assemblée constituante.

L'ordre naturel des sociétés modernes roule donc autant sur l'accomplissement des devoirs que sur l'exercice des droits de chacun. Ceci est d'une vérité absolue : point de droits sans devoirs, et point de devoirs sans droits. Autrement dit : pas de privilége sans vertu, et pas de vertu sans privilége. Toute société humaine est contenue dans cet axiome.

Les vertus privées, telles que l'amour de la famille, la probité, la pureté des mœurs, la bienfaisance, obligent à de nombreux devoirs les hommes

réunis en société. Ces vertus particulières sont à l'édifice social ce que les chevilles sont à une immense charpente. Elles ont un rôle modeste, mais indispensable; elles échappent à l'œil, mais elles consolident tout l'édifice. Ces vertus ont leur source dans la conscience humaine et prennent leur force dans la religion. Celle-ci leur donne l'élan en même temps qu'elle leur montre le but; elle inspire le sacrifice et fait voir la récompense qui est là-haut. Quelques philosophes impies ont pensé que la foi dans la vie éternelle était tout au plus bonne pour les peuples jeunes et naïfs, qu'elle consolait des duretés de la barbarie; mais que la raison et la civilisation avaient apporté assez de bien aux peuples éclairés pour qu'il ne fût plus nécessaire de leur ouvrir cette porte sur l'éternité. Démence de l'orgueil! Les nations civilisées, au contraire, ont encore plus besoin que les hordes barbares de voir le rayon céleste briller au bout de la vie terrestre, parce qu'elles sont entrées dans la sombre période des dernières vicissitudes humaines. La civilisation a d'étranges maladies, qui tout à coup viennent ronger le cœur des sociétés riches, élégantes, heureuses. Il s'élève du splendide amas de leurs richesses, de leurs prospérités, de leurs lumières, de leurs magnificences,

de leurs mille chefs-d'œuvre, je ne sais quoi de suffocant, d'insensé, d'efféminé et d'orgueilleux à la fois, qui a besoin, pour se guérir, de se retremper dans l'humble et austère élément de l'esprit évangélique. C'est en les imprégnant de son esprit d'humilité et de pauvreté, que le christianisme conserve encore de telles sociétés, comme la paille fraîche et saine conserve les fruits mûrs.

Je l'ai dit plus haut, le sentiment religieux existe toujours en France; seulement, il a pris une teinte mélancolique et recueillie, en rapport avec une société qui a déjà beaucoup souffert et qui tremble encore. La prière monte aujourd'hui du fond de nos églises, accompagnée du chant grave, triste et fraternel des orgues sonores. La religion s'est séparée des passions politiques; elle fait son œuvre à l'écart du gouvernement des hommes. Elle montre plus d'ardeur pour guider que pour commander; elle cherche moins aujourd'hui à être à la tête des hommes qu'à donner le bras aux générations inquiètes. Sous la restauration, le prêtre était redouté : c'était un maître. De nos jours, le prêtre est salué avec respect : le cours de nos malheureuses révolutions en a fait l'ami de tout le monde. La révolution de Février a déterminé un vrai retour aux idées religieuses; rien ne porte

plus les hommes à lever les yeux au ciel que ces grandes catastrophes qui viennent tout à coup montrer le néant des fortunes humaines !

La société française au XIX[e] siècle a le principe démocratique pour base politique. La révolution de 1789 en a formé les premiers éléments ; elle a proclamé ses droits principaux, l'égalité politique et civile, la liberté des carrières et de l'enseignement, ouvrant ainsi les barrières à la destinée comme à l'intelligence de chaque homme. La démocratie française est encore dans toute sa jeunesse et par conséquent dans toutes ses passions. Si bonne que soit une chose, on ne peut en tirer que ce qui est juste et vrai. Or, les démagogues de 1793 et les socialistes de 1848, en voulant arracher du principe démocratique, les uns une égalité chimérique, les autres une société impossible, l'ont complétement dénaturé en l'exagérant. Cette exagération que certains démocrates donnent à l'idée démocratique est même le véritable danger qui pèse sur l'avenir de la France. Comment, en effet, terminer une lutte dont le terrain s'allonge à la fantaisie de tout homme qui conspire ou qui rêve, qui pérore ou qui pose un système? Une telle lutte plonge la société française dans une situation fatale et très-fausse : elle

l'expose à tout instant à combattre les éléments mêmes de sa propre constitution que des fous et des pervers dénaturent, courant ainsi le risque de perdre ses forces en luttant sans cesse contre le principe même qui fait sa force. En rencontrant toujours une fraction quelconque de la démocratie armée contre elle, la France reste toujours en guerre, et elle ne peut ni améliorer ses nouvelles institutions ni apprendre à connaître les devoirs qui en dérivent. Il résulte de ce pitoyable état de choses que notre pays ne connaît de la liberté que les passions, tant il a peu de temps pour en pratiquer les vertus! Le principe démocratique qui reste ainsi continuellement sous les armes produit deux effets diamétralement contraires : il dégoûte les uns; il enflamme les autres; il fatigue ou il exalte; il fait des indifférents ou des énergumènes. De ces deux points si opposés sort de temps en temps la guerre civile. Les luttes intestines, en se prolongeant, jettent sur les mœurs françaises un caractère lamentable. Ces mœurs, jadis si courtoises, si élégantes, si spirituelles, ont pris à la longue quelque chose de dur, d'impoli et même de farouche, qui me fait presque dire qu'il vaut mieux qu'un peuple devienne moins libre et reste

plus charmant. La France a vu se glisser je ne sais quoi de rude et de barbare au milieu de ses belles manières, de son élégance et de son esprit traditionnels : on dirait que le grand air de la liberté a durci les traits de la société nouvelle. La grosse main de la révolution a brisé, en outre, un des ressorts les plus séduisants de l'ancien mécanisme social; je parle de l'empire des femmes sur les choses publiques et domestiques. La démocratie a tué le règne des femmes : la rigidité républicaine s'accorde mal avec toutes les mignardises de leur tyrannie. Il est assez bon de remarquer que leur véritable empire sur les hommes a fini avec la monarchie absolue, comme s'il existait un rapport parfait entre leurs charmes et le pouvoir arbitraire.

Je le répète, le véritable danger que court notre situation politique, en France, est dans l'abus que les utopistes et les fainéants, les conspirateurs et les imbéciles font de ce mot : *démocratie*. Le principe a porté ses fruits; il faut maintenant craindre les gens qui veulent lui faire produire des chimères. C'est le propre des civilisations aussi avancées que la nôtre de mettre au jour une foule d'esprits malades qui se tiennent aux bords extrêmes de toutes choses, toujours prêts

à se jeter dans le vide. Ces esprits sont le fléau des sociétés arrivées au terme du repos, parce qu'ils ont la fatale puissance de faire lever les peuples qui ont un penchant tout particulier pour suivre les prôneurs de nouveautés, comme les timballiers bruyants de la pensée humaine. Tout ce qui n'a pas beaucoup de bon sens fait beaucoup de bruit : le tapage est une excellente raison à donner à la foule avide et amoureuse de bruit. Mais, hélas! d'éternelles révolutions sont au bout de tout ce fracas stérile. La société française ne peut les éviter qu'en se tenant sous l'abri d'un gouvernement fort. Un tel gouvernement est un fait contre la solidité duquel finissent par s'user les idées les plus exubérantes et les plus exagérées. Le gouvernement impérial de Napoléon III est dans cette condition heureuse qu'il peut satisfaire les bons côtés de la démocratie sans avoir à en subir les exigences. Si le pouvoir providentiel de l'empereur pèse à cette heure sur certaines parties de la liberté, c'est qu'il a mission de rendre à la société française son plus indispensable appui, qui est le principe de l'autorité. Il est des moments où le salut des nations exige que les hommes pensent sans parler après avoir longtemps parlé sans penser.

J'ai à toucher maintenant un point très-délicat; c'est le côté moral de notre société actuelle. Je ne suis pas du nombre de ces esprits pessimistes qui voient la mort glisser partout dans notre organisation sociale et qui parcourent toutes les places et tous les carrefours de notre civilisation, criant sans cesse : Malheur à Jérusalem; trois fois malheur à Jérusalem! Je vois le mal, mais je crois au remède. Le monde humain aujourd'hui est placé dans un certain milieu où tout est tempéré, le bien comme le mal; il n'y a plus de très-grands crimes, il n'y a plus de très-grandes vertus: le sens moral a pris je ne sais quel équilibre qui le maintient sur un fond assez monotone de bons et de mauvais instincts parfaitement modérés. Nos passions n'ont plus rien d'extrême. L'amour, ce sentiment ardent et chevaleresque qui composait toute la vie de nos pères, n'est plus qu'un accident dans la nôtre. Aimer n'est plus maintenant un transport, c'est un acte qui a son heure. La corruption de nos mœurs a quelque chose de régulier et de méthodique qui peint très-bien une société livrée à la spéculation; nous sommes libertins à certaines heures; nous commettons nos désordres lorsque nous sommes bien sûrs d'avoir terminé nos affaires. Il y a un très-grand danger moral à faire

le mal avec une telle régularité de conduite; cette régularité débarrasse le mal de tous ses aspects honteux et repoussants : on finit par apprécier les choses mauvaises qu'on fait avec un certain esprit d'ordre. Aujourd'hui, la vie déréglée a ses règlements établis et son art de vivre : la prostitution a son code. Aussi jamais les hommes ne se sont-ils moins alarmés que maintenant de la corruption de leurs mœurs. Cette insouciance est, sans contredit, le côté le plus vrai du caractère de notre époque. Il y a au fond de notre sens moral somnolence profonde : on n'émoustille plus guère les hommes qu'avec des questions d'argent. Et cependant, au sein même de notre société si indifférente en matière de moralité, si livrée à ses intérêts matériels, il court encore dans les âmes un sentiment rêveur qui va pleurer au théâtre, qui cherche dans le roman d'ineffables sensations et qui demande à la poésie de fugitives et chastes ivresses : ne serait-ce pas là le signe évident d'une origine céleste qui ne veut jamais perdre ses droits sur l'homme, à quelque degré d'abaissement qu'il descende ?

Il est un autre côté de notre situation morale qui cache une véritable maladie sociale; c'est l'amour immodéré du luxe. Le luxe est le résultat

coquet, éblouissant, pittoresque de la civilisation ; il est l'agent vêtu de soie et d'or qui fait circuler toutes ses merveilles. Toutes les sociétés se mirent dans leur luxe, comme les femmes dans leur miroir, pour se rendre compte de leur beauté. Mais il arrive une heure où le vertige les saisit et elles tombent enivrées et folles de leur magnificence sur cette couche d'or massif où se sont déjà étendus les cadavres efféminés des civilisations antiques. Alors le luxe n'est plus le pourvoyeur modéré des besoins honnêtes, charmants, élégants de la société; mais il devient le complice le plus adroit de la plus insatiable de nos passions : le raffinement des plaisirs. Il se plaît à corrompre l'air vital des sociétés en le remplissant de mille parfums, de mille souffles, de mille images provocantes et lascives. Il use l'âme de l'humanité en la roulant sur un lit de roses. J'aime à croire que notre civilisation chrétienne, purifiée plus qu'elle ne le pense par ce souffle de pureté et de mortification qui lui vient du christianisme, n'inventera ni ne rêvera jamais ces voluptés grandioses et monstrueuses au milieu desquelles les païens ont voulu mourir ; mais elle tend aujourd'hui à satisfaire un besoin immodéré de luxe et de bien-être qui la fera sortir des

voies âpres de la destinée humaine. Notre société ne mourra certainement pas dans la grande salle des orgies romaines ; mais elle aura pour convive inévitable le socialisme qui est le dernier rêve des appétits humains sur la terre. Elle ne peut le chasser et l'anéantir qu'en restant dans les limites d'un luxe exigé par les seuls besoins d'une sage civilisation ; sinon, elle appellera à la longue tous les instincts socialistes, heureux de se jeter sur une société enivrée de jouissances, roulée dans la pourpre et dans l'or, pareils aux Barbares qui marchèrent sur Rome au récit des merveilles qu'on leur en faisait.

Le goût désordonné du luxe mène inévitablement à l'amour déréglé des richesses. Qui veut jouir, doit avoir. Tout l'esprit du jour s'est blotti dans cette maxime. Jamais la fortune n'a ouvert plus d'issues le long de la route du hasard qu'elle ne l'a fait depuis quelques années. La Bourse, les spéculations, les découvertes industrielles, jettent chaque jour à l'avidité humaine un gain, une proie ou une chimère. La tendance générale est à l'argent. Il résulte de cette passion publique, que les hommes s'enrichissent ou s'appauvrissent aux variations de la bourse, mais que l'esprit national se décolore à côté de ce champ

de bataille financier. Les intérêts matériels ne reconnaissent pas de frontière. L'argent n'a pas de patrie. Un homme jeté dans les affaires est cosmopolite; il est aussi bien chez lui à la bourse de Londres qu'à celle de Paris; son langage est compris aussi bien à Vienne qu'à Amsterdam. A l'heure qu'il est, rien ne serait plus à déplorer que l'affaiblissement de notre esprit national. Qui sait si Dieu ne fera pas tout à coup lever les peuples pour la guerre? Qui sait si l'air que respire l'humanité vicié à la longue par ces chaudes exhalaisons qui s'élèvent du sein des sociétés oppressées d'hommes et de vices, n'aura pas besoin que le canon tonne et fume dans son atmosphère malsaine pour en chasser les miasmes corrompus et pour rendre au ciel humain sa pureté première? La France aurait donc encore un grand rôle militaire à jouer. Mais elle ne pourrait le remplir avec grandeur et profit, qu'autant qu'elle retrouverait dans sa poitrine martiale l'amour tout entier de la patrie : sinon, énervée, indifférente à la gloire, le flanc vide de patriotisme, elle se laisserait mourir au milieu de ses richesses, comme Sardanapale au milieu de ses femmes!

La révolution de 1789, qui est le point de dé-

part de notre société moderne, a détruit les castes, les priviléges, les coutumes des provinces, la législation féodale et jusqu'aux divers idiomes : la France est devenue un tout homogène. Sa constitution est assise sur l'unité des droits, des lois, des usages, des mœurs et de la langue. Cette unité est la perfection de l'ordre social. Mais les révolutions qui effacent tous ces traits fragiles de l'orgueil, de la vanité, de la tyrannie, dont les hommes composent la physionomie de leur société, ne peuvent point anéantir les lois supérieures qui régissent la destinée humaine. La nuit du 4 août 1789 peut bien emporter dans ses ombres immortelles tout le bagage de l'ancien régime; le couteau de 93 peut bien couper tout à son aise les milliers de têtes de l'aristocratie; mais jamais ni les législateurs ni les bourreaux ne pourront arracher des entrailles de l'humanité l'énigme de la souffrance. Qu'on l'écrase de décrets philanthropiques ou qu'on lui tire le sang des quatre veines, une société se remet toujours à vivre avec des heureux et des malheureux, des grands et des petits, des pauvres et des riches. Que ceux qui s'irritent d'une telle inégalité dans la condition humaine aillent en demander la raison à Dieu! De nos jours, des mortels or-

gueilleux se sont dressés pour attaquer et pour détruire cette mystérieuse et implacable inégalité qui pèse sur l'homme ; d'autres s'élèveront encore plus tard avec la même intention, mais ils se briseront contre les éternels secrets de Dieu, comme des mouches contre un mur d'airain. Lorsque le divin Fondateur du christianisme fit de la résignation l'essence même de la doctrine évangélique, il savait très-bien à quel mal il adressait un pareil remède. Que les révolutions garantissent aux hommes un droit égal devant la loi, c'est justice; mais qu'elles rêvent placer l'humanité dans un cercle de bonheur égal pour tout le monde, c'est chimère!

Le christianisme, qui possède au plus haut degré le sentiment de la commisération, est venu relever tous les êtres que les païens avaient tenus si bas : le pauvre, l'esclave et la femme. Tous les peuples chrétiens respectent et soulagent la pauvreté et le malheur. Au sein des sociétés chrétiennes, le pauvre porte sur sa pâle personne je ne sais quel reflet fraternel de cette glorification de Lazare, couvert d'ulcères, que les anges emportent dans le paradis. Je ne connais rien de plus vrai, de plus rapide, de plus universel, que ce sentiment de pitié qui court parmi les hommes à la vue

d'un misérable. Les sociétés les plus égoïstes, les plus idolâtres de leurs richesses, en ont elles-mêmes le cœur tout rempli. Je me souviens que, il y a quelques années, une simple lithographie produisit un effet prodigieux. Elle représentait une journée d'hiver, un modeste corbillard, un chien qui le suivait, seul, tête basse : c'était le convoi du pauvre. Une émotion indéfinissable s'empara de tout le monde à l'aspect de ce mort inconnu, de ce malheureux qui jouait, silencieusement, en allant en terre, le dernier acte de sa misère en face de la compassion publique. Cette image a certainement fait couler plus de larmes que celle qui représentait les splendides funérailles de Louis XVIII. Les hommes n'ont au cœur rien de plus vrai que la pitié qui, au fond, est la conscience et l'aveu de leur commune misère. Aujourd'hui, notre pays, plus que jamais instruit par tant de révolutions, se jette dans toutes les voies de la charité; il se couvre d'un grand nombre de sociétés de secours mutuels qui finiront par saisir toutes les souffrances sociales dans les mille filets intelligents et discrets de la bienfaisance chrétienne. Cette terrible question du *paupérisme* que les économistes espèrent résoudre à force de traités économiques, que les socialistes

prétendent trancher un jour avec le coupant de leurs utopies, ne trouvera ni chez les uns ni chez les autres son entière solution. La pauvreté, cette chose-enfant qui reste éternellement attachée au sein des sociétés, demande moins à être guérie au moyen de réformes sociales qu'à être éternellement bercée dans les bras de la Charité qui est sa mère.

Je finis. Quelques esprits rèvent encore pour la société française des routes immenses à parcourir. Je ne sais si c'est de ma part faiblesse de vue, mais je ne découvre plus autour d'elle que des limites. Je n'ai jamais bien cru à ce progrès illimité dont certains penseurs inquiets et turbulents bercent l'esprit humain, tant j'aime à voir des bornes aux choses même les meilleures. Rien ne me semble plus dangereux et plus absurde, en même temps, que de toujours accoler l'infini à l'œuvre des hommes. Il y a dans cette manière d'agir quelque chose qui flatte notre orgueil, mais qui pervertit notre bon sens. Tout trouve un terme en ce monde, même les sociétés qui ont le moins envie de s'arrêter. La nôtre aspire à entrer dans une phase de repos. Tout l'indique. Elle aime les arts tranquilles; la musique, cette ivresse qu'on aspire commodément assis; la peinture,

cette jouissance des yeux qui se cloue dans un appartement ; les romans, ce monde fait des passions humaines, qu'on peut tourner et retourner en tout sens au coin de son feu. Je ne prétends pas dire que ce sentiment de repos qu'éprouve la société française, soit le signe de sa mort. S'arrêter, ce n'est pas mourir. Le repos a sa grandeur. Qui sait même si une nation ne doit pas mettre autant de siècles à conserver sa civilisation qu'elle en a mis à la conquérir ? Notre pays ne pourrait donc faire qu'un excellent acte de bon sens, s'il parvenait à calmer cette passion de progrès et de mouvement qui le dévore. Sans cesse, il demande à l'esprit du nouveau ; aux sciences, des procédés inconnus ; aux inventions, quelque prodige particulier. Il y croit avec une foi qui n'a déjà plus de bornes ; à ses yeux, il n'existe sur terre et dans le ciel rien au-dessus d'une comédie bien jouée ou d'un chemin de fer parfaitement établi : je me demande avec un certain effroi ce que deviendrait la France, si tout à coup l'esprit et le charbon venaient à lui manquer.

Le passé a été un effort ; l'avenir doit être un repos ; après l'œuvre de la conquête, la tâche de la conservation. Le christianisme a fait la France ; c'est lui qui doit la conserver en l'imprégnant de

toutes les vertus qui combattront les mauvais effets des vices qui se mettent à la longue dans toutes les civilisations avancées. La religion chrétienne inspire l'humilité qui abat l'orgueil, devenu si fort chez les sociétés puissantes; la résignation, qui adoucit les misères humaines devenues si sensibles chez les sociétés vieillies; la charité, qui fait couler sa flamme dans toutes ces poitrines égoïstes ou courroucées qui se soulèvent aux dernières heures des crises sociales. Le vieux monde ne pourra se tenir debout qu'appuyé sur la charité. Tous les siècles ont lutté pour quelque chose. Il en est un qui s'est noyé dans des flots de sang fanatisé, au nom de la foi catholique; mais il en est sorti l'esprit de tolérance, cette pacification en matière religieuse. Notre siècle, livré aux plus terribles expériences, tient la société aux pieds de la mort; mais il s'élèvera, n'en doutons pas, de l'horreur même d'un tel spectacle, une vertu conciliatrice qui fera faire le dernier traité de paix entre tous les hommes. Ce n'est que sur les vieux jours de leur vie sociale que les hommes peuvent comprendre une vérité écrite par le temps sur toutes leurs erreurs, leurs faiblesses, leurs passions, leurs luttes et leurs crimes. Cette vérité finale leur enseigne qu'ils ne peuvent plus vivre

en société qu'en se pardonnant les uns aux autres : sublime et dernier effort de la conscience humaine qui imite Dieu, ce principe d'inaltérable charité qui, depuis le commencement du monde, nous tient tous dans sa clémence sans bornes et dans un pardon de chaque jour !

TABLE.